

ACADÉMIE DES SCIENCES D'ALBANIE
SECTION DES SCIENCES SOCIALES

STUDIA ALBANICA

1

XLVIII^e Année

2011

STUDIA ALBANICA

Conseil de Rédaction :

Seit MANSAKU (Rédacteur en chef)
Muzafer KORKUTI (Rédacteur en chef adjoint)
Arben LESKAJ (Secrétaire scientifique)
Francesco ALTIMARI
Jorgo BULO
Emin RIZA
Shaban SINANI
Marenglen VERLI
Pëllumb XHUFİ

© 2011, Académie des Sciences d'Albanie

ISSN 0585-5047

Académie des Sciences d'Albanie
Section des Sciences sociales
7, place Fan S. Noli
AL-1000 Tirana

Neritan CEKA

LES ATINTANES, UN NOUVEL APERÇU DE LEUR TERRITOIRE ET DE LEUR HISTOIRE

Parmi les communautés territoriales illyriennes, généralement connues comme des tribus (γένοις), les Atintanes occupent une place particulière dans les événements historiques qui se sont déroulés dans l'arrière-pays d'Apollonia à la fin du III^e siècle et au début du II^e siècle avant J.-C.

En général, tous les chercheurs qui se sont penchés sur ces événements ont considéré les Atintanes comme une entité ethnique, une des grandes peuplades de l'Illyrie du Sud ou de l'Épire, mais les opinions divergent quant à leur étendue géographique.

Hasan Ceka a été le premier qui a consacré tout un article à la localisation et à l'histoire des Atintanes¹, où il considère que cette tribu illyrienne peuplait l'arrière-pays d'Apollonia, les régions actuelles de la Mallakstra, du Skrapar et de l'Opar, mais en excluant la zone de Berat ainsi que la vallée du Drino. Sur la base des données fournies par les auteurs antiques et les sources épigraphiques, il a reconstitué aussi l'histoire des Atintanes sous une forme qui n'a pas été beaucoup modifiée par les études postérieures. N.G.L. Hammond a réexaminé la question atintane dans deux études riches en informations², mais qui créent une confusion en inventant sans aucun fondement deux populations : les *Atintani* illyriens dans la région de Çermenika et les *Atintanes* épirotes dans la vallée supérieure du Drino jusqu'à la frontière avec la Macédoine³.

¹ H. Ceka, "Atintanët", in *Buletin i Institutit të Shkencave, Seria Shkencat Shoqërore*, 1, 1956, p. 108-122.

² N. G. L. Hammond, *Epirus*, Oxford, 1967, p. 599- 601 sur la localisation des Atintanes et « The Illyrian Atintani, the Epirotic Atintanes and the Roman Protectorate », in *JRS*, 79 (1989), p. 11-25.

³ Ce doublement a été refusé par F. Papazoglou, « Quelques problèmes de l'histoire épirote », in *Ziva Antika*, 20 (1970), p. 132-136.

S. Islami situe les Atintanes en Mallakastra et au Skrapar, mais pas en Opar ni dans la vallée du Drino⁴. P. Cabanes situe l'Atintanie sur la rive droite de l'Aôos, de Tepelena jusqu'à la plaine de Myzeqe, y compris la Mallakastra et le Skrapar, mais pas dans la vallée du Drino⁵.

Nous avons attaché une attention particulière à la localisation et à l'histoire des Atintanes, en considérant celle-ci comme une préhistoire des Bylliones⁶.

Une tentative contestée en vue de proposer une nouvelle géographie des Atintanes est faite également par M. Hatzopoulos⁷, concrètement dans la vallée supérieure de l'Aôos, jusqu'au défilé de Këlcyr.

Avant d'aborder la question de la géographie et du rôle des Atintanes dans l'Antiquité illyrienne, il faudrait clarifier la terminologie par laquelle ils sont qualifiés. Dans l'historiographie illyrienne, il est habituel de constater que la qualification – en apparence formelle – d'une population est unifiée sous le terme *tribu*, comme traduction du grec *γένος* ou du latin *gens*, en contraste avec la *polis* (πόλις) qui désigne les cités-États grecques, le *koinon* (κοινόν) les communautés régionales de la Grèce, ou la *civitas* romaine. Ces appellations expriment aussi de cette manière une sorte de préjugé dans la distinction entre les formes d'organisation sociale et politique, sous-entendant un niveau inférieur en territoire « barbare » illyrien.

Les recherches menées ces dernières décennies en territoire de l'Albanie ont confirmé que l'époque de la mention des « tribus » illyriennes par les auteurs antiques grecs des V^e-I^{er} siècles avant J.-C. correspond à une période d'urbanisation intensive dans les régions illyriennes méridionales.

⁴ S. Islami, « Shteti ilir në luftërat kundër Romës », in *Iliria*, III, 1973, p. 24.

⁵ P. Cabanes, *L'Épire, de la mort de Pyrrhos à la conquête romaine*, Besançon, 1976, p. 78-80.

⁶ N. Ceka, « Mbishkrime byline » (résumé en fr., « Inscriptions bylliones »), in *Iliria*, 1987, 2, p. 50-61 et « Le Koinon des Bylliones », in *L'Illyrie méridionale et l'Épire dans l'Antiquité*, I, Clermont-Ferrand 1987, p. 135-149.

⁷ M. B. Hatzopoulos, « Le problème des Atintanes », in *L'Illyrie méridionale et l'Épire dans l'Antiquité*, II, Clermont-Ferrand, 1990, p. 183-190 suivi des discussions de P. Cabanes et de N. Ceka.

Il est déjà prouvé que les territoires des « tribus » des Amantes, des Bylliones, des Parthins, des Dassarètes, les Labéates, etc., étaient dominés politiquement et économiquement par des cités dotées d'une physionomie antique claire comme Amantia, Byllis, Dimalè, Partha (Berat), Lychnidon, Lissos, Scodra, etc. Les monnaies frappées par certaines d'entre elles ou les produits de leurs ateliers publics portent l'ethnicon *Amanton*, *Byllionon*, *Dimallitan*, *Antigoneon*, qui correspond au nom de la « tribu », mais qui exprime en effet une toute autre réalité. En rapport avec des tiers, cette réalité est exprimée par le terme *koinon* ou *damos* (-ia ; -ios), attesté seulement par des sources épigraphiques dans le cas des Bylliones, des Dimaliens, des Balaïtes ou des Dassarètes.

Notre présente approche part précisément de cette réalité, en évitant d'employer l'appellation « tribu » pour les Atintanes, les Chaones, les Amantes, les Parthins, etc. Pour les qualifier, nous avons employé le terme *koinon* qui traduit une communauté de type fédéral républicain. Son unité de base était généralement un petit *koinon*, créé sur le territoire contrôlé par une cité antique, d'habitude la vallée d'un fleuve, séparé d'un autre *koinon* par des chaînes de collines ou de montagnes ou par une rivière infranchissable durant l'hiver. Il arrive que de telles unités soient fédérées dans un *koinon* plus important et cette structure pyramidale peut s'élever aussi à un troisième échelon, comme dans le cas des Chaones ou des Atintanes⁸. Toute cette pyramide de type républicain est souvent couverte du revêtement monarchique des royaumes illyriens, épirotes, macédoniens et, à leur dernière phase, de la République romaine. Sous cette couverture, les *koinons* illyriens et épirotes ont préservé leur autonomie politique et économique, en élisant leurs magistrats et en frappant des monnaies locales.

Un aperçu de l'histoire des Atintanes et de leurs rapports avec un *koinon* limitrophe ou un *koinon* composant présenterait de l'intérêt pour connaître la dynamique de la géographie historique dans les régions les plus méridionales illyriennes.

⁸ Comparer au schéma proposé par P. Cabanes, « Shoqëria dhe institucionet në Epir dhe në Maqedoni », in *Iliria*, 1981, 2, p. 83.

Atintanes et Chaones

La vallée du Drino a constitué, depuis la préhistoire, une entité géographique à part, attachée surtout à la vallée de la Vjosa, comme le témoigne aussi la ressemblance culturelle entre les tumulus de Kakavia ou de Bodrishta et ceux de Vajza ou de Përmet. Le même phénomène est constaté également au cours de la période antique, où l'on retrouve une ressemblance des formes et des styles architectoniques, de la céramique, des métaux et ainsi de suite.

Ce qui retient particulièrement l'attention c'est l'unité que l'on remarque entre les fortifications amanto-bylliones et celles de la vallée du Drino. Antigoneia, Lekli, la seconde période de Melan et Ktismata ont toutes été réalisées en appareil rectangulaire isodomique à surfaces plates, qui est presque absent dans les fortifications épirotes proprement dites. Comme nous l'avons remarqué⁹, l'appareil rectangulaire est introduit dans la vallée d'Antigoneia par le nord, où il est chronologiquement antérieur et se présente sous des formes plus primitives. Dans cette vallée, il a comme caractéristique les planimétries élaborées avec une disposition régulière des tours, l'encadrement des portes par des tours, l'accompagnement par le polygonal aligné, la disposition isodomique à une hauteur de rangée d'un pied et demi (environ 45 centimètres), etc.

De l'autre part, l'accompagnement de ce style par le polygonal dans la plupart de ces sites établit le rapport naturel avec les fortifications chaones et molosses. Or, est-ce que ces ressemblances correspondent à des liens politiques déterminés entre ces territoires ?

Nous disposons en effet quelques données qui témoignent d'une appellation commune – l'Atintanie –, de l'aire qui s'étendait à l'est d'Apollonia le long de la vallée de l'Aôos et qui tournait ensuite dans la vallée d'Antigoneia.

En réalité, la région de l'Atintanie ne s'étendait pas parallèlement à la côte, comme le pensent les auteurs susmentionnés, mais presque perpendiculairement à la ligne qu'elle suit, en ayant pour axe central la vallée de l'Aôos. Thucydide (II, 80, 5) nous a

⁹ N. Ceka, « Qendrat e fortifikuara të amantëve », in *Monumentet*, 10, 1975, p. 51.

fourni une présentation assez claire de la disposition d'ouest en est des territoires des populations qui ont pris part à l'attaque contre l'Acarnanie en 429 avant J.-C., en l'accompagnant d'une description de leur situation politique. Parallèlement aux Ambraciotes, dans cette campagne il y avait, « parmi les Barbares, mille Chaones, qui ne reconnaissaient pas de roi,... marchaient également des Thesprotes, eux aussi ne reconnaissant pas de rois. Les Molosses et les Atintanes étaient commandés par Sabylinthos, tuteur du roi Tharypas,... les Paravéens par leur roi Oroedos. Mille Orestes, dont Antiochos était le roi, faisaient campagne avec les gens d'Oroedos à qui Antiochos les avait confiés ». Selon cette disposition, les Atintanes ne pouvaient se trouver qu'au nord des Molosses et à l'ouest des Chaones, alors que les Paravéens se situaient à leur est, dans la vallée supérieure de la Vjosa.

Thucydide nous a fourni non seulement un alignement géographique des communautés engagées dans cette expédition, mais aussi une note sur la situation politique de chacune d'entre elles. Il passe d'ouest en est en énumérant les Chaones, les Thesprotes, les Molosses et les Atintanes, ensuite les Paravéens et les Orestes, dans un cercle qui se ferme autour de l'Acarnanie. En évaluant la portée politique de cette campagne militaire, Thucydide décrit aussi les rapports entre les États participants : les Chaones et les Thesprotes, qui ne reconnaissaient pas de rois, sont dirigés par des magistrats élus ; les Paravéens sont commandés par le roi Oroedos qui a été mandaté par son homologue Antiochos d'avoir sous ses ordres même le détachement oreste ; au nom du roi Tharypas, les Molosses et les Atintanes sont guidés par le régent Sabylinthos.

Les Atintanes étaient donc une entité importante, mais pas tout à fait indépendante politiquement. En 429, ils faisaient partie du Royaume molosse, certainement comme un territoire qui gardait une sorte d'autonomie, puisqu'ils sont représentés par des forces militaires bien distinctes.

Nous ignorons jusqu'où s'étendait à l'ouest cette subdivision du Royaume molosse et ne disposons que de sources confuses que l'on peut interpréter historiquement.

Étienne de Byzance considère Byllis comme une fondation de Néoptolème, le fils d'Achille. Il s'agit bien entendu d'une légende

dépourvue de tout fondement archéologique, car Byllis, fondée autour du milieu du IV^e siècle avant J.-C., constitue une étape du processus interne d'urbanisation dans le territoire byllionne¹⁰. Néanmoins, cette légende établit un lien politique entre Byllis et les Éacides molosses, qui pourrait s'expliquer seulement dans le cadre d'une Atintanie comprenant également les Bylliones.

En faveur de cette opinion témoigne aussi un passage de Pindare (*Néméennes*, 4, 51), selon lequel « Pyrrhus (règne) sur les superbes monts qui s'étendent depuis Dodone jusqu'à la mer Ionienne ». D'après Hammond, « Ἰόνιον πόρον » est la partie la plus septentrionale de la côte ionienne, l'endroit où celle-ci joigne l'Adriatique, et le Royaume molosse comprenait ainsi même les Bylliones¹¹.

Nous ne savons pas combien de temps a duré la dépendance des Atintanes du Royaume molosse, mais la description du Périple du Pseudo-Scylax, qui remonte à une époque un peu plus tardive, montre que les Atintanes formaient une entité indépendante, aussi importante que celles des Chaones et des Molosses.

Scylax (26) donne la position la plus explicite de l'Atintanie, en se référant à Apollonia, à Amantia et à Orikos : « Ces peuples ont pour voisins, dans les terres, les Atintanes, placés au dessus de l'Orikie et de la Chaonie, jusqu'à Dodone »¹². Cette étendue correspond tout à fait à la vallée du cours moyen de l'Aôos et à toute la vallée du Drino, la seule permettant de déboucher à Dodone. Une telle position est rapportée au sujet des Atintanes même par le passage peu commenté de Lycophron (*Alexandra*, 1038-1041), où ils sont situés au dessus d'Amantia jusqu'en Chaonie¹³.

¹⁰ N. Ceka, « Fortifikimet antike të bashkësisë byline » (résumé en fr. « Les fortifications antiques du koinon des Bylliones », in *Iliria*, 1990, 1, p. 143.

¹¹ *Epirus*, p. 384.

¹² Nous avons admis la variante *Xaovias* de la transcription du Pseudo-Scylax au lieu de *Kapias*.

¹³ « D'Othron, après avoir échappé à un combat terrible de reptiles semblables à des dragons, il abordera au port d'Amantia. Arrivé près du territoire des Atintanes, il habitera au bord de la mer le Practis haut promontoire, et boira les eaux du Polyanthe de Chaonie ». La sombre prophétie de Cassandre semble se rapporter à la légende des Abantes d'Eubée, qui se sont installés dans le territoire des Amantes après la chute de Troie. L'identification du Practis, peut-être une montagne, ainsi que du fleuve Polyanthe, resterait hypothétique.

Ce qui fait converger ces deux indications géographiques antiques concernant la position des Atintanes c'est leur emplacement par rapport aux Amantes et aux Chaones. Le passage du Pseudo-Scylax est sans doute le plus clair, bien qu'il ait prêté beaucoup à confusion quant à son interprétation.

Tout d'abord, en partageant l'avis de N.G.L. Hammond¹⁴, nous devons reconnaître qu'il ne s'agit pas ici des Bylliones (βυλλῖνοι), voisins des Amantes, mais des Bulins (βουλινοί) lotophages par lesquels le Pseudo-Scylax (22) commence la description de la côte habitée par les Illyriens. Par conséquent, l'expression « la région Amantias, dont les indigènes sont Illyriens; ces derniers s'étendent depuis les Bulinéens jusque là » ne se réfère pas au voisinage entre les Amantes et les Bulins et encore moins à une fédération politique entre eux¹⁵. Elle indique simplement l'étendue géographique des Illyriens le long du littoral adriatique, depuis la frontière avec les Liburniens au nord jusqu'au contact des Chaones, au sud des Amantes¹⁶.

En général, la description de cette côte par le Périple du Pseudo-Scylax est une des plus détaillées quant aux distances, notées soit par durée de navigation, soit par unités de mesure terrestre¹⁷. Amantia est la seule cité « barbare » de l'arrière-pays que le Périple situe avec précision à une distance de 320 stades d'Apollonia, ce qui correspond aux 60 kilomètres qui séparent aujourd'hui les vestiges des deux cités antiques.

Dans la phrase suivante, le Pseudo-Scylax donne un panorama encore plus vaste de l'arrière-pays d'Apollonia : « Apollonie, au milieu de laquelle coule le fleuve Æas, qui prend sa source dans la montagne du Pinde... La ville d'Orikos, chef lieu des Orikiens, située

¹⁴ *Epirus*, p. 513.

¹⁵ S. Anamali, « Données épigraphiques sur quelques cités de l'Illyrie du Sud », in *Iliria*, VI, 1976, (éd. fr.) ; *Iliria*, VI, 1976, f. 132.

¹⁶ Voir Scylax 22 : « Les Illyriens qui habitent les bords de la mer jusqu'à la Chaonie, vis-à-vis Corcyre, île d'Alcinous, sont limitrophes des Liburniens ».

¹⁷ Les distances terrestres fournies par le Pseudo-Scylax sont très exactes : d'Épidamnos à Apollonia, il y a deux jours de chemin ; Apollonia est éloignée de la mer de cinquante stades (10 km), et de trois cent vingt stades de la ville d'Amantia. Elles semblent témoigner d'une information recueillie sur le terrain. Voir N.G.L. Hammond (*Epirus*, p. 11, n. 6), qui pense que cette partie du Périple provient de Philiste.

dans le golfe Ionique, est éloignée de quatre-vingt stades de la mer, et de soixante de la ville d'Amantia. On assure que ces peuples ont pour voisins, dans les terres, les Atintates, placés au dessus de l'Orikie et de la Chaonie, jusqu'à Dodone, dans le pays de Cestride. On trouve ensuite le champ d'Eriithie; c'est-là, dit-on, que Geryon vint faire paître ses bœufs. Près de ce lieu sont les monts Cérauniens en Epire ». Voici quelle serait la traduction *ad litteram* de ce passage, en admettant les remplacements de Carie (Καρίας) par Chaonie (Χαονίας) et de Dexarie (Δεξαρία) par Dodone (Δωδωνίας), faites dans les transcriptions assez compétentes du XIX^e siècle. Il est clair que, dans ce passage, le Pseudo-Scylax nous a donné la distance des trois cités par rapport au Æas/Aôos. L'actuelle Vjosa coulait à l'époque près d'Apollonia et se jetait dans le golfe Ionique, à 80 stades d'Orikos et à 60 stades d'Amantia.

Certes, ces distances ne correspondent pas aux parties du littoral qui étaient contrôlées par Orikos et Amantia, comme l'a interprété N.G.L. Hammond¹⁸, mais à une réalité géographique différente de celle actuelle. Parce que la phrase « Πρὸς [δὲ] Ἀμαντίας εἶσω μᾶλλον εἰς τὸν Ἰόνιον Ὠρικὸς. Τῆς Ὠρικίας καθήκει εἰς θάλατταν στάδια π' » devrait être traduite de la manière suivante : « Après [Amantia] (Æas) se jette à la mer à proximité d'Orikos, dans la Ionienne d'Orikie, à 80 stades d'Orikos ». Dans ce cas-là, la Ionienne d'Orikie devrait être sans doute la baie de Vlora et le fleuve Æas/Aôos se jetait dans cette baie, à environ 16 kilomètres d'Orikos, donc là où se trouve aujourd'hui la ville de Vlora. Cela signifie que, durant la période classique, le fleuve Vjosa, après avoir passé près d'Apollonia, tournait vers le sud pour se jeter non pas dans l'Adriatique, comme aujourd'hui, mais dans la baie de Vlora, créant aussi la lagune actuelle de Narta¹⁹.

Cette réalité est décrite également par Hérodote (IX, 93), lorsqu'il parle « d'un fleuve qui, coulant du mont Lacmon, traverse le territoire d'Apollonia, et se jette dans la mer, près du port

¹⁸ *Op. cit.*, p. 512, 520.

¹⁹ Quelques découvertes archéologiques dues au hasard témoignent que, jusqu'à la veille du Moyen Âge, la ligne côtière passait en profondeur de la ville actuelle de Vlora et l'embarcadère d'Aulona se trouvait précisément là où se dresse aujourd'hui la mosquée Mouradie. D'ailleurs le castrum d'Aulona, daté du IV^e siècle après J.-C., contrôlait de près cet embarcadère.

d'Orikos »²⁰. C'est ainsi que s'explique comment, à l'an 214 avant J.-C., quand Philippe V attaque par la mer Apollonia, la députation d'Oricum a été la première à annoncer que Philippe avait saisi l'embouchure du fleuve d'où il lançait des assauts contre les deux colonies grecques (Tite-Live, XXIV, 40, 2 et 9).

De l'autre part, la distance de 60 stades (environ 12 kilomètres), donnée par le Pseudo-Scylax, devrait correspondre à la distance d'Amantia par rapport au lit du fleuve *Æas/Aôos/Vjosa* et non pas par rapport à son embouchure. Ainsi devrait-on exclure l'existence d'une Amantia maritime²¹, identifiée plutôt de manière supposée aux vestiges antiques de Triport²².

Bien que ne contenant pas de données claires sur la situation politique, il semble que cette partie du Périple se réfère à la fin du V^e et au début du IV^e siècle avant J.-C., quand les centres urbains de l'arrière-pays illyrien étaient encore rares et étaient représentés seulement par Amantia²³.

Le Pseudo-Scylax parle non seulement de la ville, lorsqu'il donne les distances par rapport au fleuve et à Apollonia, mais aussi d'un territoire homonyme appelé l'Amantie, dans lequel se trouvait aussi l'Orikie.

Comme une quatrième entité dans l'aire de l'*Æas/Aôos*, le Pseudo-Scylax note également les Atintanes, dans l'arrière-pays du

²⁰ «...παρὰ Χῶνα ποταμόν, ὃς ἐκ Λάκμονος ὄρεος ῥέει διὰ τῆς Ἀπολλωνίης χώρας ἐς θάλασσαν παρ' Ὀρικὸν λεγόμενα».

²¹ Voir les analyses détaillées de C. Praschniker, *Muzakhia und Malakstra*, Wien, 1920, et de N.G.L. Hammond, *Epirus*, p. 519-520 et 698 n. 1.

²² La cité antique notée tout d'abord par C. Patsch, *Sandschak Berat in Albanien*, Wien, 1904, p. 64-65. Les fouilles de plusieurs années dirigées par V. Bereti ont mis en évidence un site proto-urbain qui précède la fondation d'une cité non encore identifiée autour du milieu du IV^e siècle avant J.-C. Voir V. Bereti, « Vendbanimi ilir në Triport të Vlorës » (« Une agglomération illyrienne à Triport de Vlore »), in *Iliria*, 1985, 2, p. 313-320.

²³ Cela correspond à la deuxième phase du développement des villes en Illyrie du Sud, à la seconde moitié du V^e siècle avant J.-C. Voir N. Ceka, « Les fortifications dans les villes d'Illyrie Méridionale et d'Épire », in *L'Illyrie Méridionale et l'Épire dans l'Antiquité*, V, II, Grenoble, 2008, p. 656-658. L'existence d'une communauté politique amante est attestée aussi par l'inscription du trophée (*tropaion*) des Apolloniates à Olympie (Pausanias, VI, 10, 7), datée de l'an 450 avant J.-C. environ. Sur Amantia, voir S. Anamali, « Amantia », in *Iliria*, II (éd. fr.), 1972, p. 61-133; N. Ceka, « Qendrat e fortifikuara të amantëve » (résumé en fr. « Les centres fortifiés des Amantes », in *Monumentet*, 10, 1975, p. 5-45.

golfe Ionien (ἐν μεσσηνίᾳ), au dessus de l'Orikie et de la Chaonie, jusqu'à Dodone²⁴, donc exactement dans la vallée du cours moyen de la Vjosa ainsi que dans la vallée du Drino.

L'existence de ces quatre entités territoriales et politiques (Apollonia, Orikie, Amantie et Atintanie) peut être située chronologiquement aux deux premières décennies du IV^e siècle avant J.-C.²⁵, quand Byllis n'était pas encore fondée.

Toutefois, les données archéologiques attestent que la ville antique à Klos était déjà créée à cette époque-là et que Byllis elle-même a été fondée un peu plus tard²⁶. D'ailleurs, l'inscription de Dodone²⁷ montre sans équivoque qu'il existait aussi une communauté des Bylliones, du type de *koinon*, qui disposait du *παμπασία*, qui signifie dans ce cas l'ensemble du patrimoine public. Ce texte assez concis permet de comprendre que les Bylliones avaient une institution de décision commune, indépendante de toute autre autorité. La datation de l'inscription aux années 360-340 par ses éditeurs suggère que les *Βυλλιονες* étaient précisément les nouveaux habitants de cette ville et de la région sur laquelle elle dominait.

Néanmoins, cette inscription est seulement un ancien signe annonciateur de l'existence du *Koinon* des Bylliones, lequel se cacherait pendant plusieurs siècles à l'œil des auteurs antiques.

Tout au long du IV^e siècle avant J.-C., les Atintanes seront les seuls à être mentionnés dans l'arrière-pays d'Apollonia. Aristote (*De mir. ausc.*, 833 a, 36) situe dans leurs territoires même le Nymphaion qui, trois siècles plus tard, sera localisé par Pline (*NH*, III, 23) quelque part entre Apollonia, les Amantes et les Bylliones.

²⁴ La lecture de K. Müller, *Geographi Graeci Minores*, suivie par N.G.L. Hammond (*op. cit.*, p. 511-515 et 522), sème là une confusion en admettant Carie au lieu de Chaonie et Idonie au lieu de Dodone. Nous avons suivi pour notre part la transcription de J. Gail, *GGM*, II, Parisii, 1826 et de R.H. Klausen, *GGM*, Berolini, 1831.

²⁵ N.G.L. Hammond (*op. cit.*, p. 511, n. 6) pense que cette partie du Périple date de 385 avant J.-C. environ.

²⁶ N. Ceka, « Fortifikimet antike... », p. 143. À propos de Klos, voir L. Papajani, « La cité illyrienne de Klos », in *Iliria*, IV, 1976, p. 411-422.

²⁷ S. Dakaris, A. Ph. Christidis et J. Vokotopoulou, « Les Lamelles oraculaires de Dodone », in *L'Illyrie Méridionale et l'Épire dans l'Antiquité*, II, p. 56. L'inscription devrait se traduire : « De tout ce qu'ils possèdent, à quelle divinité les Bylliones doivent-ils faire de somptueux sacrifices ? ».

Une autre indication avec des références géographiques précises est fournie par Polyen (4, 11, 4), qui raconte que Cassandre, n'étant qu'à une journée d'Épidamne, «cacha ses troupes. Il en détacha de la cavalerie, qu'il envoya brûler des bourgades situées sur les hauteurs de l'Illyrie et de l'Atintanie», qui étaient visibles aux Épidamniens.

Ces bourgades ne pouvaient pas se trouver en Çermenika, comme le soutient Hammond²⁸, car cette zone était cachée au regard des Épidamniens par la chaîne de Kërraba. La vue est dégagée seulement en direction du sud-est et Cassandre, étant à une journée d'Épidamne, quelque part sur les rives de l'Aps, pouvait bien envoyer ses troupes en direction des collines de la Mallakastra, où commençait l'Atintanie.

En les situant de cette manière, nous rejoignons le commentaire que fait de cet événement P. Cabanes, qui situe les Atintanes dans la région de la Mallakastra, mais nous nous séparons de lui lorsqu'il les place aussi dans la région du Skrapar²⁹, en suivant l'avis de H. Ceka³⁰.

P. Lévêque s'est approché davantage à la vérité dans une brève note³¹, lorsqu'il situe les Atintanes dans la vallée du cours moyen de l'Aôos et dans la vallée du Drino, mais sans les étendre plus loin vers l'ouest.

La même chose est confirmée aussi au cours du IV^e siècle par les inscriptions de Dodone, qui ne mentionnent jamais les Atintanes dans la composition de l'État molosse³². Selon l'inscription SGDI 1336, datant de la période du règne de Néoptolème II (317-297 avant J.-C.), l'Atintane Kléomachos recevait l'*enteleia* dans le territoire de la Symmachie, ce qui peut servir à prouver que l'Atintanie ne faisait pas partie de la Symmachie des Épirotes, étant donné que le droit

²⁸ *Epirus*, p. 600.

²⁹ P. Cabanes, *L'Épire...*, p. 78-80.

³⁰ H. Ceka, *op. cit.*, p. 108-122.

³¹ P. Lévêque, *Pyrrhos*, Paris, 1957, p. 184, n.7.

³² La lecture erronée de l'inscription n° 2513 du Musée de Ioannina par D. Evangelidis, *Epeirotika Chronika*, 10, 1935, p. 245-247, reprise également par N.G.L. Hammond, *Epirus*, p. 564, avait créé l'idée que les Atintanes ont fait partie de la Symmachie des Épirotes jusqu'aux environs de l'an 230, dont date cette inscription. La lecture de P. Cabanes, *L'Épire...*, p. 540, explique qu'il y est question d'*arktanoi* et non pas d'*atintanoi*.

d'exemption des impôts (*enteleia*) n'était accordé qu'aux étrangers. D'autre part, l'emploi d'une identité générique, atintane, devrait être lié à l'existence d'une entité politique autonome, en l'occurrence l'Atintanie en tant que *koinon* fédératif.

La situation n'avait pas changé jusqu'en 230 avant J.-C., quand Polybe nous donne la position de l'Atintanie à la frontière de la Chaonie, à l'occasion de l'attaque des Illyriens contre Phoinikè. Après l'occupation inopinée de Phoinikè par les forces illyriennes débarquées en Chaonie, vraisemblablement à Onchesmos, les Épirotes ont décidé de reprendre leur capitale et ont placé leurs troupes sur la rive méridionale de la Bistrica³³. Avertis ensuite que Skerdilaïdas marchait à leur rencontre à la tête de cinq mille hommes, ils ont envoyé un détachement à la garde d'Antigoneia. Or, voyant que les Épirotes avaient divisé nonchalamment leurs forces, les Illyriens ont traversé le fleuve pendant la nuit et, comme le raconte avec concision Polybe (II, 5, 8), « Alors on se met de part et d'autre en bataille devant la ville. Les Épirotes sont défaits. On en tua un grand nombre; beaucoup plus furent faits prisonniers; le reste se sauva chez les Atintanes ».

Ce bref passage a été commenté de diverses manières quant à l'itinéraire des fugitifs épirotes et le lieu où se trouvait l'Atintanie. W.M. Leake a été le premier à formuler des commentaires au sujet de cet épisode, en se basant sur des observations menées personnellement sur le terrain. Il a déterminé que Skerdilaïdas était arrivé par la vallée de la rivière de Kardhiq et le col de Skërfica, tandis que pour la fuite des Épirotes il a proposé le chemin à travers le col de Muzina. Il avait également situé les Atintanes dans la vallée du Drino³⁴.

La version du passage de l'armée de Skerdilaïdas par le col de Skërfica est soutenue également par S. Islami qui, de l'autre part,

³³ Selon Polybe (II, 5, 1-8), les Épirotes ont campé au bord du fleuve, détruisant le pont, afin de ne pas être pris au dépourvu par les Illyriens qui s'étaient rendus maîtres de la ville. Cela signifie que le camp devait se situer sur la rive méridionale

³⁴ W. M. Leake, *Travels in Northern Greece*, London, 1835, p. 70 et 393. Il situe les Paravéens dans la vallée de Përmet et les Atintanes dans la vallée du Drino.

considère qu'il est impossible de situer les Atintanes dans les vallées du Drino et de l'Aôos³⁵.

En commentant ce passage de Polybe, N.G.L. Hammond³⁶ pense que les Épirotes qui ont échappé au carnage ont gagné la vallée supérieure du Drino, où ils ont rejoint plus tard les forces étoliennes et achéennes qui avaient couru à leur secours. C'est justement dans cette aire qu'il identifie le territoire de la tribu épirote *atintanes*, qui était selon lui différente de celle illyrienne *atintani*.

Il ne fait pourtant pas de doute que la fuite des Épirotes était possible vers l'Est, où ils avaient déjà dépêché des renforts pour défendre Antigoneia. Le chemin parcouru a dû être la vallée du fleuve Bistrica, pour descendre ensuite à travers le col de Muzina dans la partie méridionale de la vallée du Drino.

Pour choisir justement cette zone comme refuge et non pas la direction de la Thesprotie au sud, il semble que les Épirotes étaient contraints par le positionnement de l'armée illyrienne qui leur laissait libre seulement le chemin vers l'Est. Peu de temps avant, une partie de l'armée épirote était arrivée en renfort dans cette direction à la ville d'Antigoneia et il faudrait penser que c'est précisément pour cette raison-là que la région atintane de cette ville offrait un lieu plus sûr aux fugitifs de la défaite devant Phoinikè. Cela signifie que les Atintanes et Antigoneia représentaient la même entité politique, alliée de la Ligue épirote, donc un *koinon* des Atintanes avec Antigoneia comme chef-lieu. En d'autres termes, à cette époque-là, ce *koinon* continuait à être indépendant de l'État de l'Épire et les Atintanes ne faisaient pas partie de la Chaonie³⁷.

Un argument *ex silentio* que la vallée du Drino ne faisait pas partie de la Chaonie à cette époque-là c'est le fait archéologique de la destruction d'Antigoneia lors de la campagne de Paul-Émile contre l'Épire en 167 avant J.-C., quand les villes de la Chaonie ont été les seules épargnées. Si Antigoneia avait été une ville chaone, elle

³⁵ S. Islami, « Shteti ilir në luftat kundër Romës », in *Iliria*, III, 1973, p. 10, n.20. Il s'oppose à juste titre à l'opinion de N.G.L. Hammond concernant l'existence de deux tribus répondant au nom d'Atintanes.

³⁶ *Epirus*, p. 596.

³⁷ Sans son analyse des sources antiques sur l'Atintanie, M. Hatzopoulos (*op. cit.*, p. 185) traite assez superficiellement la question de ses liens avec la Chaonie.

n'aurait pas été incendiée comme le prouvent clairement les fouilles archéologiques³⁸.

Que l'Atintanie était extérieure à la Chaonie est prouvé également par le sort définitif qui a été réservé à cette région d'être renfermée dans le quatrième district macédonien, de même que les régions voisines hostiles aux Romains, la Tymphée et l'Élimée, selon Tite-Live (XLV, 30, 7), ou encore les Paravéens, les Orestes, les Tymphéens, les Aethices et les Athamanes, selon Strabon (VII, 7.7. 8, C 326).

Bylliones et Atintanes

Un an seulement après la prise de Phoinikè, Polybe (II, 11, 11) mentionne de nouveau les Atintanes lors des événements de la première guerre illyro-romaine, quand ils se soumettent de leur propre gré aux Romains après l'occupation d'Apollonia et la soumission des Ardiéens. Les événements se déroulent dans « les contrées intérieures », dans l'arrière-pays entre Apollonia et Dyrrhachion, où les Parthins apparaissent comme des voisins des Atintanes. Cela signifie que les Atintanes s'étendaient sur toute la vallée du cours moyen et inférieur de la Vjosa, soumise par Teuta une année auparavant, et qu'ils étaient séparés des Parthins quelque par à la frontière entre Apollonia et Dyrrhachion, qui a traditionnellement été le fleuve Aps³⁹.

Une telle extension mène à penser que l'Atintanie comprenait trois *koinons* principaux : les Bylliones, les Amantes et les Antigoneiens. Cette hypothèse semble schématiser le problème, puisqu'elle ne tient pas compte du fait que, tout au long des IV^e et III^e siècles avant notre ère, l'Atintanie était la zone où de nombreux événements sont survenus et des armées et des frontières se sont déplacées, laissant peu d'espace pour une communauté indépendante.

³⁸ Dh. Budina, « Antigoneia », in *Iliria*, II, 1972, p. 316. Étienne de Byzance (s.v.) considère Antigoneia comme une ville de la Chaonie, mais cela doit être lié à l'époque de la fondation de la ville par Pyrrhus et à son appartenance administrative à la Symmachie des Épirotes.

³⁹ Caesar, *B. civ.*, III, 13, 5.

De l'autre part, nous sommes persuadés de plus en plus que dans ces zones il y a eu deux lignes parallèles de pouvoir : une monarchique, résultant de l'évolution continue des organes paratétatiques sous la forme d'autorité politique que nous connaissons comme l'État illyrien ou épirote et qui était réalisée en tant que pouvoir central, et une autre républicaine, née sur la base de la vie urbaine et qui était réalisée sous la forme du *koinon*, tout en étant en même temps une unité de l'organisation administrative de l'État. Dans ce double pouvoir, la seconde structure était toujours plus solide et conservait son identité même lorsque des unités isolées passaient provisoirement de l'État illyrien à celui épirote.

La façade atintane nous empêche de voir les Bylliones même durant la période 230-197 avant J.-C., quand l'Atintanie elle-même a été morcelée entre Rome et la Macédoine.

H. Ceka a avancé l'idée que, justement à ce moment-là, la partie la plus occidentale de l'Atintanie a commencé une existence comme une unité à part sous l'appellation de *koinon* des Bylliones⁴⁰. L'inscription de Dodone nous fournit aussi une date certaine à ce sujet, dans les années 232-217 avant notre ère. Une série d'autres inscriptions mises à jour notamment lors des fouilles archéologiques effectuées au cours de ces dernières années nous permettent d'éclaircir le mode d'organisation de ce *koinon*⁴¹.

Le chef-lieu du *koinon* des Bylliones était Byllis, la ville principale de la région, comme il résulte aussi de la liste des théorodokes de Delphes (220-189 avant J.-C.)⁴². C'est autour d'elle que les centres urbains de Nikaia, Gurzezë et Margëlliç étaient fédérés dans un système qui, dans la lettre adressée aux Lacédémoniens, porte le nom $\acute{o} \delta\eta\mu\acute{o}\varsigma$, tandis que dans l'inscription

⁴⁰ H. Ceka, « Shënime rreth mbishkrimit të Rabies », in *Iliria*, 2, 1982, p. 76-77. P. Cabanes, *op. cit.*, p. 80, pense que c'est à la même époque que le *koinon* s'est séparé de l'État épirote. Voir A. Plassart, « Liste delphique des théorodokes », in *BCH*, XLV (1921), p. 22 et S. Anamali, *op. cit.*, p. 126-127, qui étend même durant cette période-là la communauté bylliono-amante. En effet, la frappe des monnaies autonomes et la représentation à part dans les relations internationales (la lettre aux Lacédémoniens, la participation aux jeux delphiques) sont un indice du fait que, après 230 et jusqu'au milieu du II^e siècle avant notre ère, les deux *koinons* étaient indépendants l'un de l'autre.

⁴¹ N. Ceka, « Mbishkrime byline », in *Iliria*, 1987, 2, p. 49-121.

⁴² *Inscriptiones Graecae*, V, 1, 28.

dédicatoire de Dodone τὸ Κοινὸν (τῶν) Βυλλίωνων⁴³. Grâce aux tuiles sigillées, nous savons que tous ces centres avaient leurs propres *damosia* et leurs propres fonctionnaires⁴⁴. Byllis elle-même ne fait pas exception de cette sorte d'autonomie, comme le témoignent les tuiles sigillées à δαμόσιος⁴⁵, les tessères et toute une série de monnaies de bronze, qui portent seulement la légende Βυλλίς.

Virtuellement, il semble possible de délimiter le territoire de la communauté byllione autour du milieu du III^e siècle avant J.-C., quand son centre était Byllis. L'aire géographique suggère elle-même une frontière sûre au sud par le fleuve Aōos, qui la séparait du territoire des Amantes. Au nord-est, une démarcation très claire est constituée par la ligne de partage des eaux de l'Osum et de la Gjanica, qui suit les crêtes des collines d'Osmanzeza et de Balibardha, entre les monts Shpirag et Gora. À l'ouest, une ligne éventuelle de frontière avec Apollonia pourrait passer au col de Koshovica, dans la même direction de la route actuelle reliant Fier à Vlora. Le triangle de l'aire byllione était bordé au sud par la vallée de la rivière de Luftinja, sur laquelle dominait la citadelle des Péripoloi à Rabie, sur le versant occidental du mont de Saint-Élie (Asnau), d'une surface de 600 km².

Avec une telle position géographique, les Bylliones se présentent dans les sources antiques comme une des communautés illyriennes les plus méridionales. Pline (*NH*, III, 23 [26]) les appelle Barbares, tout comme les Amantes, et situe la frontière de l'Épire à leur sud, dans les monts Cérauniens. Strabon (VII, 5, 8) nous retransmet la même tradition lorsqu'il précise que « à Apollonie succèdent Bylliacé⁴⁶, d'abord, puis Oricum », en incluant les Amantes dans la première région.

La préservation de l'intégrité atintane était l'expression d'une tradition étatique solide du type *koinon* dans cette aire.

⁴³ S. Anamali, « Données épigraphiques... », p. 135.

⁴⁴ N. Ceka, « Vula antike mbi tjegulla në trevën ndërmjet Aosit dhe Genusit, in *Iliria*, 1982, 1, nr.7 (Gurëzeza), 7b (Margëlliç).

⁴⁵ C. Praschniker, *op.cit.*, p. 203.

⁴⁶ N.G.L. Hammond (*Epirus*, p. 471-472) considère Bylliacé non pas comme une région, mais comme un port qu'il identifie à Baïacé chaone d'Hécatee et localise à Triport. Or, ni du point de vue géographique, ni des données archéologiques, aucun rapport ne peut être établi entre le territoire byllione et Triport qui a dû être le chef-lieu d'une communauté autonome, sinon une embarcadère amante. Voir V. Bereti, *art. cit.*, p. 317.

Durant la période 229-220 avant J.-C., l'Atintanie constituait une unité importante du protectorat romain derrière Apollonia⁴⁷ et continuait à couvrir sous son nom même les Bylliones et peut-être aussi les Amantes. Or, c'est justement à cette époque-là que nous rencontrons le *koinon* des Bylliones, attesté par une source épigraphique datée de 228-219 avant J.-C., la dédicace faite au nom de ce *koinon* pour la statue du Molosse Crison, fils de Sabyrtios, œuvre d'Athénogènes d'Argos⁴⁸.

Cela ne serait pas en contradiction avec les données archéologiques en provenance de Byllis, car c'est autour du milieu du III^e siècle avant notre ère que prend forme entièrement même l'agora de la ville. C'est à cette époque que remonte aussi le théâtre d'une capacité de 7 500 places, calculé non seulement pour la population d'une ville comme celle de Klos, mais pour une communauté plus large. De cette période date aussi la construction de deux promenades et d'autres monuments à caractère social.

Nous nous trouvons maintenant devant une discordance entre les sources écrites, qui continuent de parler seulement d'Atintanes, à tous les événements du dernier quart du III^e siècle avant J.-C., et un témoignage épigraphique certain concernant l'apparition d'une communauté politique indépendante dans la même aire. Malgré la place importante qu'elle occupait derrière Apollonia, la communauté byllione n'est mentionnée ni dans le traité entre Philippe et Hannibal en 215, ni dans les conditions de la paix posées à Philippe V par les Étoles en 208, ni dans la paix de Phoinikè en 205, où il n'est question que des Atintanes et de l'Atintanie.

En 224, l'Atintanie s'était détachée de Rome, sans être cependant annexée aux possessions de Démétrios de Pharos⁴⁹, comme le laisse entendre le bref passage d'Appien (*Illyr.*, 8), qui ne parle pas

⁴⁷ Voir à ce sujet S. Islami, « Shteti ilir në luftrat kundër Romës », in *Iliria*, III, 1974, p. 16-17, qui avance l'idée d'une délimitation de l'Atintanie à la région de la Mallakastra, en excluant Byllis.

⁴⁸ S. Dakaris, *PAAH*, 1965, p. 59, 1a et *Archaeological guide to Dodona*, Ioannina, 1971, p. 23. Voir aussi S. Anamali, « Données épigraphiques... », p. 135.

⁴⁹ P. Cabanes (« Les modifications territoriales et politiques en Illyrie méridionale et en Epire au III^e siècle et dans la première moitié du II^e siècle av. n. ère », in *Iliria*, 1986. 1, p. 84), N.G.L. Hammond (*Epirus*, p. 663) et S. Islami (*Shteti ilir...*, p. 20) situent cet événement en 220 avant J.-C.

d'occupation militaire. C'est précisément ce temps-là que P. Cabanes considère comme opportun pour un détachement des Bylliones en tant que *koinon* indépendant, jouissant du soutien de la Ligue épirote⁵⁰.

Cela avancerait d'une vingtaine d'années la date proposée par H. Ceka, mais poserait aussi la difficulté de comprendre la raison de la division de la communauté atintane en deux parties⁵¹. D'autant plus que l'Atintanie est redevenue un ensemble unique sous le protectorat romain après la deuxième guerre illyro-romaine, comme le laisse entendre le Traité macédonno-punique de l'an 215. La clause de ce dernier, selon laquelle les Romains « ne seront maîtres ni des Corcyréens, ni des Apolloniates, ni des Épidamniens, ni de Phare, ni de Dimalle, ni des Parthins, ni de l'Atintanie » (Polybe, VII, 9, 13), semble n'avoir oublié aucune entité politique importante dans l'arrière-pays d'Apollonia.

Est-ce que cela signifie que, après une brève division dans les années 224-219, l'unité de l'Atintanie a été assurée de nouveau ? Écarter cette éventualité ne serait possible que si la datation de l'inscription de Dodone était reportée au moins aux environs de 214, quand Philippe a occupé une nouvelle fois l'Atintanie.

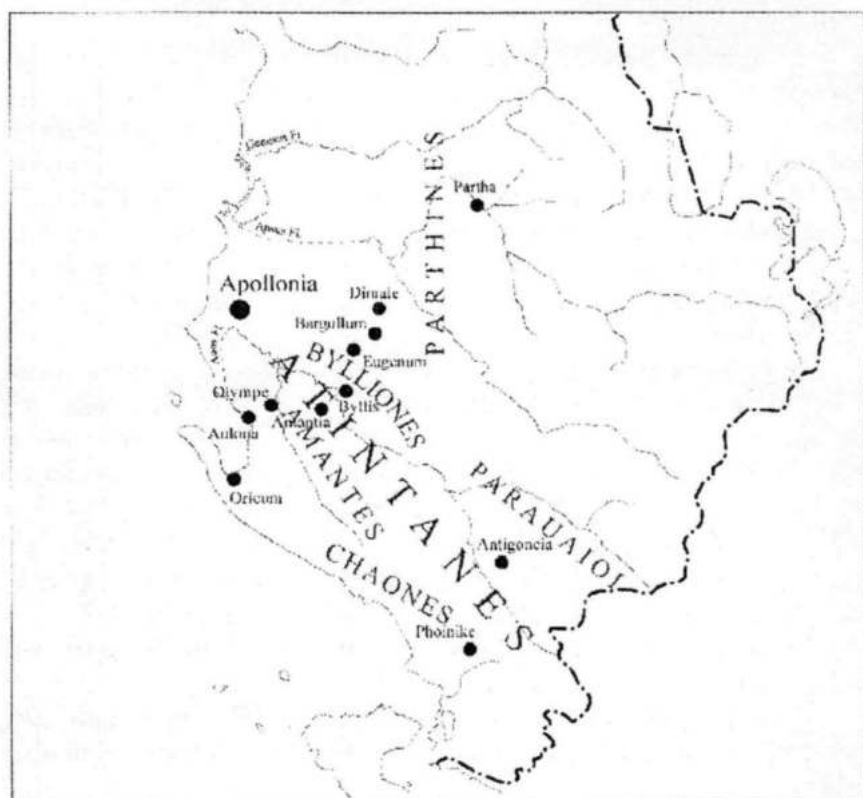
La séparation du *koinon* byllione de la grande communauté politique atintane pourrait être située à ce temps-là, mais toujours sous la suzeraineté de Philippe, puisque le *koinon* byllione avait de bonnes relations avec l'alliée de la Macédoine, la Ligue épirote.

C'est ainsi que l'on pourrait expliquer également la frappe des monnaies autonomes bylliones qui portent sur la face Néoptolème, en tant que symbole de la mythologie locale, et à l'envers l'aigle et le gourdin, des symboles empruntés aux monnaies macédoniennes de Philippe⁵². De tels symboles apparaissent également sur les monnaies frappées en Épire et à Cassopé, reflétant l'orientation promacédonienne de cette zone.

⁵⁰ P. Cabanes, « Les modifications... », p. 84.

⁵¹ H. Ceka, « Mendime rreth mbishkrimit të Rabies », in *Iliria*, 1982, 2, p. 76.

⁵² B.V. Head, *Historia Numorum*, Oxford, 1911, p. 233-234. À la monnaie byllione avec Néoptolème et l'aigle correspond aussi la monnaie macédonienne avec Zeus et l'aigle.



En 205, suite au débarquement des Romains à Dyrrhachion, les Parthins s'étaient soulevés contre la domination macédonienne et l'insurrection s'était étendue jusqu'à Dimale, assiégeant même cette ville. Craignant un mouvement encore plus important de la part des tribus et des peuples voisins, Philippe est intervenu dans l'arrière-pays d'Apollonia, bien entendu à travers le territoire byllione, et a bloqué les Romains à Apollonia. Cela montre que les Bylliones ne sont pas passés dans le camp romain et que la paix de Phoiniké en 205 était un *statu quo* pour cette zone. Seulement deux villes, Bargulum et Eugenium, semblent faire exception de cette règle et il est très probable qu'ils constituent à cette époque-là un *koinon* à part,

servant d'une sorte d'avant-poste sur la première chaîne de collines à l'est d'Apollonia⁵³.

Avec la paix de Phoinikè, toute l'Atintanie, y compris les Bylliones, est restée sous la domination de Philippe V. Entre 205 et 198 avant J.-C., le roi macédonien a non seulement gardé son pouvoir sur cette zone, mais il l'a aussi étendu en direction du Sud (Polyve, XVIII, 1, 14 ; Tite-Live, XXXII, 33, 3), en soumettant les Parthins⁵⁴. L'incursion du consul P. Sulpicius dans les années 200-199 avant J.-C. n'a pas modifié le rapport des forces et ce qui est resté en sûreté pour les Romains c'était la région pacifiée d'Apollonia (Tite-Live, XXXI, 40, 6).

L'armée romaine, qui est passée dans la partie méridionale de l'Atintanie pour atteindre le défilé en 198 avant notre ère, n'a pas pu se servir de sa partie byllione et Flaminius a proposé comme deuxième variante le passage à travers la Dassarétie. Ce n'est qu'en 196 avant J.-C. que Philippe a renoncé aux possessions côtières d'Illyrie, qualifiées de parthines, sans mentionner le sort de ce qui était resté de l'Atintanie. Cela doit nous amener à penser que, après la défaite de Philippe au défilé de l'Aôos en 198 avant J.-C., les conditions ont été créées pour que la communauté byllione apparaisse comme une entité autonome, une *Bullinus ager*⁵⁵.

Cette qualification, qui remonte à l'an 192 avant notre ère, apparaît à l'occasion de la campagne d'Antiochus, lorsque Hannibal

⁵³ Dans *Qyteti ilir pranë Selcës së Poshtme* (Tirana, 1985, p. 146), nous avons proposé d'identifier Bargulum à Berat. Si le traité de 205 suit un enchaînement nord-sud, alors Bargulum et Eugenum peuvent être situés au delà de Dimale, là où les seuls sites fortifiés possibles seraient Margëlliç pour Bagulum et Gurëzeza pour Eugenum, comme centres éventuels du *koinon* des Balaïtes.

⁵⁴ Sur le lieu où se situaient les Parthins, voir N. Ceka, « Vendi dhe roli i parthinëve në Ilirinë e Jugut », in *Konferenca II e Studimeve Albanologjike*, 1963, p. 347-348. Ce territoire reconquis par Philippe V est qualifié comme « toute la côte de l'Illyrie » dans les négociations de Nicée (Tite-Live, XXXII, 35, 9) et comme « la Lychnis et la Parthénie » dans la proclamation de Flaminius lors des Jeux isthmiques de l'an 196 (Tite-Live, XXXIII, 34, 11).

⁵⁵ La partie méridionale de l'Atintanie avec Antigoneia ont probablement rejoint à partir de ce temps-là la Chaonie, en tant que communauté à part, peut-être sous le nom de *koinon* des Antigoniens. Toutefois, son sort ultérieur ne correspond pas jusqu'au bout avec celui de la Chaonie, car, comme le témoignent les ruines d'Antigoneia, celle-ci a été détruite par l'armée romaine de P. Émile en 167 avant notre ère.

lui recommande d'entrer avec ses forces de terre dans ce territoire (Tite-Live, XXXVI, 7, 18-19), certainement pour attaquer Apollonia.

À partir de ce moment-là, les chroniques des événements historiques se taisent au sujet des Atintanes. Leur nom est employé encore pendant deux siècles, pour distinguer une région à la frontière méridionale de l'Illyrie, liée à l'Épire du point de vue géographique ou au quatrième district macédonien en tant que subdivision administrative (Tite-Live, XLV, 30, 6 ; Strabon, VII, 326).

Les informations sont rares même au sujet des Bylliones. Le passage des armées romaines en territoire byllione en 189 (Tite-Live, XXXVII, 3, 9-11) ou en 169 (Tite-Live, XLIII, 23, 6-7) montre que, durant la période des préparatifs de la troisième guerre illyro-romaine et de celle macédonno-romaine, les Bylliones sont restés neutres sinon du côté des Romains. D'ailleurs, en 168 avant J.-C., un contingent byllione, de même que des troupes apolloniates et parthines, a fait partie de l'armée romaine qui s'est battue contre Genthios (Tite-Live, XLIV).

Il existe toutefois une information concernant une campagne de l'armée romaine en Illyrie, concomitante avec la destruction de l'Épire en 167. Le consul P. Émile a envoyé une partie de l'armée sous le commandement de P. Nasica et Q. Maximus « pour ravager les terres des Illyriens qui avaient prêté assistance à Persée et en avaient reçu l'ordre d'aller le rejoindre à Oricum » (Tite-Live, XLV, 33, 8). Il ne s'agissait certainement pas des Illyriens vivant aux frontières de la Macédoine, qui apparaissent dans les sources comme des adversaires de Persée⁵⁶.

La direction prise par l'armée conduit d'elle-même vers l'Atintanie et cela correspondrait aussi avec les données recueillies par les fouilles archéologiques. Une période de destruction et d'incendie datant de 167 avant notre ère a déjà été attestée dans la ville d'Antigoneia⁵⁷. Ce serait surprenant si l'on pensait que la vallée du Drino appartenait à la Chaonie qui, par son attitude proromaine, a échappé aux représailles de Paul Émile.

⁵⁶ Voir Tite-Live, XLIII, 18, 19, 20) sur les Uscaniens, l'Illyrie dévastée et la Pénestie.

⁵⁷ Dh. Budina, « Antigonea », in *Iliria*, II, 1972, p. 255, 316.

Les traces des destructions nous mènent aussi en territoire byllione, où l'incendie de l'an 167 avant notre ère s'est emparé de Margëlliç, de Mashkjeza et de Gurëzeza⁵⁸. Est-ce que cette correspondance des données archéologiques avec les sources écrites signifie que l'Atintanie de jadis a gardé une orientation traditionnelle promolosse dans les années qui ont précédé à la catastrophe de 167 ?

Quoi qu'il en soit, Byllis est restée intacte après ces événements et la poursuite de la frappe des monnaies montre qu'elle a conservé également son statut autonome. Une éventuelle opposition entre Byllis en tant que chef-lieu et les autres villes de la communauté byllione expliquerait aussi les deux séries identiques de monnaies qui diffèrent par les légendes Βυλλιώνων et Βύλλις⁵⁹. Cette dernière pourrait être datée d'après 167 avant J.-C., lorsque la préservation des droits politiques et économiques a été reconnue seulement à la ville, mais pas à la région.

Après les événements de 167 avant J.-C., les sources écrites ont gardé le silence pendant plus d'un siècle à propos de Byllis. D'une lettre de Cicéron adressée à L. Culléolus, peut-être proconsul d'Illyrie en 54 avant notre ère, il ressort que les Bylliones étaient en litige avec L. Luccéius (*Ad. Fam.*, XIII, 41, 42). La lettre permet de comprendre que celui-ci a été un ami proche de Cicéron et que l'histoire est liée aux mécontentements provoqués par la domination de Pison (*Pison*, 40).

Sans nous aventurer dans les détails de ces contradictions, il est clair que les Bylliones conservaient encore à ce temps-là le statut de *koinon*. C'est ainsi que l'on les rencontre même aux années de la guerre civile entre César et Pompée en Illyrie. César lui-même (*B. civ.*, III, 12, 4) mentionne le nom de la communauté des Bylliones qui, avec les Amantes et les autres villes voisines, ont suivi l'exemple d'Apollonia, en s'alignant de son côté. Plus tard (III, 13, 5), il nous informe qu'il avait pris des dispositions pour couvrir par des fortifications et des troupes les villes (*civitates*) qui l'avaient loyalement servi. L'expression « *reliquiae finitimae civitates* » des Bylliones ou des Amantes laisse entendre que César ne parle pas de

⁵⁸ N. Ceka, « Gërmimet arkeologjike të vitit 1983 në Mashkjezë », in *Iliria*, 1983, 2, p. 254.

⁵⁹ Voir H. Ceka, *Probleme të numizmatikës ilire*, Tirana, 1965, p. 83.

viles, mais de communautés de type *koinon* qui constituaient encore la structure administrative de la province illyrienne.

La transformation de Byllis en colonie est liée aux premières années du règne d'Auguste⁶⁰ et la ville est qualifiée explicitement de colonie par Pline (*NH*, IV, 10). Ptolémée la mentionne comme une ville principale, mais la situe par erreur dans la région des Élimiotes (III, 12, 3). Byllis a gardé cette position jusqu'à l'Antiquité tardive, quand Hiéroclès (III, 653, 4) la range parmi les huit villes principales de la province de Nouvelle Épire.

⁶⁰ S. Anamali, « Procese shndërrimi në trevën jugore ilire në shek. I-IV », in *Iliria*, 1986, 1, p. 9.

Beqir META

**L'ATTITUDE DE L'ÉTAT ALBANAIS A L'ÉGARD DES
MINORITÉS ETHNO-CULTURELLES VALAQUE ET
MONTÉNÉGRINE DANS LES ANNÉES 1920-1924**

La question des minorités s'est posée dès les premiers moments de l'indépendance de l'État albanais. Si des efforts ont été faits en vue de créer un cadre juridique, l'Albanie avait encore beaucoup de problèmes aigus à résoudre. Il est toutefois important de souligner deux tendances principales : premièrement, la préservation du statu quo de la vie politique, culturelle, éducative et sociale des minorités et, deuxièmement, les efforts en vue d'élever le standard des droits des minorités.

Le document le plus important de cette période est la Déclaration faite le 2 octobre 1921 au nom de l'État albanais par Fan Noli à la Société des Nations, laquelle déterminait une attitude très libérale à l'égard des minorités nationales et des autres groupes ethno-culturels. À partir de ce moment-là, l'État albanais a mis correctement en application cette déclaration, dont le contenu et l'histoire méritent une étude à part. La Déclaration du 2 octobre 1921 a été ratifiée par le parlement albanais le 17 février 1922 et l'instrument de sa ratification a été déposé au Secrétariat de la Société des Nations le 22 mars 1922¹.

Mais, à ce temps-là, la situation politique intérieure de l'Albanie n'était ni calme ni stable. Les propagandes et les interventions des puissances étrangères, ainsi que les difficultés internes dans la construction de la vie de l'État étaient importantes. C'est ce qui a conduit à adopter des lois exceptionnelles qui, tout en ne se dirigeant pas contre les minorités, servaient à discipliner leur vie dans le cadre de l'État albanais.

¹ Public Record Office, Foreign Office (désormais FO) 71/7328, note du Secrétaire général de la Société des Nations.

Telle était aussi la Loi punitive de délits politiques du 9 avril 1920². Cette loi interdisait toute sorte de propagande politique qui troublait la sécurité et l'ordre intérieur (article 1^{er}). Les propagandes interdites étaient celles contre la nationalité albanaise, contre le drapeau rouge et noir, contre l'indépendance albanaise, contre la langue et les caractères albanais, celles qui avaient pour objectif de faire intervenir la religion ou de l'opposer à la politique nationale, celles qui provoquaient des hostilités ou des antipathies entre les confessions reconnues et pratiques dans l'État albanais. Ces actes étaient passibles de peines allant de 3 à 15 ans de prison ferme.

Il était interdit de collaborer avec des pays ou des comités étrangers dans le but de semer des troubles et de porter atteinte à l'ordre intérieur en Albanie. De même, tous ceux qui se faisaient payer pour réaliser ces objectifs-là étaient passibles de la peine de mort. La même condamnation était également prévue pour les fondateurs ou les membres d'organisations anti-albanaises dont le but était de supprimer l'existence de l'Albanie, voire même pour ceux qui distribuaient des armes et formaient des bandes armées à des fins de sédition.

Cette loi resterait en vigueur provisoirement, jusqu'au rétablissement de l'ordre dans le pays. Les délits politiques seraient jugés par un tribunal spécial dans la capitale. Les condamnations à mort ne seraient pas exécutées sans l'approbation du Haut Conseil d'État.

Suite à la Déclaration du représentant de l'Albanie relative aux minorités, les autorités de l'État ont recueilli des données concernant toutes les minorités. De cette enquête menée en 1922, il résultait que la population du village de Vraça, comptant 117 maisons et 897 habitants, pouvait être considérée comme une minorité. De même, le village Kamica comptait-il 14 maisons avec 85 habitants, Daragjat 9 maisons et 71 habitants et la ville de Shkodra 180 maisons avec 765 habitants de confession orthodoxe. Ils étaient considérés dans leur majorité comme des Valaques arrivés depuis très longtemps, tandis que les autres étaient venus de Struga.

² *Qarkoret e Ministrisë së Punëve të Brendshme të vitit 1920*, p. 36.

La préfecture du Drin informait que son département comptait 15 églises orthodoxes et bulgares³. La préfecture de Korça rapportait qu'elle comptait 2 églises roumaines et 2 écoles roumaines⁴. La préfecture de Dibra rapportait que la région de la plaine comptait 7 églises orthodoxes, tandis que celle de Golloborda 8 églises orthodoxes. Au total, il y avait dans ce département 15 églises orthodoxes bulgares. Les informations précisaient que la majorité des 8 églises de Golloborda avaient été incendiées par l'armée serbe lors des opérations de l'année 1920⁵.

En plus du nombre de la population et des établissements scolaires et religieux des minorités, les informations en provenance des préfectures reflétaient aussi la situation anarchique qui prédominait parmi les différentes minorités et qui échappait au contrôle de l'État, en violation de la Déclaration albanaise relative aux minorités.

Ainsi, dans la préfecture de Peshkopi (Dibra), le prêtre du village Madric, Andon Bllazhef, et celui du village Drenok, Risto Marku, avaient-ils commencé à recevoir des salaires de la part de la Serbie et avaient ouvert des écoles en langue serbe dans ces deux villages qui faisaient partie de la zone neutre de Golloborda, malgré le fait que les prêtres susmentionnés tout comme la population en question se considéraient comme des Bulgares⁶. Les prêtres n'avaient pour but que de profiter du salaire accordé par le gouvernement serbe. La Préfecture de Peshkopi leur a proposé un accord, selon lequel elle leur accordait un salaire de 5 napoléons à condition de fermer les écoles serbes et de renoncer à la Serbie. Cet accord ayant été accepté, les prêtres ont fermé les écoles serbes en octobre 1922⁷.

³ *Archives centrales d'État de la République d'Albanie* (désormais *AQSh*), Fonds du Ministère de l'Intérieur (MPB), année 1922, dossier 201, f. 5, 27.

⁴ *Ibid.*, f. 12, la Préfecture de Korça au Ministère de l'Intérieur.

⁵ *Ibid.*, f. 30, la Préfecture de Peshkopi au Ministère de l'Intérieur, le 22 mars 1922.

⁶ *Ibid.*, dossier 125, f. 6, le préfet de Dibra, Neki Starova, au Ministère de l'Intérieur, le 10 octobre 1922.

⁷ *Ibid.*, Fonds du Conseil des ministres, année 1922, dossier IV-62, f. 8, la Préfecture de Dibra au Ministère de l'Intérieur, le 18 octobre 1922.

Le 7 juillet 1922, le gouvernement albanais a envoyé un rapport officiel à la SDN sur la situation des minorités en Albanie⁸. Il soulignait que les lois en vigueur, le traitement réservé aux minorités, les règles et les pratiques du pays assuraient une égalité entière de droits publics, civils et sociaux, sans distinction de race, de langue et de religion.

Quant à l'Albanie du Sud, on y rapportait l'existence d'une minorité grecophone de 16 000 personnes, qui comptait 36 écoles, 2 614 élèves, 49 instituteurs, 190 églises et temples, ainsi que 13 monastères grecs. Toutes les écoles grecques étaient financées par l'État albanais qui a dépensé en 1922 81 240 de francs-or pour leur entretien.

D'autre part, le rapport reconnaissait l'existence d'une minorité de 1 800 habitants slavophones dans la zone de Shkodra, où il y avait deux écoles en langue serbe.

Évalué de façon proportionnelle, le nombre des écoles de ces minorités était supérieur à celui des écoles pour la population albanaise. Il y avait une école pour 444 habitants grecophones et une école pour 1 800 habitants albanais. Ce phénomène, indiquait le rapport, ne se rencontrait dans aucun autre pays.

Étant donné que la Déclaration de l'année 1921, sans tenir compte des spécificités de l'Albanie et suite à la grande pression des pays voisins, prévoyait aussi les groupes de la population de nationalité albanaise mais de confession différente, qui avaient été qualifiés de minorités religieuses, le gouvernement albanais s'est vu obligé de fournir des données même à leur sujet. Il soulignait, tout d'abord, l'harmonie et la tolérance religieuses qui prédominaient dans le pays.

Le gouvernement albanais considérait qu'un indice significatif de l'harmonie et de la tolérance religieuses était aussi le résultat des élections de 1920, dont était issu un nombre de députés orthodoxes plus important que le pourcentage de la population orthodoxe albanaise. Il en était de même pour la composition du Haut Conseil d'État.

⁸ FO 371/7328, rapport du gouvernement albanais (en anglais), le 7 juillet 1922.

Ce rapport positif était également valable pour les fonctionnaires des départements ministériels. On comptait 98 fonctionnaires musulmans et 65 fonctionnaires chrétiens.

Les communautés catholique et orthodoxe albanaises, établies sous l'autorité de leurs chefs respectifs, jouissaient du statut d'entités légales et bénéficiaient des privilèges suivants : le droit de garder leurs églises, leurs couvents et leurs propriétés sans l'intervention de l'État, le droit de la juridiction disciplinaire sur leurs membres, une juridiction particulière dans le domaine du droit de la famille, comme le mariage et le divorce, etc., le droit d'accepter et de posséder des donations et des testaments au nom de la communauté, des droits complets d'ouvrir des écoles de divers niveaux qui allaient enseigner dans la langue des membres de cette communauté.

Le permis qui était requis auparavant sous le régime ottoman pour construire ou réparer les églises, les couvents ou pour créer des fondations caritatives n'était désormais plus nécessaire. Les règles odieuses qui avaient existé sous le régime ottoman concernant la conversion religieuse étaient entièrement supprimées et quelques conversions de l'islam au catholicisme avaient déjà eu lieu. Dans les montagnes de l'Albanie du Nord, les conversions de l'islam au catholicisme n'avaient pas suscité de commentaires ni provoqué de mécontentement. D'ailleurs, l'État albanais ne reconnaissait aucune religion officielle.

Comme on vient de l'affirmer, ce qui a prédominé en général c'était une attitude bienveillante et positive à l'égard des minorités. Cette politique était manifestée aussi bien dans la politique d'État que dans la presse de l'époque et les prises de position de l'opinion publique.

Il est compréhensible que la plus grande affinité ait été manifestée à l'égard des Valaques et les Albanais de Roumanie faisaient particulièrement écho à ces sentiments. Ainsi, le journal *Shqipëria e Re* (« Albanie Nouvelle ») a-t-il publié une biographie de l'illustre poète d'origine valaque Petru Vulcan, né en 1870 à Ternovo de Monastir. Ses parents s'étaient installés dans ce village après la destruction de Voskopoja. Il a consacré toute sa vie à la littérature aroumaine et, en tant que journaliste éminent, a œuvré pour la liberté des Albanais et des Aroumains. Le journal appréciait très

chaleureusement cette personnalité de la culture aroumaine : « Il est le joyau des fonctionnaires, l'espoir des Aroumains, la joie des Albanais »⁹.

Parallèlement aux attitudes positives qui prédominaient, on a pu constater également un courant de la presse albanaise qui s'est mis à publier des articles critiques et des attaques contre les Valaques d'Albanie. Nous allons aborder de façon détaillée ce phénomène, pour montrer que le virus du nationalisme intolérant se trouvait même parmi les rangs des nationalistes albanais, bien que dans une mesure heureusement insignifiante.

Un des journaux albanais de l'époque, *E Vërteta* (« La Vérité »), qui paraissait aux Etats-Unis d'Amérique, accusait dans un de ses numéros les Valaques d'avoir commis des « crimes » contre les Albanais au cours de la domination ottomane et d'avoir servi la Grèce au détriment des Albanais. Quelques Valaques étaient accusés d'avoir assassiné Spiro Kosturi et Vasil Negovani à Monastir, tandis que les Koutzovalaques de Përmet étaient taxés d'avoir monstrueusement écrasé la tête du Père Stathi.

Le journal publiait entre autres un dicton grec méprisant pour les Valaques : « Le Grec est beau, l'Albanais sage, le Turc barbare, le Bulgare un âne, le Koutzovalaque rien du tout »¹⁰. Au sujet des Valaques de Korça, le journal écrivait qu'ils vivaient très mal et qu'ils n'avaient appris aucun mot d'albanais : « Vous les verrez vêtus de bure grossière en plein mois d'août et leurs bergères, comme les appelle le peuple, avec le surcot sur les genoux, sans chemise et toujours pieds nus, lavent le linge à l'eau froide en le battant, car elles ne savent pas ou plutôt ne veulent pas savoir ce que c'est que l'eau chaude et le savon. Elles n'utilisent pas le berceau pour les bébés, mais les portent dans un sac... »¹¹.

Les Valaques étaient non seulement présentés comme des gens qui détestaient la civilisation, mais aussi accusés de criminels, de gens réputés seulement pour des méfaits. Ainsi disait-on que les chefs

⁹ Gjergj Bubani, « Biografi për shkrimtarin Petru Vulkan », *Shqipëria e Re*, Konstantza, le 11 septembre 1921.

¹⁰ « Një ngjarje për t'u vënë re », *E Vërteta*, St. Louis, MO, le 10 août 1920.

¹¹ « Kutso vlejte në Shqipëri », *ibid.*, le 10 août 1920.

des bandes albanaises comme Shahin Matraku, Kajo Babjeni, Ismail Derdusha, Beqo Duda, Dajlan Kurteshi et d'autres avaient chacun des unités de guérilla composées de Koutzovalaques, car ils n'avaient pas eux-mêmes le courage de torturer leurs ennemis, mais chargeaient de cette besogne les Valaques qui le faisaient avec sang-froid. Les plus atroces étaient considérés les gens de Grabova et une terrible unité de guérilla originaire de ces villages que l'on appelait les Kokonesh, qui ne rêvaient qu'à faire du mal et rien d'autre¹².

En réalité, ces articles ne visaient pas spécifiquement à faire une propagande contre les Valaques, mais étaient plutôt le produit de querelles qui avaient lieu de temps en temps entre intellectuels ou nationalistes albanais, où certains, afin de vilipender leur adversaire, essayaient de l'étiqueter comme non albanais ou bien de mettre en doute son identité albanaise. Dans le cas concret, toute cette haine et ce fiel étaient déchargés, paraît-il, pour attaquer l'éminent patriote albanais Kristo Kirka, que l'on appelait un Valaque originaire de Pisoder. Il était considéré encore plus dangereux que les criminels susmentionnés, car, selon le journal, il passait pour un Albanais, « parce que, avec une étonnante hypocrisie d'imbéciles, nous l'avons laissé depuis treize ans devenir une gangrène de notre principal centre en Amérique »¹³. Mais le journal accusait aussi Fan Noli qui avait accordé son soutien à Kirka. Noli n'était pas taxé de koutzovalaque, mais de gitan turc. Ils étaient accusés tous les deux d'avoir chassé de l'association « Vatra » Sotir Peci, Faik Konitza, Kristo Floqi et beaucoup d'autres¹⁴.

Cet exemple est nécessaire pour souligner que de tels cas sporadiques, quoi que hostiles et négatifs, ne se dirigeaient pas contre les minorités, mais étaient toutefois nuisibles et mettaient en cause l'atmosphère d'amitié que les Albanais témoignaient généralement à leur égard. Ces attitudes s'expliquent pour la plupart par la naïveté et l'immaturité intellectuelle et politique de certaines personnalités de l'époque.

¹² *Ibid.*

¹³ « Po ne shqiptarët e padjallëzuar e zemërbardhë si u sillemi? », *ibid.*, le 10 août 1920.

¹⁴ *Ibid.*

C'est de cette période que datent de la part des Valaques dans quelques villages les premières demandes en vue d'ouvrir leurs églises et écoles. À la fin de l'année 1920, quelques paysans de Niça, sous la conduite de Gjorgji Prifti et Bani Janko, ont commencé leurs efforts pour rouvrir dans ce village l'école roumaine qui avait fonctionné à l'époque de la domination ottomane. Ils ont reçu des instructions de l'inspecteur des écoles roumaines à Korça, Ndini, afin de demander officiellement la reconstruction de l'école et de l'église roumaine¹⁵. Pour trouver un prêtre, ils se sont adressés à l'évêque de Korça qui leur a répondu qu'ils devaient trouver un jeune homme qui parlait roumain et le faire ordonner prêtre. Mais ils se sont heurtés à une difficulté, car les jeunes gens du village ne voulaient pas devenir prêtres¹⁶.

À ces moments difficiles pour l'État albanais, les institutions d'État n'étaient pas disposées à soutenir les revendications concernant la réouverture des écoles roumaines qui avaient existé à la dernière période de la domination ottomane ou s'efforçaient au moins de discipliner l'ouverture des écoles roumaines en Albanie du Sud en conformité avec les lois.

La Sous-préfecture de Pogradec a demandé à la Préfecture de Korça d'avertir amicalement l'inspecteur Ndini que le moment n'était pas opportun pour l'ouverture des écoles ou des questions de ce genre. Il fallait lui dire que les Albanais n'oubliaient pas l'amitié avec la Roumanie et que, quand le moment serait venu, ils sauraient lui montrer leur reconnaissance, mais le gouvernement souhaitait que, pour le moment, de tels problèmes ne soient pas posés, car il avait pris des mesures pour ouvrir des écoles et instruire les citoyens albanais dans la langue du pays (c'est-à-dire en albanais)¹⁷.

La Préfecture de Korça a, de son côté, exhorté la Sous-préfecture de Pogradec à ne pas permettre l'ouverture de telles écoles sans une autorisation du gouvernement. Le Ministère de l'Intérieur a lui aussi exhorté la Préfecture de Korça à ne pas autoriser l'ouverture

¹⁵ AQSh, Fonds MPB, année 1920, dossier 361, f. 4, lettre de la Sous-préfecture de Pogradec à la Préfecture de Korça, le 11 novembre 1920.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

de l'école et de l'église roumaine à Niça et à avertir les initiateurs à ce sujet¹⁸.

Cependant, les Valaques ont obtenu quelques succès. En 1921, dans le département de Korça ont été ouvertes quatre écoles valaques qui n'avaient pas obtenu les autorisations nécessaires par les autorités de l'État. La Préfecture de Korça a permis leur ouverture, en se justifiant qu'elles avaient fonctionné précédemment¹⁹. Le Ministère de l'Intérieur a approuvé cette attitude et a autorisé le fonctionnement des écoles valaques dans la ville de Korça, à Plasa Supérieure et à Shipcka, où l'on enseignerait également l'albanais²⁰. Cependant, le Ministère de l'Éducation n'a pas apprécié cet ordre et l'a considéré comme au-delà des compétences du Ministère de l'Intérieur. Il a demandé au Ministère de l'Intérieur d'ordonner l'interdiction du fonctionnement de ces écoles, car il donnerait lui-même l'ordre concernant leur ouverture au cas il le jugerait raisonnable et nécessaire²¹.

Sur ces questions-là, ainsi que sur quelques autres questions relatives à la façon de traiter les problèmes des minorités, il y a eu des différences d'opinions et des désaccords quant aux actes et aux compétences légales. Le Ministère de l'Intérieur s'est ainsi efforcé de persuader le Ministère de l'Éducation que son acte avait été juste. Il raisonnait que sa décision avait été en conformité avec les engagements pris par l'État albanais à la Société des Nations et que, dans ce cas, il fallait agir de manière analogue aux attitudes adoptées à l'égard de l'école serbe de Shkodra et des écoles grecques dans les villages grecophones de Gjirokastra. Il considérait naturelle la réouverture des écoles que les Valaques avaient eues auparavant en Albanie, à plus forte raison que ces écoles ne pouvaient pas porter de préjudice, comme dans le cas des écoles grecques et serbes.

¹⁸ *Ibid.*, le Ministère de l'Intérieur à la Préfecture de Korça, le 25 novembre 1920.

¹⁹ *Ibid.*, année 1921, dossier 714, f. 1, la Préfecture de Korça au Ministère de l'Intérieur, 10 avril 1921.

²⁰ *Ibid.*, Fonds du Ministère de l'Éducation (MA), année 1921, dossier 39, f. 13, le Département de l'Éducation de Korça au Ministère de l'Éducation, le 14 mai 1921.

²¹ *Ibid.*, Fonds MPB, année 1921, 714, f. 3, le Ministère de l'Éducation au Ministère de l'Intérieur, le 4 juin 1921.

D'ailleurs, leur ouverture pouvait être bénéfique, car elle assurerait la sympathie de la Roumanie qui, pendant plus de 40 ans, à des moments difficiles quand la langue albanaise était victime de persécutions de toutes sortes, avait accordé une liberté entière aux patriotes albanais²².

Or le Ministère de l'Éducation ne s'est pas laissé convaincre par ces arguments. Il a demandé au Conseil des Ministres de discuter cette question et a exprimé le point de vue que l'ouverture de ces écoles était néfaste, « car la majorité des chrétiens de l'Albanie Centrale et une partie des chrétiens de l'Albanie du Sud étaient valaques par la langue, ce qui serait d'un grand préjudice pour l'unité nationale ». En poussant plus loin son argumentation, le Ministère de l'Éducation soulignait : « Le Ministère de l'Intérieur apporte comme exemple les écoles grecques de Gjirokastra. Mais est-il une bonne chose d'ouvrir, à côté de ces plaies, d'autres encore, qui vont devenir par la suite une gangrène pour notre unité nationale ? Ne faut-il pas nous fixer comme objectif à long terme de trouver le moment pour empêcher autant que possible l'action des écoles grecques ? D'ailleurs, les écoles grecques de Korça et les écoles slaves de Shkodra n'ont aucune raison d'exister et elles doivent être fermées immédiatement, parce qu'à Korça il n'y a pas de Grecs et à Shkodra il n'y a pas de Slaves. Les écoles grecques peuvent être tolérées seulement dans la Préfecture de Gjirokastra, puisque là-bas il y a des grecophones »²³.

Il est clair que dans cette conclusion il y avait des exagérations et des vérités. L'ouverture des écoles valaques ne pouvait nuire ni à l'unité ni à l'existence de la nation des Albanais, car il n'était pas du tout vrai que la majorité des chrétiens de l'Albanie Centrale et les chrétiens de l'Albanie du Sud étaient valaques. Ce jugement ne reposait sur aucun fait réel et n'est confirmé par aucune source, aussi tendancieuse soit-elle. Tout au plus, cette affirmation peut prouver combien le Ministère de l'Éducation de l'époque était peu informé sur cette question. De

²² *Ibid*, Fonds MPB, année 1921, 714, f. 4, le Ministère de l'Intérieur au Ministère de l'Éducation, le 4 juin 1921.

²³ Fonds MA, année 1921, dossier 39, f. 2-4, le Ministère de l'Éducation au Conseil des ministres, le 18 juin 1921.

l'autre part, on y trouve aussi une conception nationaliste, étant donné que l'existence des écoles grecques pour la minorité hellénophone de la zone de Gjirokastra est considérée comme une plaie pour l'unité nationale albanaise. En revanche, l'attitude à l'égard de l'école grecque de Korça ou de l'école slave de Shkodra était juste et conforme aux lois internationales sur les minorités et aux clauses des traités de la SDN.

Le journal *Shqipëria e Re*, qui paraissait en Roumanie, s'est mis ouvertement au soutien des écoles valaques. Ce journal publié par les Albanais de Roumanie faisait paraître des articles en langue valaque, dont le rédacteur, dans les années 1920-1921, était l'éminent écrivain aroumain Petru Vulcan. Il estimait les Aroumains comme « le milieu qui liait et lierait même dans l'avenir la Roumanie et l'Albanie » et soulignait qu'ils s'étaient battus aux côtés des Albanais pour la liberté commune et qui jouissaient désormais de tous les droits de bénéficier des avantages qui résultaient de cette liberté. « Les Aroumains ont trouvé et trouveront toujours chez l'Albanais l'ami fiable, prêt à défendre leurs intérêts au prix de n'importe quel sacrifice, prêt à les embrasser et les compter comme ses propres frères. Les Albanais ont trouvé en Roumanie la sympathie sincère et fraternelle, le pays libre où ils ont pu se réfugier pour se mettre à l'abri des persécutions de l'ennemi »²⁴.

Le journal considérait que les écoles roumaines n'avaient pas de visées de propagande et que c'était là précisément que consistait la différence fondamentale par rapport aux écoles italiennes, grecques et serbes. Par conséquent, il revendiquait que les écoles roumaines soient non seulement ouvertes, mais aussi financées par le propre budget du gouvernement albanais. De la sorte, le gouvernement roumain suivrait une politique encore plus amicale à l'égard de la question albanaise et gratifierait davantage les Albanais²⁵.

Le journal accordait son soutien et faisait écho aux efforts des Aroumains du Pinde, qui avaient commencé un mouvement actif en vue d'accéder à l'autogouvernement de cette région. Ils avaient préparé un mémorandum qu'ils adresseraient à la Société des Nations,

²⁴ Gjergj Bubani, « Romania dhe Shqipëria », *Shqipëria e Re*, le 11 septembre 1921.

²⁵ M. Pirro, « Shkollat rumune në Shqipëri », *ibid.*, le 30 juillet 1922.

à la Conférence des ambassadeurs et à la Conférence de Londres. Il écrivait que « le peuple albanais regardait avec une sympathie particulière ce mouvement, car, en plus de l'intérêt commun, il a des liens de sang séculaires avec les frères aroumains du Pinde »²⁶.

L'auteur de ces articles, Nik Pema, écrivait que la préservation de l'autonomie du Pinde était impossible sans la collaboration des Albanais, puisque les deux éléments avaient des liens naturels d'affection, que les autres éléments qui vivaient dans la péninsule des Balkans n'avaient pas. Il faisait écho au bon traitement et à la cohabitation fraternelle des Albanais et des Aroumains dans le nouvel État albanais : « En Albanie, le peuple aroumain jouit de tous les droits de religion et de scolarisation. Une église imposante est en voie de construction dans la ville de Korça, où le service sera célébré en roumain. Le gouvernement et le peuple albanais ont donné beaucoup d'argent pour faire construire ce temple sacré. Les écoles sont libres partout où il y a des Aroumains et ceux-ci peuvent s'instruire dans leur langue. C'est à juste titre que l'on peut affirmer qu'il n'existe pas de question de minorité en Albanie. Au parlement actuel on a élu plusieurs députés aroumains que l'on ne considère pas comme une minorité. Sur la base du nombre de la population, les Aroumains n'auraient pu élire aucun député, étant donné qu'ils ne sont pas concentrés au même endroit où ils pourraient rassembler les voix nécessaires en vertu de la loi électorale. Or la sympathie que le peuple albanais nourrit à leur égard fait qu'il leur donne ses voix, sans tenir compte du fait qu'il s'agit d'un élément différent »²⁷.

D'autre part, ce même journal dénonçait la persécution de la minorité aroumaine en Grèce et, notamment, l'aggravation de sa situation lors de la campagne d'échange de populations grecque et turque, quand des réfugiés arrivés d'Asie Mineure ont été installés dans des maisons de la minorité valaque. Il dénonçait également l'attaque dont faisait objet l'Église et les écoles aroumaines en Grèce et en Serbie, en particulier dans les régions de la Macédoine, du Timok et du Banat serbe²⁸. Le journal faisait appel à consolider davantage la fraternité entre Albanais et Aroumains, car, en unissant

²⁶ Nik Pema, « Autonomia e Pindit », *ibid.*, le 4 février 1923.

²⁷ *Ibid.*, le 25 février 1923.

²⁸ A. Ktona, « Lëvizja e Arumunëve », *ibid.*, le 3 août 1924.

ainsi leurs forces, ils sauraient faire face aux dangers qui les menaçaient²⁹.

Sur la base de la Déclaration du gouvernement albanais sur la protection des minorités, le député d'Elbasan A. Beça, d'origine aroumaine, ensemble avec Ballamaçi, ont demandé au gouvernement de P. Evangjeli l'autorisation d'ouvrir des écoles roumaines pour les Valaques. Cette autorisation avait été donnée et à Korça il y avait déjà une école roumaine financée par le gouvernement roumain.

Plus tard, A. Beça a demandé l'autorisation d'ouvrir des écoles pour toutes les communautés valaques d'Albanie, écoles qui seraient financées par le gouvernement albanais. En récompense, le gouvernement roumain accorderait 60 bourses pour des étudiants albanais qui désiraient faire leurs études en Roumanie³⁰.

Parallèlement au débat sur le nombre des écoles roumaines qu'il fallait ouvrir, il y avait aussi un autre débat, à savoir s'il fallait permettre l'ouverture des écoles roumaines ou plutôt celle des écoles en langue valaque. Le Ministère de l'Éducation suggérait de bien étudier la question si les Valaques d'Albanie étaient les mêmes avec les Roumains de Roumanie, étant donné qu'il y avait entre eux des différences du point de vue linguistique, tout comme entre les Portugais et les Espagnols, voire même plus qu'entre les Espagnols et les Italiens. Aussi, ne fallait-il pas permettre l'ouverture des écoles en langue roumaine en Albanie, mais, pour ne pas violer les droits des minorités, l'État albanais pourrait autoriser les Valaques à ouvrir des écoles en langue valaque³¹.

Pourtant, en Albanie il y avait des écoles roumaines qui fonctionnaient. Bien que le 4 juillet 1922 le Conseil des ministres avait émis un ordre concernant la fermeture des écoles privées, celui-ci n'avait pas été appliqué aux écoles roumaines, lesquelles poursuivaient leur activité³².

Au début de l'année 1924, plusieurs écoles roumaines étaient en fonctionnement en Albanie. Dans la ville de Korça, il y avait deux

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *AQSh*, Fonds du Conseil des ministres, année 1922, dossier IV-62, f. 5, le Ministère de l'Éducation au Conseil des ministres, le 12 juin 1922.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*, Fonds MPB, année 1922, dossier 731, f. 13, le Ministère de l'Éducation au Ministère de l'Intérieur, le 5 octobre 1922.

écoles de quatre ans, une pour les filles et une pour les garçons, avec deux institutrices. La langue albanaise y était enseignée à partir de la deuxième année trois séances par semaine. Les instituteurs étaient des citoyens albanais, à l'exception d'un seul qui était de nationalité serbe. Au village de Plasa il y avait une école pour filles et une pour garçons. Cette dernière avait deux instituteurs, un albanais et un serbe, tandis que les deux institutrices de l'école des filles étaient des citoyennes serbes. Au village Shipska, il y avait seulement une école de quatre années pour garçons avec un instituteur qui était albanais³³.

À ce temps-là, le gouvernement roumain a commencé à s'activer pour diffuser l'enseignement en roumain parmi les Valaques d'Albanie. Il a ajouté à son budget de cette année-là un montant de 2 millions de lei, afin d'ouvrir un lycée à Korça et plusieurs écoles primaires roumaines dans d'autres régions de l'Albanie³⁴. D'autre part, l'Administration des églises et des écoles roumaines en Albanie a demandé l'autorisation d'ouvrir de nouvelles écoles roumaines à Voskopoja, Dishnica, Llënga, Nica et Grabova, avec l'argument que ces écoles avaient fonctionné aux temps de l'Empire ottoman et de l'occupation grecque, mais avaient été fermées au cours de la Première Guerre mondiale³⁵.

Cependant, le Ministère de l'Éducation insistait à garder seulement le statu quo des écoles roumaines existantes et suggérait d'interdire que des instituteurs de nationalité serbe enseignent dans ces écoles³⁶. En septembre de cette année-là, la Préfecture de Korça n'a pas permis qu'une institutrice aroumaine venue de Monastir avec un passeport serbe enseigne à l'école roumaine de Plasa³⁷.

³³ *Ibid.*, Fonds MA, année 1924, dossier 2, f. 5, l'Inspectorat de l'Éducation de Korça à la Préfecture de Korça, le 29 janvier 1924.

³⁴ *Archives du Ministère des Affaires étrangères* (désormais *AMAÉ*), année 1924, dossier 452, f. 2, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Éducation, le 12 janvier 1924.

³⁵ *Ibid.*, Fonds MA, année 1924, dossier 220, f. 2, l'Administration des églises et des écoles roumaines en Albanie à l'Inspectorat de l'Éducation de Korça, le 17 janvier 1924.

³⁶ *Ibid.*, Fonds MPB, année 1924, dossier 452, f. 7, le Ministère de l'Éducation au Ministère de l'Intérieur, le 17 février 1924.

³⁷ *Ibid.*, dossier 155, f. 6, 7, l'adjoint au préfet de Korça, Ali Koprencka, au Ministère de l'Intérieur, le 18 septembre 1924.

Tout au long de la période de gouvernement de Fan Noli, les offices religieux dans les églises valaques ont continué normalement et les écoles valaques fonctionnaient, or il était interdit que des instituteurs qui n'étaient pas des citoyens albanais puissent y enseigner³⁸. Les mesures semblent avoir contrarié le gouvernement roumain. La communauté aroumaine de Korça a elle aussi protesté contre le licenciement de deux instituteurs de nationalité étrangère et a demandé l'annulation de cette décision. Alors que l'association macédonno-roumaine en Roumanie envisageait de protester auprès du gouvernement roumain « au sujet de cette attitude inamicale » du gouvernement albanais. Voire même le journal albanais *Shqipëria e Re*, se trouvant sous la pression de la propagande roumaine, a qualifié cette attitude d'erronée, puisque « ce n'était pas dans notre intérêt de rendre hostile en Albanie un élément qui s'était toujours efforcé pour le bien du pays et de l'État albanais »³⁹.

Dans le but de mettre un terme à ce débat avec la partie roumaine et de donner satisfaction au gouvernement roumain à un moment délicat quand Bucarest était en train de désigner un ministre à Tirana, le Ministère des Affaires étrangères a suggéré de laisser le professeur qui n'était pas un citoyen albanais exercer sa profession encore quelques mois à l'école roumaine⁴⁰.

La question des Aroumains d'Albanie a été posée également au parlement roumain. Le représentant de la majorité dans la Chambre des députés, I. Gradisteanu a critiqué le gouvernement pour son manque d'intérêt à l'égard des « Roumains » d'Albanie. Il a demandé l'ouverture immédiate de la Légation roumaine en Albanie et a affirmé que dans ce pays il fallait ouvrir entre 40 et 50 écoles primaires et 2 ou 3 lycées roumains, ainsi que toute une série de consulats pour leur venir en aide⁴¹. Gradisteanu a aussi exprimé son

³⁸ *Ibid.*, année 1924, dossier 452, f. 6, 7, la Préfecture d'Elbasan au Ministère des Affaires étrangères, le 27 octobre 1924 ; la Préfecture de Korça au Ministère des Affaires étrangères, le 28 octobre 1924.

³⁹ « Mbyllja e shkollave rumune në Shqipëri », *Shqipëria e Re*, le 19 octobre 1924.

⁴⁰ AMAE, année 1924, dossier 452, f. 14, le Ministère des Affaires étrangères à la Préfecture de Korça, le 20 novembre 1924.

⁴¹ « Interpelanca e I. Gradisteanu në Dhomën e Deputetëve të Rumanisë », *Shqipëria e Re*, le 18 mai 1924.

mécontentement concernant le mauvais fonctionnement de ces peu d'écoles qui restaient en Albanie, qui « menaient une existence atroce du jour au lendemain, qui n'étaient ni inspectées, ni liées au centre, ni en rapport avec un représentant quelconque de l'État roumain ». Tout en évoquant une ancienne revendication du gouvernement roumain visant à faire fixer au Statut organique de l'Albanie les garanties nécessaires pour les églises et les écoles roumaines, il demandait au gouvernement roumain de 1924 de revendiquer l'inclusion de ces garanties dans la constitution qui serait approuvée par la nouvelle Assemblée constituante de l'Albanie. Inquiet que le gouvernement roumain n'avait pas de représentant pour défendre ses intérêts et ses points de vue en Albanie, il exigeait l'ouverture d'une ambassade à Tirana avant le vote de la Constitution de l'Albanie qui, faute d'une présence roumaine, risquait de ne pas tenir compte des intérêts roumains, quoique ce pays ait été amical envers la Roumanie⁴².

Dans son interpellation, Gradisteanu présentait également les objectifs et les conceptions de la politique roumaine concernant les Aroumains d'Albanie. Il affirmait que les Albanais étaient les seuls, hormis les Grecs, qui n'étaient pas slaves dans les Balkans. Par leur position géographique, au bord de l'Adriatique, ils pouvaient servir de pont pour relier la Roumanie avec sa grande sœur, l'Italie, et tout l'Occident. Il avançait un chiffre exagéré de la minorité « roumaine » en Albanie, en la considérant comme la plus importante dans ce pays avec 10% de la population. D'autre part, il estimait que les Aroumains étaient la population la plus laborieuse, la plus instruite et la plus civilisée de l'Albanie, dévouée au pays où elle vivait et désireuse d'œuvrer pour son épanouissement, tout en ne voulant pas perdre la nationalité roumaine. Il affirmait que « ces Roumains veulent devenir les pionniers de notre expansion culturelle et économique, et en Albanie, et au delà de l'Adriatique ».

Gradisteanu présentait les Aroumains des Balkans comme une population à laquelle la culture roumaine avait été reniée. Avant les Guerres balkaniques, la Turquie d'Europe avait compté quatre inspecteurs d'écoles roumaines : le district de Salonique avait 29 écoles primaires et un lycée, le district d'Épire 27 écoles primaires et

⁴² *Ibid.*

un lycée, alors que l'Albanie 12 écoles primaires et un lycée qui se trouvait à Berat. Il expliquait la diffusion limitée des écoles roumaines en Albanie durant la domination ottomane par trois facteurs : l'indifférence du gouvernement roumain, l'absence de communications en Albanie et les politiques spécifiques de freinage de la part de la Turquie qui n'était pas très disposée à autoriser l'ouverture des écoles roumaines sur le territoire de l'Albanie, compte tenu du fait que le sultan Abdülhamid appuyait son autorité absolue plutôt sur l'élément albanais et mahométan et craignait qu'il ne se développe une conscience nationale albanaise⁴³.

De son côté, la presse roumaine s'est mise elle aussi à critiquer le gouvernement roumain de ne pas avoir reconnu l'État albanais et d'avoir ainsi éveillé dans les milieux politiques albanais des doutes que la Roumanie avait l'intention de soutenir quelques revendications territoriales de la Grèce et de la Serbie. Selon la revue *Tribuna Albano-Română*, par exemple, la Roumanie « recevait la monnaie de sa pièce sur quelques questions que l'on n'a pas su apprécier au moment opportun »⁴⁴. Mais, en même temps, cette revue critiquait l'État albanais pour ses visées « hostiles » à l'égard des Valaques, en soulignant que le gouvernement albanais s'était opposé catégoriquement à la réouverture des écoles roumaines⁴⁵. Il s'agissait, bien entendu, de l'ouverture de nouvelles écoles, parallèlement à celles qui existaient déjà.

En 1921, la communauté aroumaine de Korça a fait des démarches pour reconstruire sa propre église. Dans l'impossibilité d'assurer les moyens financiers nécessaires, il a demandé une assistance matérielle au gouvernement albanais⁴⁶. Le Conseil des Finances a répondu négativement à cette demande, en argumentant que l'État ne se trouvait pas dans de bonnes conditions financières. Lors des débats au Conseil national, une majorité de députés a demandé de recommander au gouvernement l'examen de cette requête. Stavro Vinjau a souligné que le Conseil des Finances s'était

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ « Shtypi rumun për Shqipërinë », *Shqipëria e Re*, le 22 juin 1924.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Bisedimet e Këshillit Kombëtar*, Legjislatura e Parë [Délibérations du Conseil national, Première Législature], année 1921, 55^e Réunion, le 1^{er} octobre 1921.

trouvé en difficulté, car, d'un côté, il tenait compte du service que le comité aroumain avait rendu à la cause nationale albanaise, mais, de l'autre côté, il se trouvait devant d'énormes ennuis financiers, aussi n'avait-il pas pu donner une réponse positive. Bien qu'en Albanie il n'y eût pas de religion officielle et que l'État albanais n'eût jamais financé les communautés religieuses ou la construction des édifices de culte, la Commission des Finances a suggéré d'écrire au gouvernement d'accorder une aide de la façon qui lui semblerait raisonnable⁴⁷. Hodja Kadri a lui aussi mis en évidence la résistance commune des Aroumains et des Albanais contre l'occupation et les opérations de l'armée grecque en Albanie du Sud en 1914 et il s'est exprimé en faveur de l'assistance financière qu'il fallait accorder à la communauté aroumaine⁴⁸.

Mais au parlement il y a eu aussi une intervention de caractère nationaliste, telle que celle du député S. Koja. Il a déclaré qu'il n'y avait en Albanie que des Albanais, aussi le gouvernement ne devait-il s'occuper que de la cause nationale et, puisqu'il s'agissait d'une affaire de religion, il ne devait pas accorder d'aide⁴⁹.

Le député aroumain A. Beça a souligné que les Aroumains qui vivaient en Albanie étaient un peuple généreux qui avait collaboré avec les nationalistes albanais et s'était battu contre les Grecs, qu'il a qualifiés d'ennemis communs des Albanais et des Aroumains. En 1914, ils avaient souffert ensemble avec les Albanais à cause des persécutions de la part des Grecs. Le chef aroumain Papa Harallamb Ballamaçi, avec ses 7-8 collaborateurs, avait été exécuté par les Grecs parce qu'il avait collaboré avec les nationalistes albanais. Une autre raison de son assassinat était le fait qu'il s'était séparé du Patriarcat d'Istanbul et avait ouvert une petite église où l'office était célébré tantôt en roumain, tantôt en albanais, car cette église était fréquentée aussi par les nationalistes albanais, étant donné que dans les autres églises l'office était célébré uniquement en grec. Par conséquent, il a demandé au gouvernement de contribuer à la reconstruction de cette église. L'Albanie apporterait ainsi une preuve qu'elle était un État

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

constitutionnel où les citoyens étaient traités tous de façon égale⁵⁰. Le Parlement a finalement voté une recommandation au gouvernement, afin d'accorder une aide à la communauté aroumaine tout en tenant compte de la situation financière de l'État⁵¹.

À la même période, le Ministère de l'Intérieur a donné aux Valaques du village Jorgucat le permis de reconstruire et d'agrandir une église. La réponse que leur donnait le Ministère de l'Intérieur soulignait : « Dans l'Albanie libre, si vous avez envie, vous pouvez construire 100 églises »⁵².

Le gouvernement albanais continuait à adopter une attitude amicale à l'égard des Valaques pour toutes les questions. Apprenant cette attitude tolérante et amicale du gouvernement albanais, nombre de Valaques de Grèce sont arrivés en Albanie et ont demandé la nationalité albanaise. En avril de l'année 1922, par exemple, la Préfecture de Gjirokastra annonçait que des Valaques de Medjidé, en Grèce, cherchaient à traverser la frontière avec leurs familles, afin de s'établir définitivement en Albanie et acquérir la nationalité albanaise. Ils demandaient entre autres d'être exemptés de la taxe douanière sur le bétail qu'ils allaient amener⁵³.

Le gouvernement a ordonné que les familles valaques soient autorisées à s'installer en Albanie et à ne pas payer de taxes⁵⁴.

En raison des déplacements continus de Valaques entre les pays balkaniques et l'Albanie, des problèmes administratifs ont également surgi. En 1923, les autorités albanaises constataient qu'en Albanie du Sud il y avait plusieurs familles valaques qui n'étaient domiciliées nulle part et qui détenaient des passeports grecs, ainsi que d'autres qui n'étaient pas inscrites aux bureaux de l'état civil. Jusqu'à ce moment-là, leurs membres n'étaient pas appelés sous les drapeaux. Elles étaient arrivées en Albanie depuis le temps des guerres balkaniques et ne souhaitaient ni n'osaient retourner en Grèce, de

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² AQSh, Fonds MPB, année 1921, dossier 100, f. 6.

⁵³ *Ibid.*, année 1922, dossier 1279, la Préfecture de Gjirokastra au Ministère de l'Intérieur, le 10 avril 1922.

⁵⁴ *Ibid.*, dossier 579, f. 9, le Ministère de l'Intérieur à la Préfecture de Gjirokastra, le 10 avril 1922.

peur de subir des persécutions⁵⁵. Le Ministère de la Guerre demandait que ces hommes-là soient inscrits comme des citoyens albanais et soient appelés sous les armes.

Si la tendance générale des ces Valaques nomades était de s'installer en Albanie, il y avait aussi des cas particuliers où divers individus refusaient de s'inscrire comme des citoyens albanais ou bien préféraient la nationalité grecque, car ils passaient l'hiver en Albanie et retournaient en Grèce durant l'été⁵⁶. C'est pour cette raison que le Ministère de l'Intérieur a décidé que les préfectures de Korça et de Gjirokastra procèdent à l'inscription comme citoyens albanais de tous les Valaques qui habitaient dans ces régions et qui n'avaient pas les documents nécessaires pour prouver leur nationalité étrangère⁵⁷.

Le Ministère des Affaires étrangères était lui aussi d'accord pour que les Valaques inscrits comme des citoyens albanais soient soumis au service militaire. À tous ceux qui n'étaient pas inscrits en tant que tels, on accordait un délai raisonnable pour régulariser la situation de leur citoyenneté, afin d'éviter tout malentendu avec les pays voisins. Cependant, les Valaques qui avaient déserté de l'armée grecque ne seraient pas inclus dans cette catégorie⁵⁸.

En 1924, le gouvernement Noli s'est montré encore plus exigeant en matière de contrôle des documents de nationalité des Valaques nomades. Désormais, les valaques qui détenaient seulement des documents de l'armée grecque, mais pas de passeports, étaient obligés d'aller se munir de leurs passeports auprès des consulats grecs dans des délais raisonnables. Au cas contraire, ils seraient expulsés de l'Albanie.

Certains Valaques n'avaient aucune sorte de document et avaient envie de prendre la nationalité albanaise, mais ils craignaient le gouvernement grec qui n'allait plus leur reconnaître les propriétés

⁵⁵ *Ibid.*, année 1923, dossier 796, f. 51, le Ministère de la Guerre au Ministère de l'Intérieur, le 21 mai 1923.

⁵⁶ *Ibid.*, f. 56-58, la Préfecture de Korça au Ministère de l'Intérieur, le 16 août 1923.

⁵⁷ *Ibid.*, f. 66, Arrêté du Ministère de l'Intérieur, n° 24, le 13 décembre 1923.

⁵⁸ *Ibid.*, f. 53, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, sans date.

qu'ils avaient dans ce pays. Le gouvernement albanais a ainsi décidé que ces personnes pourraient choisir leur nationalité et seraient munis plus tard des documents respectifs. Cependant, s'ils refusaient de se soumettre à cette règle, ils seraient expulsés de l'Albanie. Ceux qui détenaient des passeports grecs étaient toutefois libres de rester sur le territoire albanais⁵⁹.

L'attitude du gouvernement albanais à l'égard de la minorité monténégrine de la zone de Shkodra

Quand la ville de Shkodra et ses environs, avant de rejoindre l'État albanais, se trouvaient sous l'occupation de l'armée française, deux écoles en langue slave y ont été ouvertes, l'une pour les orthodoxes de la ville et l'autre à Vraka. L'école fréquentée par les enfants orthodoxes de la ville, avait été fermée au temps de l'occupation austro-hongroise⁶⁰. Ces deux écoles étaient financées par l'État yougoslave et n'étaient soumises à aucun contrôle de la part de l'Inspectorat de l'Éducation de Shkodra.

Ce n'est qu'en mars de l'année 1922 qu'il a été demandé à ces écoles de présenter leur programme. L'information fournie par leurs directions était très incomplète⁶¹. Le Ministère de l'Éducation soulignait que les chrétiens de Shkodra étaient, pour la plupart, des Albanais, à l'exception de très peu de familles de souche slave qui avaient été albanisées elles aussi à l'époque de l'Empire ottoman. Depuis ce temps-là, en tant que minorité religieuse, elles avaient été sous la protection de la Russie. L'État monténégrin s'intéressait directement à leur église et à leur école et, à des fins politiques, finançait leur éducation en langue slave.

Bien que albanais, ces orthodoxes n'avaient pas de conscience nationale claire et les sentiments qui prédominaient parmi eux c'étaient les sentiments religieux. Une partie d'entre eux se

⁵⁹ *Ibid.*, année 1924, dossier 761, f. 1-2, le Ministère de l'Intérieur à la Préfecture de Korça, le 3 octobre 1924.

⁶⁰ *Ibid.*, année 1920, dossier 361, f. 1, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 7 août 1920.

⁶¹ *AMAÉ*, année 1922, dossier 164, f. 10-11, le Ministère de l'Éducation au Ministère des Affaires étrangères, le 16 septembre 1922.

considéraient comme des Slaves et refusaient de fréquenter les écoles albanaises⁶².

Cette attitude allait dans le sens des intérêts de l'État yougoslave qui voulait garder les privilèges du régime des capitulations dont avait bénéficié le Monténégro au temps de l'Empire ottoman. C'était dans ce but qu'il finançait des deux écoles.

Considérant que cet acte portait atteinte à la souveraineté de l'État albanais, le Ministère de l'Éducation a suggéré au Ministère des Affaires étrangères de demander au gouvernement yougoslave de renoncer au financement de ces deux écoles. Le Ministère de l'Éducation assumait de s'intéresser à leur bon fonctionnement, tout comme il avait fait pour les écoles des autres minorités⁶³. Au cas contraire, il menaçait de fermer ces écoles.

De son côté, le Ministère de l'Intérieur a lui aussi suggéré au Ministère des Affaires étrangères que l'école orthodoxe de Shkodra, qui était subventionnée par la Serbie et où l'on enseignait uniquement en langue serbe, ne pouvait pas être tolérée dans un pays indépendant, mais seulement dans un État qui avait accepté les capitulations⁶⁴. Il avait préalablement demandé à la Préfecture de Shkodra une information détaillée sur la composition de la population orthodoxe de la ville. Après avoir menée des enquêtes, la Préfecture a informé le Ministère de l'Intérieur que la majorité des orthodoxes qui fréquentaient l'école serbe parlaient en albanais dans leurs familles⁶⁵. La ville de Shkodra comptait 170 familles orthodoxes avec 705 habitants, dont seulement 45 parlaient chez eux en slave et étaient des citoyens yougoslaves⁶⁶.

Le Ministère des Affaires étrangères n'a pas approuvé la conduite proposée par les deux autres ministères et a appelé à agir avec circonspection. Il demandait que cette question soit étudiée du point de vue juridique en tenant compte du fait que, à un moment où

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*, f. 6, le Ministère de l'Intérieur au Ministère des Affaires étrangères, le 26 mars 1922.

⁶⁵ *AQSh*, Fonds MPB, année 1922, dossier 125, f. 32, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 11 avril 1922.

⁶⁶ *AMAE*, année 1922, dossier 164, f. 13, le Ministère de l'Éducation au Ministère des Affaires étrangères, le 23 octobre 1922.

la Yougoslavie avait fait le premier pas en vue de reconnaître l'Albanie, une réponse albanaise par la fermeture de cette école ne serait point raisonnable ni utile⁶⁷. Il suggérait de patienter jusqu'à l'accréditation du représentant yougoslave auprès du gouvernement albanais et d'agir ensuite conformément aux articles de la Déclaration sur les minorités en Albanie.

Dans le village de Vraça, à proximité de Shkodra, il y avait une petite communauté monténégrine qui comptait 151 familles avec 1 855 âmes. À la différence des orthodoxes de la ville de Shkodra, les habitants de Vraça parlaient slave en famille, mais ils maîtrisaient aussi l'albanais.

Le Ministère des Affaires étrangères a entrepris des démarches auprès du gouvernement yougoslave, afin d'obtenir l'arrêt des subventions que ce dernier accordait aux écoles slaves à Shkodra et à Vraça. Étant donné que la Déclaration sur les minorités permettait l'ouverture de ces écoles, il a demandé leur financement par le budget du Ministère de l'Éducation, qui commencerait à couvrir leurs frais à partir du moment où elles seraient remises aux autorités albanaïses⁶⁸.

Le gouvernement yougoslave s'est efforcé de garder le contrôle sur les écoles slaves de cette zone. Afin de consolider sa position par rapport à la question des Monténégrins de Vraça, il a tenté de se servir également de la question encore non résolue de l'Église orthodoxe autocéphale albanaise (ÉOAA).

En janvier 1923, l'évêque serbe Viktor s'est rendu à Shkodra et s'est emparé de l'église de la ville. Cet acte a provoqué la réaction du président du Haut Conseil ecclésiastique, le père Vasil Marko, qui a attiré l'attention au gouvernement d'avoir permis qu'un évêque étranger puisse opérer en Albanie sans l'approbation de l'autorité ecclésiastique albanaise. Il a considéré les agissements de Viktor comme une violation des statuts de l'Église autocéphale albanaise et a

⁶⁷ *Ibid.*, f. 7, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, le 29 mars 1922.

⁶⁸ *Ibid.*, f. 15, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Éducation, le 8 novembre 1922.

exigé son départ immédiat de Shkodra⁶⁹. Le Ministère de l'Intérieur a rassuré le père Marko qu'il avait pris toutes les mesures pour son départ et qu'il s'en tiendrait jusqu'au bout à cette décision. D'autre part, il avait interdit à l'évêque serbe de célébrer des messes à l'église⁷⁰.

Le père Vasil Marko considérait l'arrivée de l'évêque serbe à Shkodra non seulement comme une violation des Statuts de Berat, mais aussi comme un danger et un précédent néfaste pour la politique de l'État albanais et l'attitude de l'ÉOAA à l'égard des minorités. Il craignait que cet acte ne soit accompli en quelque accord avec le Patriarcat d'Istanbul⁷¹. Le préfet de Shkodra soutenait lui aussi l'idée d'un départ immédiat de Viktor. Il estimait que cela calmerait non seulement le chef de l'Église albanaise, mais aussi le peuple de Shkodra ainsi que quelques députés de cette région qui se préparaient à organiser une manifestation de protestation⁷².

Or il y avait aussi une alternative pragmatiste et plus modérée qui n'irriterait pas trop Belgrade : à Viktor on pouvait accorder à titre provisoire et limité un permis de célébrer des messes dans l'église orthodoxe de Shkodra. Cependant, avant que ce permis soit donné, le père Vasil Marko exigeait que l'Église orthodoxe yougoslave reconnaisse officiellement l'Église orthodoxe albanaise et lui présente directement une demande d'autorisation⁷³.

Entre temps, le Ministère des Affaires étrangères a donné à la Légation albanaise à Belgrade l'instruction de traiter la question de l'église serbe à Shkodra avec les autorités yougoslaves. Il donnait la consigne de notifier au métropolite de Église serbe que le caractère autocéphale de Église orthodoxe albanaise avait été reconnu officiellement selon les règlements canoniques en vigueur, aussi Viktor ne pouvait-il être reconnu comme l'évêque de cette église. Il

⁶⁹ *AQSh*, Fonds MPB, année 1923, dossier 257, f. 1-2, le président du Haut Conseil ecclésiastique, Vasil Marko, au Premier Ministre A. Zogu, le 19 janvier 1923.

⁷⁰ *Ibid.*, f. 3, le Ministère de l'Intérieur à Vasil Marko, le 20 janvier 1923.

⁷¹ *Ibid.*, dossier 27, f. 2, le préfet de Shkodra, Suma, au Ministère de l'Intérieur, le 21 janvier 1923.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*, f. 7, le préfet de Shkodra, Suma, au Ministère de l'Intérieur, le 18 janvier 1923.

prescrivait que la même réponse devait être donnée également à Viktor par le président du Conseil ecclésiastique, en lui demandant de se conformer aux règlements canoniques⁷⁴.

Lors de l'entretien que les diplomates albanais en poste à Belgrade ont eu avec le patriarche yougoslave, celui-ci a affirmé, non sans ironie, qu'il trouvait très raisonnable et préférable la proclamation de l'Église orthodoxe autocéphale albanaise et sa reconnaissance de la part du Patriarcat d'Istanbul, conformément aux règlements canoniques. Il a ajouté que les anciens évêques grecs en Albanie avaient été très chauvins⁷⁵.

Cependant, Viktor a continué à intensifier son activité. Il a nommé un secrétaire et un greffier de l'archevêque orthodoxe de Shkodra, ainsi qu'un protopape en la personne de Lazar Metijevec. La Préfecture de Shkodra informait que cet individu était un major des services secrets yougoslaves⁷⁶. De son côté, le ministre de l'Albanie à Belgrade, Ali Kolonja, informait lui aussi que Metijevec, tout comme les autres prêtres serbes, avait servi dans l'armée serbe durant la guerre. Il avait agi dans la région de Shkodra comme officier, mais sous le couvert de la soutane⁷⁷.

Viktor a déclaré que quatre ou cinq autres prêtres viendraient à Shkodra au service de « l'Archevêché » et, comme si cela ne suffisait pas, il gardait une attitude ouvertement hostile à l'égard du statut autocéphale de l'Église orthodoxe albanaise. Il avait transféré en Serbie le prêtre Mihal Striniqi, parce que celui-ci avait accepté d'envoyer deux délégués de Shkodra au Congrès de Berat où a été proclamée l'Église autocéphale albanaise. Viktor le considérait comme un partisan de l'Église albanaise et ne lui faisait pas confiance⁷⁸.

⁷⁴ *Ibid.*, f. 8, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, le 29 janvier 1923.

⁷⁵ *Ibid.*, f. 16, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, le 5 février 1923.

⁷⁶ *Ibid.*, f. 86, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 31 janvier 1923.

⁷⁷ AMAÉ, année 1923, dossier 332, f. 54, le ministre de l'Albanie à Belgrade, Ali Kolonja, au Ministère des Affaires étrangères, le 23 février 1923.

⁷⁸ AQSh, Fonds MPB, année 1923, dossier 27, f. 18, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 13 février 1923.

Viktor a également fait fermer l'église orthodoxe de Shkodra et a interdit au prêtre précédent, Miho Stirkiqi, de célébrer l'office, parce que celui-ci était un prêtre de l'Église autocéphale et était payé par cette dernière⁷⁹.

Ces menées ont irrité le Ministère de l'Intérieur qui a demandé au Conseil des ministres l'autorisation d'expulser immédiatement Viktor. Le Ministère de l'Intérieur a ordonné à la Préfecture de Shkodra d'interdire l'entrée en ville des deux autres prêtres serbes. L'un d'entre eux était le pope Bucina, connu comme un politicien nationaliste serbe⁸⁰.

La situation créée était tellement inquiétante que le Ministère des Affaires étrangères a décidé d'entreprendre de nouveaux pas sur le plan international. Il a prescrit aux autres légations à Paris et à Rome, ainsi qu'au Consulat de Genève de demander aux gouvernements français et italien, tout comme au Secrétariat de la Société des Nations, de conseiller au gouvernement yougoslave une attitude plus modérée et de ne pas insister à soutenir cette activité qui était contraire aux règles canoniques⁸¹. Le Ministère des Affaires étrangères informait ces gouvernements que, immédiatement après la création de l'Église autocéphale albanaise, le Patriarcat serbe de Belgrade avait créé un « évêché » à Shkodra et y avait envoyé un évêque serbe, Viktor. Étant donné que cet acte était une violation des règles canoniques de l'orthodoxie, le chef de l'Église albanaise avait protesté et contrait le gouvernement à ne pas reconnaître « l'évêché » serbe de Shkodra.

Le Gouvernement yougoslave a protesté contre les mesures prises par le gouvernement albanais. Ce dernier a répondu que le droit exclusif de créer des évêchés et de nommer des évêques en Albanie revenait uniquement à l'Église autocéphale albanaise et que le prêtre précédent était le seul qui, après avoir établi des relations directes avec le chef de l'Église albanaise, pouvait continuer à célébrer l'office comme avant. Si le gouvernement albanais n'agissait pas de

⁷⁹ *Ibid.*, f. 38, le commissaire de la police de Shkodra à la Préfecture de Shkodra, le 18 février 1923.

⁸⁰ *Ibid.*, f. 24, 25.

⁸¹ *AMAÉ*, année 1923, dossier 332, f. 28-29, instructions du Ministère des Affaires étrangères adressées aux légations à Paris et à Rome, ainsi qu'au Consulat de Genève, le 24 février 1923.

cette manière, il risquait de créer un fait accompli grave de conséquences pour l'indépendance religieuse du pays⁸².

La Légation albanaise à Rome a traité cette question non officiellement, suivant les instructions reçues du Ministère des Affaires étrangères. Les hauts fonctionnaires de la Farnésine, Gabi et le marquis Durazzo, ont répondu qu'ils examineraient le problème et donneraient une réponse si le gouvernement italien estimait opportune une intervention à Belgrade pour conseiller une attitude modérée au gouvernement yougoslave⁸³.

Le 21 février, le Ministère de l'Intérieur a demandé que des mesures par la voie canonique soient prises parallèlement aux démarches diplomatiques. Le père Vasil Marko devait nommer deux ou trois prêtres à Shkodra, car leur absence encourageait les prêtres serbes⁸⁴. Avec l'approche des Pâques orthodoxes, la Préfecture aussi s'est inquiétée du fait que l'église était gardée fermée par Viktor. Elle demandait l'envoi d'urgence d'un prêtre de la part de l'Église autocéphale albanaise⁸⁵.

Pour parer à toute éventualité, le chef de l'Église albanaise, le père Vasil Marko, a proposé une solution de compromis. Il a informé le préfet de Shkodra que tout ecclésiastique, de n'importe quel niveau, devait s'adresser à l'autorité de l'Église, avec les documents de son ordination. Après avoir obtenu l'approbation du Haut Conseil ecclésiastique, il pourrait ensuite obtenir un permis pour un temps déterminé, à condition d'agir conformément aux lois de l'État albanais et à la loi relative à l'Église orthodoxe autocéphale⁸⁶.

Le Ministère de l'Intérieur a suggéré d'envoyer à Shkodra le pope Jani et un prêtre de Pogradec qui savait dire la messe en slave. Eux aussi y seraient envoyés à titre provisoire et après avoir obtenu le permis de la présidence de l'Église autocéphale. Tandis que Viktor ne

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*, f. 51-52, la Légation albanaise à Rome au Ministère des Affaires étrangères, le 13 mars 1923.

⁸⁴ *AQSh*, Fonds MPB, année 1923, dossier 27, f. 26.

⁸⁵ *Ibid.*, d. 47, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 19 mars 1923.

⁸⁶ *AMAE*, année 1923, dossier 332, f. 105, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 27 mars 1923.

serait autorisé en aucune manière de célébrer l'office⁸⁷. Ces mesures ont été mises en application et l'église orthodoxe de Shkodra a été ouverte le 6 avril avec les cérémonies religieuses de l'occasion. La messe a été célébrée par l'évêque Miho, alors que Viktor n'a pas participé⁸⁸.

Plus tard, le chargé d'affaires de la Yougoslavie a déclaré au Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie que le gouvernement yougoslave considérait l'ouverture de l'église de Shkodra comme un problème purement ecclésiastique et non politique. Il laissait donc entendre que sa solution serait de la compétence exclusive de l'Église orthodoxe serbe et du Haut Conseil ecclésiastique de Korça⁸⁹.

Néanmoins, en même temps, le ministre yougoslave des Affaires étrangères, Ninic, a donné des signaux explicites que cette question serait traitée sans prendre en considération la partie albanaise. Il a déclaré que la question ecclésiastique se posant par suite de la proclamation de l'Église autocéphale albanaise dans ces régions qui avaient été sous la juridiction de l'Évêché de Prizren, Peja et Ohrid serait réglée par une commission spéciale qui était en train de discuter avec le Patriarcat d'Istanbul pour trouver une solution. Cette solution serait facilitée par la diplomatie yougoslave et elle serait suivie d'un accord avec le Patriarcat serbe⁹⁰.

Par la suite, le Ministère de l'Intérieur a informé le Ministère de la Justice qu'il avait été interdit à Viktor d'officier, puisqu'il cherchait à agir à Shkodra en tant qu'évêque local indépendant. Cependant les autorités albanaises avaient décidé d'adopter une attitude modérée et, s'il voulait officier comme un évêque hôte, il ne serait pas empêché de le faire⁹¹. Cette décision a été communiquée également à Viktor par la Préfecture de Shkodra le 3 novembre

⁸⁷ AQSh, Fonds MPB, année 1923, dossier 27, f. 54-55.

⁸⁸ Ibid., f. 67.

⁸⁹ Ibid., f. 76, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, le 12 juin 1923.

⁹⁰ « Deklaratë e Ministrit të Jashtëm Jugosllav për Shqipërinë », *Gazeta e Korçës*, le 12 juin 1923.

⁹¹ AQSh, Fonds MPB, année 1923, dossier 27, f. 90, le Ministère de l'Intérieur au Ministère de la Justice.

1923⁹². Ce dernier n'a pas donné de réponse claire à cette offre, mais a dit qu'il priait « pour le bonheur de l'État albanais »⁹³.

Il était évident que ce changement d'attitude du ministère de l'Intérieur était le résultat de l'intervention de l'archimandrite Visarion qui soulignait que, selon les règlements ecclésiastiques, Viktor avait le droit de prier à l'église pour ses propres besoins. Son empêchement par l'administration était une violation de la liberté religieuse, de la loi et des statuts et portait ainsi atteinte à l'État et à l'Église orthodoxe albanaise, en exposant mal l'État albanais à l'étranger. Il écrivait au ministre de la Justice qu'il s'était formé cette opinion grâce à son long voyage en Yougoslavie et aux entretiens qu'il avait eus avec les hautes autorités ecclésiastiques et politiques du Royaume yougoslave. Aussi demandait-il que Viktor puisse officier chaque fois qu'il voulait, sans se mêler à l'administration ecclésiastique et non en qualité d'évêque de Shkodra, mais seulement en tant que hôte ou ami⁹⁴.

Dans un effort en vue de calmer la situation et d'atténuer la tension avec la partie yougoslave, le gouvernement a fait aussi un autre pas important en faveur des habitants de Vraça. Il a persuadé le grand propriétaire foncier Sulçe bey Bushati à vendre ses terres aux laboureurs de Vraça. Cette douloureuse concession a été acceptée finalement par le propriétaire, parce que le gouvernement a exercé une forte pression sur lui par de longs entretiens où se sont engagés beaucoup d'amis de Sulçe Bey⁹⁵. Le profit des agriculteurs de Vraça était beaucoup plus grand que leurs intérêts en matière d'église.

Malgré cela, Viktor n'a pas renoncé à ses tentatives et le problème ecclésiastique a continué à tourmenter le gouvernement albanais. En avril 1924, le Ministère des Affaires étrangères a attiré l'attention du Ministère de l'Intérieur que l'évêque Viktor était en train d'officier à l'église de Shkodra. Il écrivait avec inquiétude que cela rendait vains les grands efforts faits auprès du gouvernement

⁹² *Ibid.*, f. 85, la Préfecture de Shkodra à l'évêque Viktor, le 3 novembre 1923.

⁹³ *Ibid.*, f. 86, Viktor au préfet de Shkodra.

⁹⁴ *Ibid.*, f. 108-109, l'archimandrite Visarion (député de Durrës) au Ministère de la Justice, le 10 août 1923.

⁹⁵ *Ibid.*, f. 177, le ministre de la Guerre, I. Tatzati, au Conseil des ministres, le 23 mai 1923.

yougoslave et des Grandes Puissances, qui avaient résulté à la solution du problème en faveur de l'Albanie⁹⁶. Dans sa réponse, la Préfecture de Shkodra informait que Viktor avait été autorisé à officier pour satisfaire ses propres besoins personnels religieux en tant que prêtre hôte, sur la base de l'ordre émis par le Ministère de l'Intérieur le 18 octobre 1923⁹⁷.

Alors que la question de l'église était en pleine effervescence, le problème de l'école serbe de Shkodra s'est aussi réouvert en 1924. Le Ministère de l'Éducation a informé le Ministère des Affaires étrangères que cette école n'enseignait pas la langue albanaise, ce qui était contraire aux dispositions de la Déclaration faite par l'Albanie à la Société des Nations⁹⁸. De même, le Ministère de l'Éducation soulignait que la majorité des enfants qui fréquentaient cette école parlaient l'albanais dans leurs familles. Le Ministère des Affaires étrangères a approuvé la demande du Ministère de l'Éducation et a suggéré de procéder à la fermeture de cette école au cas où la langue officielle, l'histoire et la géographie de l'Albanie n'y seraient pas enseignées⁹⁹.

L'école orthodoxe de Shkodra a refusé avec arrogance de se plier à ces obligations légales qui étaient conformes aux traités de la SDN sur la protection des minorités et n'a pas admis l'instituteur désigné pour enseigner la langue albanaise, l'histoire et la géographie de l'Albanie, en prétendant que l'enseignement de ces matières était une compétence de la direction de l'école. En réponse à cette prise de position, la Préfecture de Shkodra a ordonné le 25 septembre 1924 la fermeture de cette école jusqu'à l'admission de l'instituteur et du programme du Ministère de l'Éducation¹⁰⁰.

⁹⁶ *Ibid.*, année 1924, dossier 21, f. 2, le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Intérieur, le 12 avril 1924.

⁹⁷ *Ibid.*, année 1924, dossier 21, f. 3, la Préfecture de Shkodra au Ministère de l'Intérieur, le 18 mai 1924.

⁹⁸ *Ibid.*, dossier 99, f. 3, Ministère de l'Éducation au Ministère des Affaires étrangères, le 18 mars 1924.

⁹⁹ *Ibid.*, f. 1, Ministère des Affaires étrangères au Ministère de l'Éducation, le 18 mars 1924.

¹⁰⁰ *Ibid.*, dossier 685, f. 5-6, le sous-préfet de Shkodra, Mustafa Kruja, au Ministère de l'Intérieur, le 23 septembre 1924.

Hamit KABA

LA POSITION AMÉRICAINE À L'ÉGARD DE L'ALBANIE AUX ANNÉES DE LA RÉSISTANCE (1943-1944)

L'opinion que les Balkans et l'Albanie ne représentaient pas une région particulièrement importante pour les intérêts américains au cours de la Seconde Guerre mondiale est désormais confirmée par plusieurs historiens¹. Or cette vérité est relative, car l'intérêt américain pour les Balkans durant la Seconde Guerre mondiale est allé croissant, notamment après la capitulation de l'Italie à l'automne de l'année 1943. Un autre facteur qui a également influé était aussi la Résistance en Albanie, en Grèce et en Yougoslavie, laquelle s'est intensifiée et a gagné en ampleur, devenant un facteur de poids non seulement pour les peuples concernés, mais aussi pour les grands alliés. Néanmoins, les Balkans sont restés une région non prioritaire pour les objectifs militaires et politiques des États-Unis d'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale, indépendamment de l'envoi de missions militaires américaines en Grèce, en Yougoslavie et en Albanie dans la seconde moitié de l'année 1943. Les objectifs de ces missions et leur rôle au soutien des mouvements de libération n'étaient pas aussi importants que ceux des missions britanniques.

La Tchécoslovaquie et l'Albanie étaient les deux premiers pays d'Europe qui ont été envahis par l'Allemagne et l'Italie et qui ont fait donner l'alarme sur le danger qui menaçait le monde de la part des États totalitaires fascistes. L'acte de l'invasion de l'Albanie par l'Italie de Mussolini n'a été jugé et estimé comme il fallait ni par ses voisins, la Grèce et la Yougoslavie, ni par les grandes démocraties

¹ Geir Lundestad, *The American Non-Policy towards Eastern Europe, 1943-1947. Universalism in an Area not of Essential Interest to the United States*, Tromsø, Universitetsforlaget, 1978, p. 96 ; Roderick Baily, « OSS-SOE Relations, Albania 1943-1944 », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 2, Oxford, 2000, p. 20.

européennes comme la Grande Bretagne et la France². « Le Gouvernement britannique a non seulement fermé les yeux devant la violation flagrante du droit international, mais il s'est aussi efforcé de minimiser aux yeux de la communauté britannique et internationale l'importance de l'anéantissement de son indépendance »³.

Les États-Unis, bien que gardant leur neutralité jusqu'au 7 décembre 1941, au moment de l'attaque de leur base militaire navale de Pearl Harbor de la part du Japon, ont dénoncé l'attaque italienne sur l'Albanie. À travers une déclaration faite le 8 avril 1939 par le Secrétaire d'État Cordell Hull, l'invasion de l'Albanie de la part de l'Italie a été considérée comme un acte violent et un recours à la force qui constituaient une menace pour la paix dans le monde⁴. Les États-Unis ont également entrepris quelques autres démarches auprès de l'Italie fasciste en demandant à Mussolini de retirer ses troupes militaires de l'Albanie.

Cependant, suite à la demande du gouvernement fantoche de l'Albanie et des diplomates du ministère italien des Affaires étrangères de retirer les diplomates américains de l'Albanie du fait de la suppression du Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie et du transfert de ses fonctions au ministère analogue italien, la représentation diplomatique des États-Unis d'Amérique à Tirana a été fermée le 16 septembre 1939. De même a été retiré de Washington Faik Konitza, le représentant de l'Albanie⁵. Cet acte est venu mettre fin aux relations diplomatiques albano-américaines qui n'ont été rétablies que bien des années plus tard, le 15 mars 1991, après la chute du régime communiste en Albanie.

Jusqu'en 1941, à l'exception de l'Albanie, les Balkans ont généralement échappé aux effets directs de la seconde Guerre mondiale. La Guerre italo-grecque durant l'hiver 1940-1941 s'est

² *Foreign Relations of United States* (ci-après *FRUS*), Diplomatic Papers, 1939, Volume II, General, The British Commonwealth and Europe, Washington, 1956, p. 378.

³ Bisser Petrov, « Great Britain and Resistance in Albania, 1943-1944 », *Études balkaniques*, n° 2, Sofia, 2006, p. 88.

⁴ *Peace and War: United States Foreign Policy, 1931-1941*, U.S. Department of State Publication, 1983, p. 454.

⁵ *FRUS*, Diplomatic Papers, 1939, Volume II, The British Commonwealth and Europe, Washington, 1956, pp. 416, 419, 420.

déroulée principalement le long de la frontière albanaise et en territoire albanais. Cependant, les États-Unis ont également dénoncé l'agression italienne contre la Grèce et l'attaque de l'Allemagne sur la Yougoslavie, en donnant aux peuples de ces pays leur soutien ainsi que la promesse de les aider⁶.

Après l'installation des armées alliées anglo-américaines en Afrique du Nord en 1942, le débarquement en Sicile en juin 1943 et leur avancée en Italie du Sud, l'intérêt des États-Unis pour les Balkans et l'Albanie s'est accru. Il faudrait tout de même reconnaître que les Balkans ne sont jamais devenus un objectif principal pour les intérêts américains. La priorité pour les Américains c'était l'Europe centrale, le Pacifique ou encore d'autres régions. La déclaration du Secrétaire d'État Cordell Hull, le 10 décembre 1942⁷, constitue un pas important de la politique américaine à l'égard de l'Albanie. Elle confirmait une nouvelle fois la position du gouvernement des États-Unis consistant à ne pas reconnaître l'occupation italienne du pays, ainsi que sa volonté de rétablir l'indépendance de l'Albanie.

La position américaine était différente de celle de la Grande Bretagne qui, tout en se prononçant en faveur de l'indépendance de l'État albanais, déclarait de l'autre part qu'il laissait ouvert le débat sur la question de ses frontières pour la période de l'après-guerre. À travers cette déclaration, les États-Unis apprécieraient aussi la résistance des Albanais, exprimant le désir du peuple américain de les aider militairement à chasser l'envahisseur de chez eux »⁸.

Pendant l'été et l'automne 1943, les États-Unis ont envoyé en Yougoslavie, en Grèce et en Albanie des missions militaires qui ont contribué à élargir et consolider la résistance des peuples de ces pays ainsi qu'à coordonner leur lutte avec les opérations des Alliés. Il faudrait souligner que le rôle principal dans les Balkans revenait au SOE britannique (*Special Operations Executive*), en raison de ses

⁶ *Peace and War : United States...*, pp. 595, 639 ; President Roosevelt to King George of Greece, December 5, 1940 ; Statement by the Secretary of State on the Invasion of Yugoslavia, April 6, 1941.

⁷ *Archives du Ministère des Affaires étrangères de l'Albanie* (ci-après AMAÉ), année 1944, dossier 17, f. 15 ; Nicolas J. Costa, *Albania : A European Enigma*, collection « East European Monographs », New York, « Columbia University press », 1995, p. 113.

⁸ *Ibid.*

objectifs politiques, qui s'étaient déjà manifestés même avant dans cette région. Le Bureau des services stratégiques (*Office of Strategic Services* – OSS), comme l'écrit Kermit Roosevelt dans la préface de l'ouvrage *The Secret War Report of the OSS*, était dans de nombreux cas étranger à la pensée et à l'expérience américaine, voire même à l'instinct américain. Ses objectifs consistaient à faire de la propagande, à recueillir et analyser des informations et, dans certains cas précis, à mener une guerre peu orthodoxe comprenant aussi les sabotages, la lutte psychologique, les opérations de guérilla et le soutien clandestin des groupes de la Résistance⁹.

Pour diverses raisons, les écrits sur le rôle des missions américaines dépendant de l'OSS au cours de la Seconde Guerre mondiale dans les Balkans sont rares¹⁰, mais ils le sont encore davantage à propos de l'Albanie. Ce n'est que ces dernières années que deux ouvrages ont vu le jour, un de Peter Lukas¹¹ et un autre d'Agnes Jensen Mangerich¹².

Peter Lukas nous fait connaître l'activité des membres de la mission américaine en Albanie, leurs biographies et leurs contacts avec d'importantes personnalités albanaises de l'époque.

Le second ouvrage est écrit par une infirmière américaine qui a passé en Albanie une partie du rude hiver 1943-1944, avec un groupe d'infirmières et de militaires américains dont l'avion a dû faire un atterrissage forcé par suite d'une panne. À travers son livre, elle fournit des données intéressantes sur l'hospitalité des gens simples et leur résistance dans les circonstances difficiles de la désolation du pays et de l'âpreté de l'hiver.

Toutefois, le présent article puise dans de nombreux documents inédits retrouvés dans les archives américaines (le fonds de l'*Office of Strategic Services* – OSS) et albanaises, ainsi que dans

⁹ Anthony Cave Brown, *The Secret War Report of the OSS*, New York, 1976, p. 35.

¹⁰ Sur l'activité de l'OSS en Yougoslavie, il est intéressant de consulter l'ouvrage de l'Américain Franklin Lindsay, *Beacons in the Night, With the OSS and Tito's Partisans in Wartime Yugoslavia*, Stanford, California, Stanford University Press, 1993.

¹¹ Peter Lukas, *The OSS in World War II – Albania, Covert Operations and Collaboration with Communist Partisans*, North Carolina, USA, 2007.

¹² Agnes Jensen Mangerich, *Albanian Escape. The True Story of U.S. Army Nurses Behind Enemy Lines*, USA, 2006.

des documents américains déjà publiés (*Foreign Relations of United States – FRUS*) qui contiennent des témoignages importants sur la politique américaine à l'égard de l'Albanie et sur l'activité de ces missions militaires au cours de la Seconde Guerre mondiale en Albanie.

La contribution des États-Unis en Albanie s'est matérialisée en novembre 1943 par l'envoi de la mission militaire qui, parallèlement aux missions britanniques, a aidé activement la lutte du peuple albanais contre l'occupant allemand et a favorisé dans une certaine mesure son affirmation sur le plan international.

Pour des raisons déjà connues, le régime communiste qui s'est instauré en Albanie après la guerre n'était pas intéressé à apprécier et à mettre en évidence le rôle des missions américaines au cours de la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, Enver Hoxha a minimisé, décrié et mal interprété dans ses mémoires¹³ le rôle de la mission militaire américaine en Albanie et, en particulier, celui de son responsable principal, l'officier américain d'origine albanaise Tom Stefan, qui était attaché pendant la guerre auprès de l'État-major général de l'Armée de libération nationale albanaise et d'Enver Hoxha lui-même. Les documents de l'époque révèlent que la cohabitation entre Enver Hoxha et Tom Stefan a été on ne peut plus normale. La rupture de l'après-guerre et la mentalité de la Guerre froide ont, semble-t-il, joué leur rôle même dans ce cas-là.

Néanmoins, les masses populaires et une partie de l'intelligentsia albanaise ont gardé des considérations positives et des sentiments de reconnaissance envers la mission américaine en Albanie, envers les États-Unis et l'assistance qu'ils ont apportée au pays à un moment extrêmement difficile.

Pour connaître « l'autre histoire », celle qui n'est pas affectée par les interprétations de l'après-guerre, il faut s'adresser en particulier aux documents d'archives qui ont conservé la version « classée » des événements du passé et qui sont désormais presque entièrement accessibles aussi bien dans les pays de l'Est qu'en Occident.

¹³ Enver Hoxha, *Les menées anglo-américaines en Albanie. Mémoires*, Tirana, 1982, p. 336-338.

La mission américaine en Albanie, 1943-1944

Les missions américaines de l'OSS en Yougoslavie, en Grèce et en Albanie ont été rendues possibles par les accords passés entre les hautes directions de l'OSS et du SOE britannique en juin 1942 et en août 1943¹⁴.

Jusqu'à l'automne 1943, le rôle dirigeant reviendrait au SOE britannique, mais, à partir du mois d'octobre 1944, les missions américaines seraient plus indépendantes dans leur activité.

L'arrivée de la première mission américaine en Albanie a été précédée d'une étude de presque 200 pages rédigée sur ce pays par le capitaine David De-Bardeleben, le chef du Groupe de Planification de l'OSS.

À la différence de ses deux pays voisins, dont les gouvernements avaient été reconnus par les trois grands alliés, l'Albanie n'avait pas de gouvernement reconnu et, par-dessus tout, elle ne faisait pas partie de la liste de pays bénéficiant du programme « Lend-Lease » signé par le Président Roosevelt, pour profiter du soutien et des aides de la part des États-Unis¹⁵. D'autre part, l'Albanie n'était pas considérée comme un pays vital pour les intérêts américains¹⁶.

Cet obstacle a néanmoins été surmonté grâce à l'argument que le gouvernement américain n'avait pas reconnu l'occupation italienne de l'Albanie et que cette dernière avait une valeur stratégique particulière et était considérée comme une clé de l'Adriatique.

¹⁴ *National Archives and Record Administration (NARA) of United States*, RG 226, Entry 99, Year 1943, p. 1-23.

¹⁵ « Lend-Lease » (Prêt-Bail) était le nom du programme approuvé par le Congrès américain le 11 mars 1941, autorisant le Président des États-Unis à « vendre, céder, louer ou doter par d'autres moyens » tout matériel de défense, afin de fournir de l'assistance aux pays amis qui contribuaient à la guerre contre les puissances de l'Axe. Le programme a été mis en application dix-huit mois après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce cadre, le Congrès a approuvé un montant de 50 milliards de dollars, qui irait en faveur de trente-huit pays du monde et en particulier de la Grande Bretagne, qui en a profité en priorité (environ 31 milliards de dollars).

¹⁶ Robert T. Brewer, « Albania: New Aspects, Old Documents », in *East European Quarterly*, 26, nr. 1 (March 1992), p. 36.

Le projet de l'Albanie a été approuvé par le général Donovan, le directeur de l'OSS. Le programme de l'OSS relatif à l'Albanie prévoyait des tâches consistant à couper les lignes de communication allemandes, à approvisionner les groupes de guérilla, à porter atteinte au moral des quislings, à détruire les entrepôts d'approvisionnement des Allemands, etc. L'étude comprenait également un rapport important concernant les groupements politiques dans le pays. Toutefois, ne faisant pas partie de la liste de « Lend-Lease », l'Albanie ne pouvait pas bénéficier d'approvisionnements en armements lourds, comme des bâtiments de guerre, de l'artillerie, etc.

L'approbation du plan sur l'Albanie n'était que le premier pas. Elle a marqué le début des préparatifs et des efforts en vue de recruter le personnel de l'OSS pour l'Albanie. Les premières démarches ont commencé au bureau de l'OSS à Istanbul, mais elles n'ont pas donné de résultat, bien que la personne chargée de cette tâche soit Harry Fultz, un des meilleurs connaisseurs de l'Albanie et des Albanais. Par la suite, on a opéré à travers le bureau du Caire. L'officier de l'OSS Dale McAdoo a été chargé de s'occuper du recrutement du personnel de la mission de l'OSS pour l'Albanie.

Contrairement aux espoirs, la réalité a montré que les efforts en vue de créer l'équipe de l'OSS pour l'Albanie avaient marqué le pas et le travail avançait comme un escargot. « Les Albanais, rapportait McAdoo, ne faisaient simplement pas confiance aux Britanniques et ils avaient du mal à comprendre pourquoi le Gouvernement ou le Comité albanais créé en émigration n'étaient pas reconnus par les Alliés, ni pourquoi ils n'étaient pas admis aux Nations unies »¹⁷. Les Albanais se sentaient menacés du danger de morcellement de leur pays de la part de la Grèce, sponsorisée par la Grande Bretagne.

Les premiers membres de la mission de l'OSS en Albanie ont débarqué le 17 novembre 1943 à Karaburun de Vlora sous le nom de code « Eric » et ils sont restés pour une période de presque six mois dans la zone contrôlée par le *Balli Kombëtar* (le Front national). Une autre mission américaine arriverait en Albanie en mars 1944, faisant ainsi grossir le nombre des Américains de l'OSS dans le pays.

¹⁷ *Ibid.*, p. 40.

Le 13 mars 1944 est arrivé en Albanie le lieutenant et ensuite capitaine de l'armée américaine Thomas Stefan, d'origine albanaise, qui a été attaché durant l'été 1944 auprès de l'État-major général de l'Armée de libération nationale. Thomas Stefan est resté pendant une longue période près d'Enver Hoxha¹⁸.

La deuxième mission, codée « Besa », s'est établie auprès des forces militaires du Mouvement de libération nationale, où elle s'est répandue aussi auprès de quelques divisions et détachements de partisans. Des membres de la mission américaine du temps de la guerre, y compris Thomas Stefan, sont restés en Albanie jusqu'au 29 septembre 1945 et, à la veille de leur départ, certains d'entre eux ont été décorés par le gouvernement albanais¹⁹.

Les missions américaines gardaient des contacts avec le bureau de l'OSS à Bari, présidé par Harry Fultz. Ce dernier communiquait avec le représentant politique des États-Unis auprès de l'État-major allié de la Méditerranée, Robert Murphy et ensuite avec son adjoint, Alexander Kirk, alors que ces derniers communiquaient avec le bureau pour l'Albanie à Washington, dirigé par Earl Brennan. Les informations étaient transmises au Département d'État, au Ministère de la Guerre et, dans certains cas, au Président Roosevelt en personne.

Les informations en provenance du terrain étaient traitées par le Bureau de Recherche et d'Analyse qui comptait dans ses rangs des chercheurs talentueux. Le cycle était clos par les décisions et les directives émises par le Département d'État et le Directeur général de l'OSS, le général Donovan.

¹⁸ Dans son livre *Les menées anglo-américaines en Albanie*, Enver Hoxha écrit avec dédain à propos de Thomas Stefan, même si durant la guerre il avait entretenu avec lui des relations meilleures qu'avec tout autre officier allié anglo-américain.

¹⁹ *Bashkimi*, le 29 septembre 1945. À la cérémonie organisée à l'hôtel Dajti en l'honneur de la mission militaire américaine qui quittait l'Albanie, plusieurs de ses membres, comme le capitaine Thomas Stefan, le lieutenant John O'Keefe, le lieutenant Nick Kooky et le caporal George Routis, ont été décorés. Parmi les derniers à partir, il y avait aussi le professeur de l'École normale d'Elbasan, Stefan Peters, qui a travaillé après la guerre au Département d'État et a préparé quelques études importantes sur l'Albanie. L'OSS a été supprimé en octobre 1945 et sa place serait occupée en 1947 par la CIA, Central Intelligence Agency.

L'OSS ne dépendait pas du Département d'État de la même manière que son analogue britannique SOE du Foreign Office. De toute façon, un aperçu de la documentation de l'OSS conduit à la conclusion que celui-ci était un organisme de renseignements militaires et que la grande politique était définie par le Département d'État et par le Président.

À la fin de la guerre, la mission de l'OSS en Albanie a été réduite numériquement et dans le pays il en restait seulement une partie, chargée surtout d'envoyer des informations de toutes sortes. Une des premières actions de la mission américaine en Albanie a été celle consistant à retrouver et à faire rentrer en Italie une équipe composée d'une trentaine de personnes, dont quatorze infirmières, qui avait été à bord d'un avion contraint à un atterrissage forcé à proximité de Berat en novembre 1943. À cette fin, l'OSS a chargé le capitaine Lloyd Smith qui, en collaboration avec les missions américaine et britannique, a pu assurer leur retour en Italie dans une période de deux mois²⁰.

La Déclaration américaine de décembre 1942 serait suivie par d'autres déclarations plus fréquentes en 1944, où l'on estimait la Résistance du peuple albanais et la reconnaissance de son indépendance. De telles déclarations ont été faites le 7 avril²¹, le 2 juin et le 28 novembre 1944.

D'ailleurs, le 1^{er} janvier 1945, un hommage à la résistance des Albanais et au rétablissement de l'indépendance de l'Albanie est venu de la part de Claude Pepper, sénateur de la Floride et membre du Comité aux Affaires étrangères au Sénat américain²², le même qui allait présenter au Sénat en juillet 1946 un projet de résolution sur la modification des frontières de l'Albanie en faveur de la Grèce, lequel a été approuvé à l'unanimité.

Les documents en provenance des archives américaines et, dans une moindre mesure, de celles albanaises, fournissent des considérations importantes sur le niveau de la résistance albanaise en général, comparée aux résistances en Grèce et en Yougoslavie, sur le

²⁰ NARA, RG 226, Entry 154, Rapport du capitaine Smith au colonel West, le 9 janvier 1944 ; A. Mangerich, *op. cit.*

²¹ AMAE, année 1944, dossier 19, f. 2.

²² *Ibid.*, f. 1.

degré d'engagement concret des différentes forces politiques et militaires en Albanie, sur l'attitude du Département d'État et du Président des États-Unis, d'une part, à l'égard du gouvernement en exil de Zogu et, de l'autre part, à l'égard du gouvernement du Front de libération nationale, sur le rôle des personnalités connues en Albanie au cours de la Seconde Guerre mondiale, sur le conflit civil en Albanie, les motifs et les raisons qui ont inspiré les forces confrontées, sur la tendance communiste de la direction de la Lutte de libération nationale, sur les conceptions et les attitudes adoptées à l'égard de la question du Kosovo, etc.

Les documents américains, parallèlement à ceux albanais et britanniques, permettent de se faire une idée claire de ce qui s'est produit en réalité en Albanie pendant la Seconde Guerre mondiale²³.

De leur côté, les documents albanais donnent une idée claire sur l'attitude des différentes forces politiques et militaires albanaises à l'égard des grands alliés, sur la perception d'un débarquement éventuel des Alliés anglo-américains dans les Balkans et en Albanie, sur les jugements concernant l'assistance apportée par les Alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale, sur la crainte permanente des nationalistes et des communistes que la Grande Bretagne soutiendrait à l'issue de la guerre les prétentions grecques en Albanie, sur leurs demandes constantes de reconnaître l'Albanie comme un pays allié et de l'associer à l'Organisation des Nations unies en cours de création, etc.

²³ Les livres de mémoires écrits par des membres des missions britanniques présentes en Albanie au cours de la Seconde Guerre mondiale, traduits presque dans leur totalité en langue albanaise, tout comme l'ouvrage de l'Américain Peter Lukas, ont des valeurs considérables. Or, dans les circonstances actuelles, lorsque les archives diplomatiques et militaires sont ouvertes non seulement aux États-Unis et en Grande Bretagne, mais aussi en Albanie, les informations fournies par celles-ci sont plus pertinentes, car elles proviennent de sources de première main et ont été écrites à l'époque des événements. Elles sont par conséquent « non contaminées » par la patine du temps et les interprétations chargées des mentalités de la Guerre froide. Ces considérations sont d'autant plus valables lorsqu'il est question des mémoires d'Enver Hoxha, écrites bien longtemps après les événements et n'apportant que son propre témoignage à lui.

L'Albanie : un allié oublié

Faute de pouvoir aborder toutes ces questions dans l'espace d'un seul article, nous allons nous arrêter seulement sur deux questions : premièrement, quelle était la position américaine à l'égard du statut de l'Albanie au cours de la Seconde Guerre mondiale ? A-t-elle été considérée juridiquement comme une nation alliée où s'est-on juste borné à reconnaître la Résistance albanaise ? Deuxièmement, quelle attitude a adopté le gouvernement à l'égard du gouvernement en exil de Zogu ou encore à l'égard des gouvernements du Front de libération nationale issus du Congrès de Përmet et de la Réunion de Berat d'octobre 1944 ?

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi après, chez les Albanais en général tout comme parmi les chercheurs, qu'ils soient albanais ou étrangers, on a vu dominer l'idée que l'Albanie a été en réalité un pays allié, bien qu'elle n'ait signé aucun document à ce sujet et n'ait pas de gouvernement reconnu par les grands alliés.

Cette opinion s'est formée sur la base de la lutte commune menée par le peuple albanais contre les occupants italiens et allemands, des considérations exprimées constamment par les grands alliés, de la présence et de l'assistance accordée par les missions anglo-américaines en Albanie au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Sur cette question, les principales forces politiques et militaires dans le pays partageaient la même opinion, indépendamment du fait qu'elles appartenaient au Front antifasciste de libération nationale, à l'organisation de la Légalité ou au *Balli Kombëtar*. Tout le monde considérait que l'Albanie a indiscutablement fait partie de la famille des nations alliées²⁴ et demandait qu'elle devienne membre des Nations unies avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le mémoire que Mit'hat Frashëri adressait à la mission américaine de l'OSS en Albanie le 15 juillet 1944 au nom du Comité Central du *Balli Kombëtar* soulignait : « L'Albanie n'est pas

²⁴ NARA, RG 226, Entry 154, le 18 mai 1944, Mémoire du Mouvement de la Légalité aux Gouvernements de la Grande Bretagne et des États-Unis d'Amérique sur l'Albanie, p. 4.

reconnue officiellement comme membre des Nations unies, bien qu'elle soit en réalité un pays allié, comme le témoigne sa résistance et sa lutte contre l'occupant. La reconnaissance officielle mettrait l'Albanie dans une position plus sûre et à l'abri du danger dans l'avenir et rendrait possible que le peuple albanais n'épargne rien afin d'apporter sa modeste contribution à la cause commune »²⁵.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'Albanie ne s'est pas vu reconnaître de la part des grands alliés le statut de « nation alliée », d'« allié associé » ou de « puissance associée », comme la plupart des pays qui avaient été membres de la Société des Nations. Elle a été reconnue comme une « puissance associée » seulement lors des travaux de la Conférence de la Paix à Paris, en 1946.

Pourtant, indépendamment des considérations juridiques des puissances alliées, le gouvernement albanais a été invité, bien qu'avec du retard, même à la Conférence de Paris sur les réparations de guerre dues par l'Allemagne, en novembre-décembre 1945.

La participation de l'Albanie aux deux conférences tenues à Paris en 1945 et 1946, sans avoir le statut de nation alliée ou d'allié associé, signifiait en réalité admettre que l'Albanie n'était pas un pays vaincu.

Cependant, l'absence d'un statut reconnu a été mise à profit par le gouvernement grec pour la considérer comme un pays vaincu qui devait se soumettre aux règles réservées aux pays qui avaient perdu la guerre.

Si le fait que l'Albanie avait profité de réparations de la part des deux pays vaincus, l'Allemagne et l'Italie, prouvait qu'elle n'était pas un pays vaincu durant la Seconde Guerre mondiale, juridiquement elle n'était pas non plus un pays vainqueur. Cette réalité est affirmée également par l'historien américain d'origine albanaise Nicolas Costa, lorsqu'il écrit : « L'Albanie ne s'est jamais vu garantir le statut d'allié ou d'allié associé »²⁶.

Malgré la perception des Albanais, selon laquelle leur lutte faisait partie de la grande Résistance des nations alliées contre les puissances de l'Axe, il faut reconnaître que ce pays n'a pas pu

²⁵ *Ibid.*, RG 226, Entry 154, Mémoire de Mit'hat Frashëri adressé à Fultz le 15 juillet 1944 au nom du Comité Central du *Balli Kombëtar*.

²⁶ Nicolas J. Costa, *op. cit.*, p. 113.

s'assurer au cours de la Seconde Guerre mondiale le statut en question.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés n'ont reconnu ni le gouvernement en exil de Zogu ni les gouvernements du Front de libération nationale issus du Congrès de Përmet et de la Réunion de Berat. Par conséquent, l'Albanie n'a pas été invitée à participer à quelques grands événements de la Seconde Guerre mondiale. Elle n'a pas pu signer la Déclaration des Nations unies ni le 1^{er} janvier 1942, comme l'ont fait vingt-sept autres pays du monde, ni plus tard quand dix-neuf autres pays se sont joints aux premiers.

L'Albanie n'a pas pu déclarer « la guerre à l'Allemagne » antérieurement au 1^{er} mars 1945, comme certains autres pays notamment d'Amérique Latine. Bien qu'elle ait été un des quarante-cinq pays membres de la Société des Nations, il n'a même pas été envisagé qu'elle participe à la réunion constituante des Nations unies qui serait tenue en mars 1945 à San Francisco.

La conférence de Dumbarton Oaks (du 21 août au 7 octobre 1944), qui a préparé le terrain à la fondation des Nations unies, a discuté aussi de leurs membres et des conditions qu'ils devaient remplir pour assister à la réunion constituante qui serait tenue à San Francisco. À cette fin, le Groupe de rédaction conjoint, où étaient représentés les États-Unis, la Chine et la Grande Bretagne, a tenu une rencontre spéciale pour discuter des membres qui feraient partie des Nations unies. Cette troïka a décidé de ne pas admettre aux Nations unies tous les pays qui avaient été membres de la Société des Nations. Seulement vingt-neuf sur quarante-cinq anciens membres de la SDN seraient invités.

Classée parmi les neuf pays qui ne seraient pas admis aux Nations unies, l'Albanie n'était considérée ni comme partie des Nations unies ni comme nation associée²⁷. Elle a été placée dans un groupe avec l'Afghanistan, l'Argentine, le Danemark, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie. Cependant, trois de ces pays (l'Argentine, le Danemark et la Turquie) ont pris part à la réunion constituante des Nations unies à San Francisco²⁸.

²⁷ *FRUS*, Diplomatic Papers, 1944, Volume I, Washington, 1966, p. 885-888.

²⁸ *The 1992 Almanac*, Boston, 1992, p. 287-289.

L'Albanie, semble-t-il, n'avait pas rempli une des conditions fondamentales d'admission, celle d'avoir déclaré la guerre à l'Allemagne avant le 1^{er} mars 1945.

Néanmoins, en plus de cette défaillance par rapport au cadre juridique, à la non-invitation des représentants de l'Albanie à la conférence de San Francisco ont probablement influé aussi d'autres facteurs encore : la non-reconnaissance d'un gouvernement de la part des grands alliés, leur faible intérêt à l'Albanie et à la question albanaise, les intérêts majeurs que représentaient les voisins grec et yougoslave, le manque de cohésion des forces internes dans le pays et, en général, l'image internationale médiocre de l'Albanie.

Les grands alliés et leurs gouvernements (les États-Unis, la Grande Bretagne et l'Union soviétique) n'ont pas reconnu le gouvernement en exil de Zogu, ni toute suite après son départ d'Albanie ni plus tard, indépendamment des demandes formulées à cet égard par le gouvernement en exil, les organisations des Albanais aux États-Unis, d'éminentes personnalités politiques ou religieuses de l'émigration albanaise, telles que Fan Noli, Mehmet Konitza, etc²⁹. Des demandes de reconnaissance et d'inclure l'Albanie aux Nations unies ont été envoyées même depuis l'Albanie.

Les demandes réitérées des Albanais et l'intérêt que le gouvernement américain a porté aux développements albanais, notamment en 1944, ont éveillé l'attention du Président Roosevelt qui, le 26 mai 1944, a demandé des explications au Secrétaire d'État adjoint, Dean G. Acheson, pourquoi l'Albanie n'avait pas été invitée à la Conférence pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies, tenue à Hot Springs en Virginie en 1943, et pourquoi il n'était pas prévu de l'inviter non plus à la future conférence des 44 nations, qui serait tenue du 1^{er} au 15 juillet 1944 à Breton Woods des États-Unis d'Amérique.

Dans un mémorandum adressé au Président le 27 mai 1944 à ce sujet, le Secrétaire d'État Cordell Hull écrivait³⁰ : « Depuis l'occupation italienne de l'Albanie, en dehors de l'Albanie il n'y a eu

²⁹ *NARA*, RG 226, Alexander Kirk to Secretary of State, April 18, 1944 ; *ibid.*, Chicago, le 6 juin 1944.

³⁰ *FRUS*, Diplomatic Papers 1944, Volume III, *The British Commonwealth and Europe*, Washington, 1965, p. 271-272.

aucune autorité suffisante capable de présenter une prétention substantielle, de représenter les forces de résistance dans le pays ou d'unifier les groupes albanais à l'étranger. Après l'occupation italienne, le gouvernement du roi Zog a été défait, Zogu lui-même s'est définitivement assuré un permis de séjour en Angleterre, en qualité de personne illustre privée. Le gouvernement américain n'a jamais mis terme à ses rapports avec le roi Zog, mais notre ministre à Tirana a reçu des instructions de quitter l'Albanie alors que la légation albanaise à Washington a été fermée à la fin du printemps de l'année 1939. Après cela, le dernier gouvernement doit être considéré au moins comme suspendu et les querelles intestines ont empêché les autres émigrés de former quelque groupe de caractère représentatif. Malheureusement, une telle absence d'unité existe aussi au sein des patriotes se trouvant dans le pays. Par conséquent, à l'heure actuelle il n'y a personne qui soit invité à une conférence internationale, sans préjuger les futures institutions politiques du pays ».

Les documents américains prouvent que, durant l'année 1944, les demandes de reconnaître le gouvernement de Zogu sont devenues plus fréquentes à l'extérieur de l'Albanie, alors que son autorité était en chute dans le pays.

Le gouvernement américain s'en tenait à la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et estimait que les grands problèmes devaient être réglés dans la période après la guerre. Cependant, le gouvernement américain n'était pas d'accord avec la décision du Congrès de Përmet qui interdisait le retour du roi Zog en Albanie. Quant à la forme de gouvernement, cette question serait résolue après la guerre.

Le gouvernement américain n'a pas pour autant renoncé à la carte Zogu, mais l'a gardée en réserve, pour la réactiver éventuellement dans l'avenir, puisqu'il ne voyait pas beaucoup de chances pour le gouvernement communiste albanais.

Entre temps, les gouvernements des États-Unis et de la Grande Bretagne avaient reconnu les gouvernements yougoslave et grec en exil, lesquels ont pu signer des documents importants pour le sort des pays qu'ils représentaient, tels que la Charte de l'Atlantique, la Déclaration des Nations unies, l'Accord sur la création des Nations unies, signé par les représentants de 39 pays, et ainsi de suite. Alors

que l'Albanie n'a pas pu se représenter aux grands événements de la Seconde Guerre mondiale, en portant ainsi atteinte à sa propre image internationale et tout d'abord aux intérêts nationaux du peuple albanais.

L'image internationale de l'Albanie était faible et elle est restée ainsi même pendant le gouvernement communiste. La division dans le pays et à l'étranger, les propos calomnieux et malveillants l'un contre l'autre, tenus auprès des gouvernements et des hauts dirigeants des pays alliés, étaient une méthode préférée pour bon nombre d'Albanais, y compris certaines des figures les plus éminentes de l'époque.

Le gouvernement américain répondrait négativement à la demande du Front de libération nationale de reconnaître officiellement le gouvernement issu du Congrès de Përmet, car, selon lui, ce gouvernement était loin de représenter tous les Albanais, que ce soit verticalement ou horizontalement. Son autorité s'étendait principalement dans les zones du Sud et en Albanie Centrale. Les Américains se gardaient de se prononcer au soutien d'un des groupes rivaux dans le pays, étant donné que cela influencerait sur l'avenir politique du pays³¹.

La politique américaine était fondée sur des considérations de nature militaire et elle s'en est tenue à ce critère presque jusqu'à la fin de la guerre. Les Américains ont aussi pris connaissance de la nouvelle directive du Ministère des Affaires étrangères de la Grande Bretagne au sujet de l'Albanie en septembre 1944, qui considérait que des pays comme l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie étaient poussées vers l'orbite soviétique. Leurs gouvernements, contrairement aux intérêts britanniques, sympathisaient avec la Russie soviétique.

Dans ces circonstances, on proposait de se retirer du soutien pour Abaz Kupi et les nationalistes et d'inviter Enver Hoxha à des pourparlers avec le général Wilson à Bari³². Hoxha serait invité afin de le faire adopter une attitude plus modérée à l'égard des éléments nationalistes et élargir la base de sa coalition.

³¹ *Ibid.*, p. 277, Kirk au Secrétaire d'État, le 16 septembre 1944.

³² *Ibid.*, p. 281, Alexander Kirk (conseiller politique des États-Unis à l'État-major des forces alliées) au Secrétaire d'État, le 8 octobre 1944.

Cependant le doute que le gouvernement puisse se révéler incapable persistait et c'est pourquoi que l'on gardait en réserve la figure du roi Zog.

Jusqu'en septembre 1944, les Américains soutenaient l'alternative de l'union de tous les groupes albanais de la Résistance pour la libération de leur pays, en suivant dans les grandes lignes la ligne proposée par les Britanniques. Pourtant, suivant les conseils du Secrétaire d'État, les Américains ne devaient pas rehausser l'image des Britanniques en Albanie en se servant du prestige des Américains dans le pays.

Il semble que l'intérêt des Américains pour les Balkans s'est accru pendant l'été et l'automne 1944 et ils ont cherché à mettre en œuvre leur idée, afin de ne pas rester de simples observateurs des événements³³.

Malgré l'insistance des représentants de l'État-major général de l'Armée de libération nationale (ALN) lors de la rencontre de Bari en juillet-août 1944, le gouvernement du Front de libération nationale n'a été reconnu ni par les Américains ni par les Britanniques. À ce moment-là, les Alliés ont simplement reconnu l'État-major général de l'ALN, en tant qu'un organisme militaire et non politique, et ont promis de l'aider à améliorer son efficacité au combat.

C'est à cet objectif qu'ont servi la nomination d'Alan Palmer comme officier de liaison du Commandement allié auprès de l'État-major général de l'ALN et l'envoi de Kadri Hoxha à Bari en tant que représentant militaire de l'État-major général de l'ALN.

Parallèlement, les Alliés ont augmenté le nombre du personnel de leurs missions auprès de l'État-major et des grandes unités militaires de l'ALN. Pour leur part, les Américains ont augmenté le nombre du personnel de l'OSS dans le pays et ont chargé le lieutenant Stefan du rôle de l'officier de liaison pour l'Albanie méridionale et centrale auprès de l'État-major.

L'accord signé à Bari en août 1944 a reconnu l'Armée de libération nationale comme la seule force organisée en Albanie qui se battait contre les Allemands. Mis à part le caractère limité de représentation du gouvernement issu du Congrès de Përmet ou de la

³³ *Ibid.*, p. 275-276. Notification du Secrétaire d'État au consul général des États-Unis d'Amérique à Naples (Brandt), le 20 juillet 1944.

réunion de Berat, tout comme dans le cas de Zogu, le gouvernement américain ne voulait pas préjuger les développements politiques futurs dans le pays³⁴.

L'arrivée des missions militaires de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, en août-septembre 1944, a accentué la couleur politique de gauche de la direction du Mouvement de libération nationale albanais.

Bien que se limitant à un simple rôle de renseignement, sans aucun engagement militaire concret dans le pays, la mission soviétique a été accueillie beaucoup plus chaleureusement que les missions alliées venant des démocraties occidentales.

Cependant, conscients de la fin prochaine de la guerre et des chances de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement du Front de libération nationale, les Américains ont chargé le 15 octobre 1944 le capitaine Stefan de faire savoir à Hoxha que, après le départ des Allemands, le gouvernement américain enverrait en Albanie une nouvelle mission, pour étudier la situation dans le pays et décider des pas futurs en vue d'une reconnaissance³⁵.

Il faut rappeler que, mis déjà au courant par la mission de l'OSS de l'idée de l'arrivée d'une autre mission des États-Unis en Albanie, Enver Hoxha avait fait savoir au lieutenant Stefan que lui et son État-major ne souhaitaient pas que dans sa composition il y ait des citoyens américains nés en Albanie. En commentant l'opinion de Hoxha, Stefan écrivait : « il paraît impossible pour quelqu'un qui est né en Albanie de ne pas être politiquement une brebis galeuse »³⁶. Sur cette question, les États-Unis avaient eu des consultations avec les gouvernements de la Grande Bretagne et de l'URSS.

Dans les circonstances où la guerre allait prendre fin et où il s'agissait de l'avenir politique de l'Albanie, le Secteur des questions d'Europe du Sud-Est près le Département d'État a présenté le 7

³⁴ NARA, Hull to Murphy, July 17, 1944 ; Murphy to Secretary of State, August 12, 1944.

³⁵ *Archives centrales d'État de la République d'Albanie* (ci-après AQSH), Fonds 41, année 1944, dossier 146, le 15 octobre 1944.

³⁶ NARA, RG 226, September 14, 1944.

octobre 1944 une étude sur le problème de la reconnaissance du gouvernement albanais³⁷.

L'étude commençait par le dilemme qui avait inquiété le Département d'État au cours des derniers mois, à savoir s'il devait reconnaître le gouvernement du Front de libération nationale ou bien le Comité national ou le gouvernement en exil (autrement dit, le gouvernement de Zogu). Le document soulignait encore une fois que la politique américaine avait eu comme objectif d'encourager l'unité dans le pays et de mettre en application les principes de la Charte de l'Atlantique.

La reconnaissance du gouvernement du Front de libération nationale avait été recommandée au gouvernement américain par quelques dirigeants de l'OSS en Albanie, par les organisations *Vatra* (« Le Foyer ») et *Shqipëria e Lirë* (« L'Albanie Libre ») aux États-Unis, ainsi que par le Congrès de Përmet.

Sur le terrain, en Albanie, les missions soviétique, yougoslave et britannique venaient de réserver l'accord de leur soutien seulement au Mouvement de libération nationale.

Dans ces circonstances, l'étude mentionnait seize arguments contre la reconnaissance et vingt arguments en son faveur. Parmi les arguments contre cette reconnaissance, on mentionnait que les États-Unis s'en étaient tenus jusqu'à ce moment-là au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Albanais, que reconnaître le gouvernement du Front signifiait s'ingérer dans les affaires intérieures, que le Front de libération nationale était essentiellement une organisation communiste, qu'il ne représentait qu'une partie des Albanais, que sa direction comptait peu de figures illustres, que cela provoquerait des fractures politiques encore plus profondes dans tout le pays, que la reconnaissance du gouvernement de Hoxha briserait entièrement tout espoir de retour de Zogu, que Hoxha représentait une clique dirigeante qui n'était pas fiable pour les Américains et les Britanniques, etc.

Cependant, il y avait aussi bien des arguments en faveur de la reconnaissance : le Front de libération nationale opposait une résistance effective aux Allemands et méritait une certaine

³⁷ *Ibid.*, M 1211, Roll 16, le problème de la reconnaissance albanaise, le 7 octobre 1944.

reconnaissance ; les éléments qui n'avaient pas pris part à la Résistance n'avaient pas le droit moral de jouir de la confiance des Alliés ; les Alliés avaient soutenu le Mouvement de libération nationale, aussi devaient-ils soutenir également le gouvernement qui en était issu ; la non-reconnaissance accroîtrait l'influence de la Russie ; cette dernière ne pouvait pas apporter des aides au pays comme les Alliés occidentaux ; le Président et le Secrétaire d'État avaient proclamé que le fascisme devait être combattu et renversé partout ; la non-reconnaissance pouvait provoquer une guerre civile dans le pays ; Kupa et le *Balli Kombëtar*, tout comme nombre d'autres figures éminentes, étaient entachés de collaboration ; dans le pays, il n'y avait pas d'autres groupes patriotiques de non collabos ; etc.

En conclusion, l'étude suggérait que la reconnaissance pouvait être offerte sous forme de reconnaissance d'un gouvernement des zones libérées de l'Albanie, d'une autorité provisoire dans les zones sous contrôle du Mouvement de libération nationale, d'un gouvernement provisoire de tout le pays et, dernièrement, d'un groupe de résistance qui contrôlait des zones déterminées du pays. Le Département d'État n'a donc pu ni reconnaître le gouvernement du Front de libération nationale ni le refuser.

En collaboration avec les Britanniques et les Soviétiques, les Américains ont décidé d'envoyer en Albanie une mission civile, mais non officielle, qui examinerait la situation dans le pays et qui ferait des rapports au gouvernement américain sur les pas à suivre concernant sa reconnaissance. Ils ont également exigé que soient remplies quelques conditions : le gouvernement devait avoir un caractère non fasciste, établir son autorité sur l'ensemble du pays, représenter l'intérêt du peuple et être préparé à s'acquitter des obligations internationales.

Lors d'une conférence de presse, le 15 novembre 1944, le Secrétaire d'État adjoint américain allait déclarer : « Ce gouvernement n'a reconnu aucun individu ou groupe comme autorité des Albanais, quoique nous ayons souligné de manière réitérée notre amitié traditionnelle pour le peuple albanais et notre désir de voir se réaliser son indépendance complète »³⁸.

³⁸ NARA, Statement by Acting Secretary of State, November 15, 1944.

Le 25 novembre, le Département d'État a présenté au Président Roosevelt la proposition d'envoyer la mission en Albanie. Cette proposition a été approuvée et Jacobs a été chargé de créer la mission civile qui s'est installée en Albanie le 9 mai 1945. Entre temps, s'en tenant à sa politique, le gouvernement américain n'a pas accepté la proposition du Gouvernement de Berat d'envoyer à Washington un représentant militaire ainsi qu'une autre personne qui s'occuperait des problèmes albanais et des besoins financiers de l'Albanie de l'après-guerre.

Ledia DUSHKU

**L'OCCUPATION GRECQUE ET LA DÉLIMITATION
DE LA FRONTIÈRE ALBANO-GRECQUE
À LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS À LONDRES
(MARS-AOÛT 1913)**

Si la question de la frontière albanais-grecque à la Conférence des ambassadeurs à Londres a été abordée à maintes reprises par la littérature historique albanaise, la façon dont son évolution a conditionné les menées de la politique grecque dans les territoires occupés en Albanie du Sud n'a pas été pourtant traitée suffisamment.

La mobilisation de la diplomatie grecque à la Conférence de Londres n'était qu'un des piliers de la politique extérieure de la Grèce visant à faire valoir ses prétentions territoriales en Albanie du Sud. Le second pilier en était l'administration des territoires occupés en tenant compte des intérêts grecs dans la mesure que le permettaient les évolutions de la politique des Grandes Puissances. Le présent article se propose justement de suivre la progression de ces deux piliers.

La création de la zone d'occupation

L'invasion des territoires albanais de la part de l'armée grecque s'est effectuée en trois phases. La première remonte au mois de novembre 1912 et concernait la zone côtière. Elle a démarré par la prise de Prévéza et s'est achevée par l'occupation de Himara et de l'île de Sazan.

La deuxième phase a touché les territoires du Sud-Est de l'Albanie. Elle a commencé le 7 décembre 1912 par l'occupation de Bilisht et s'est terminée par l'entrée de l'armée grecque à Korça, le 20 décembre.

La troisième phase a débuté à la fin février 1913, au moment où l'armée grecque a lancé une offensive générale sur Janina. Le 5 mars, l'armée grecque a pris Erseka, le 10 Leskovik et le 15 Përmet. Elle s'est dirigée ensuite vers la préfecture de Gjirokastra et s'est emparée de la ville elle-même le 16 mars. À la mi-mars 1913, cette armée avait réussi à envahir tout le territoire albanais auquel la Grèce prétendait selon le mémorandum adressé à la Conférence des ambassadeurs le 3 janvier de cette année-là¹.

Au moment de l'invasion militaire, la Grèce a traité les territoires albanais comme des territoires ottomans auxquels elle prétendait depuis longtemps. L'entrée de l'armée grecque dans les territoires albanais a été accompagnée par le remplacement du drapeau albanais avec le drapeau grec² et par l'occupation des bureaux de poste-télégraphe³.

Seule Himara a fait exception. Si le débarquement dans la zone a commencé avec l'approbation du gouvernement et du Commandement Suprême de l'armée grecque, elle n'a pas été prise par les troupes régulières grecques, mais par des « locaux » avec à leur tête Spiro Spiromilo. Une fois rendus maîtres de la zone, ils n'ont pas hissé le drapeau grec, mais celui « himariote », du même bleu que le drapeau grec mais avec sept étoiles symbolisant les sept villages de la région de Himara⁴.

¹ Ce mémorandum, fondé essentiellement sur le critère du « raisonnement ethnologique et culturel », traduisait la position connue des Grecs qui identifiaient le principe ethnique à celui religieux. La population de rite orthodoxe était proclamée grecque et la soi-disant « supériorité numérique de l'élément grec » était apportée comme un argument probant pour justifier l'annexion de l'Albanie du Sud. La langue parlée n'était pas considérée comme un critère pour déterminer la nationalité. Le seul facteur qui servait de base au « raisonnement ethnologique » était d'ordre spirituel, tel que « la conscience et la volonté de l'individu ». Sur la base de ce raisonnement, la ligne de frontière prétendue par le gouvernement grec partait de Himara, à l'ouest, et allait jusqu'à Korça, à l'est. Elle a été connue sous le nom de « ligne Venizélos ». Voir : *Archives du Ministère des Affaires étrangères d'Albanie* (ci-après *AMAE*), année 1919, dossier 17, f. 155-162. Le mémorandum grec de l'année 1913 à la Conférence de Londres.

² *Archives Centrales de la République d'Albanie* (ci-après *AQSh*), Collection des fonds personnels jusqu'en 1912, fonds 441, dossier 846. Notes de Thoma Papapano.

³ Νικολαΐδου Ι. Ελευθερία, "Οργάνωση του κράτους στην ανελευθερομένη Ήπειρο", *Δοδονη*, Volume XVI, Ιωάννινα, 1987.

⁴ Pour plus de détails sur l'occupation de Himara et les raisons pour lesquelles le drapeau grec n'y fut pas arboré, voir : Ledia Dushku, « Shqipëria dhe

En général, l'armée grecque n'a pas payé de retour la politique pacifique du gouvernement de Vlora⁵. Sa conduite était particulièrement agressive à l'égard de la population albanaise qui a réagi à l'invasion.

L'expression du commandant grec de la zone de Tepelena, selon laquelle il s'était emparé de ces territoires par l'épée et que c'était par l'épée qu'il les tiendrait au nom du roi de Grèce⁶, traduit clairement son comportement et ses objectifs.

Les informations en provenance du terrain, parallèlement à des situations calmes, font état de villages incendiés, de panique parmi le peuple, de violence physique à l'encontre des Albanais aussi bien musulmans que chrétiens⁷.

La pénétration de l'armée grecque dans les zones habitées presque exclusivement d'Albanais « a eu comme première conséquence le départ de plusieurs centaines de familles de la classe féodale albanaise, des hommes qui savaient très bien que non seulement, sous une longue domination grecque, ils allaient perdre toute possibilité de survie, mais aussi, au cas d'une brève occupation,

Greçia në rrjedhën e Luftës së Parë Ballkanike (tetor-nëntor 1912), in *Studime historike*, Nr. 3-4, Tirana, 2007, p. 59-61.

⁵ *Archives de l'Institut d'Histoire (AIH)*, A-IV-330, f. 16. L'auteur transmet le télégramme envoyé par Myfit Libohova, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vlora, au commandant grec de Gjirokastra, le 13 mars 1913.

⁶ *Ibid.*, f. 17.

⁷ *Qeveria e përkohshme e Vlorës dhe veprimtaria e saj (nëntor 1912-janar 1914)*, ouvrage préparé pour l'édition par les Archives Centrales de l'État, Tirana, « 8 Nëntori », 1963, Télégramme des réservistes de Vlora envoyé au réservistes du Skrapar, Vlora, le 7 décembre 1912 ; Télégramme des notables de Berat pour le président du gouvernement de Vlora, Berat, le 23 décembre 1912 ; Télégramme envoyé de Janina au président du gouvernement de Vlora, Janina, le 25 décembre 1912 ; Télégramme du préfet de Berat pour le président du gouvernement de Vlora, Berat, le 25 décembre 1912, Lettre d'Ismail Kaso envoyée de Shkoza au président du gouvernement de Vlora, en mars 1913 ; *AQSh*, 145 (Gouvernement de Vlora), année 19012, dossier II-62, f. 19, Télégramme du commandant de la garnison de Kuç envoyé au président du gouvernement de Vlora, Kuç, le 9 décembre 1912 ; *AMAE*, année 1919, dossier I, f. 126-130, Liste des villages incendiés par les Grecs dans les années 1913-1914 ; *Dokumente për Çamërinë, 1912-1939*, édition préparée par Kaliopi Naska, Tirana, « Dituria », 1999, p. 1-2, Télégramme du commandant des forces volontaires en Tchamérie pour le président du gouvernement de Vlora, Leskovik, le 27 décembre 1912 ; Lettre des délégués de la Tchamérie et de Delvina pour Ismail Qemali, le 28 décembre 1912.

ils seraient confrontés à d'énormes dangers »⁸. Elles se sont déplacées plus au nord, dans la zone sous la juridiction du gouvernement de Vlora⁹. Le reste de la population n'a pas bougé.

La situation créée sur le terrain a alarmé le gouvernement de Vlora, qui a fait part de son inquiétude aux gouvernements italien et austro-hongrois.

À la mi-décembre 1912, le gouvernement italien a fait une démarche auprès du gouvernement grec par l'intermédiaire de son ministre à Athènes, afin d'attirer son attention sur ces conduites à l'égard des Albanais et sur la panique créée parmi le peuple¹⁰.

Bien que le gouvernement grec ait promis de protéger la population albanaise, le problème n'a pas trouvé de solution. Les menées de l'armée grecque, en particulier en Tchamérie, ont continué d'être agressives¹¹.

Le gouvernement grec a déclaré son attitude à l'égard de la population albanaise même lors de la rencontre du ministre grec des Affaires étrangères avec son homologue austro-hongrois à Athènes, en décembre 1912. Au dire du ministre grec, Koromilas, l'application des mesures militaires dans le vilayet de Janina était nécessaire et elles ne pouvaient être ni suspendues, ni limitées. Il a justifié le comportement des autorités grecques par l'état de guerre avec l'Empire ottoman et notamment par les opérations militaires pour la prise de Janina¹². Il considérait comme déplacé l'intervention de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie à la défense de la population tchame.

⁸ Eqrem Vlora, *Kujtime*, volume II, Tirana, « Shtëpia e Librit dhe e Komunikimit », 2001, p. 38.

⁹ Valentina Duka, *Histori e Shqipërisë 1912-2000*, Tirana, « Kristalina – KH », 2007, p. 40.

¹⁰ *Haus und Hof Staats Archiv, Wien, Politisches Archiv, Albanien* (ci-après *HHSt.A.P.A.A.*), consulté aux *AIH*, Vj. 22-9-971, Dépêche du Ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie (on ignore à qui), Vienne, le 15 décembre 1912.

¹¹ Hajredin Isufi, *Çamëria nëpërmjet kronikave të kohës, 1902-1940*, Tirana, « Pegi », 2007, p. 53-54.

¹² La Grèce n'a pas signé le cessez-le-feu avec l'Empire ottoman le 2 décembre 1912. Contrairement à ses alliés balkaniques, elle a poursuivi la guerre avec l'Empire ottoman. Une des raisons de cet acte était le désir de s'emparer par les armes de la citadelle de Janina, qui était assiégée depuis la seconde moitié de novembre 1912. La citadelle de Janina a été prise par les troupes grecques le 6 mars 1913, à l'issue d'un siège de plusieurs mois.

Les formes de réaction à l'invasion grecque étaient considérées par le diplomate hellène comme « des actes honteux auxquels cette population (c'est-à-dire la population albanaise – L.D.) s'était livrée à l'encontre de la population grecque »¹³.

Alors que l'armée grecque s'était dirigée vers la ville de Gjirokastra, les milieux politiques grecs ont reposé la question de l'élargissement de l'occupation jusqu'à Vlora¹⁴. Il semble qu'à ce sujet il y avait aussi une contradiction d'opinions entre le premier ministre Venizélos et le roi nouvellement élu Constantin, qui était en même temps le commandant général des forces armées grecques.

Dans la dépêche que Venizélos envoyait à ce dernier le 18 mars 1913, il recommandait qu'il était nécessaire d'occuper toute « l'Épire », jusqu'aux frontières définies par le mémorandum grec du 3 janvier 1913. L'armée grecque ne devait en aucune façon outrepasser les prétentions du mémorandum et ne devait se diriger pour aucune raison vers Vlora ni soulever des doutes qu'elle visait occuper la ville¹⁵.

Or, le roi et l'opposition grecque étaient d'un autre avis. Ils s'en tenaient à l'opinion de quelques mois auparavant qui se proposait d'envahir Vlora. Ils continuaient à justifier cette action par l'idée que Vlora devait servir à la Grèce de concession, afin de garder sous sa domination les territoires qu'elle avait déjà occupés.

Le directeur du Bureau pour l'Albanie au Ministère grec des Affaires étrangères, Sachtouris, qui était en même temps le conseiller

¹³ *HHSI.A.P.A.A.*, aux *AIH*, Vj. 22-9-975, Rapport de l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Athènes au ministre des Affaires étrangères, Athènes, le 22 décembre 1912.

¹⁴ Les milieux officiels grecs avaient posé la question de l'occupation de Vlora dès le début de novembre 1912. Initialement, le premier ministre grec Venizélos avait consenti à l'occupation de la ville, mais il avait très vite changé d'avis. La raison en était la peur qu'il avait de l'Italie. Considérant l'Italie comme le pire ennemi de la « race grecque », il pensait que l'occupation de Vlora allait servir de prétexte à une attaque italienne. Compte tenu de la situation compliquée où se trouvait la Grèce à cause du refroidissement avec l'Autriche-Hongrie et des frictions avec la Bulgarie, Venizélos n'osait pas s'ajouter une hostilité ouverte avec l'Italie. Le renoncement à l'occupation de Vlora a été remplacé par l'orientation et plus tard la décision de débarquer à Saranda. Pour plus de détails, voir L. Dushku, *art. cit.*, p. 60-62.

¹⁵ *HHSI.A.P.A.A.*, aux *AIH*, Vj. 22-18-1839. Dépêche de Venizélos au Commandant Suprême de l'armée grecque, Athènes, le 18 mars 1913.

politique du commandant de l'armée de l'Épire, insistait sur l'impératif d'entreprendre un pas de ce genre. Il était soutenu dans ses prises de position par son collègue Dragoumis, lui aussi fin connaisseur de la question albanaise et futur ambassadeur de la Grèce en Russie. Il a également fait part de ses vues et de ses prises de position dans une lettre envoyée au commandant de l'armée grecque à Himara, Spiromilo, où il s'opposait ouvertement à la politique suivie par Venizélos sur la dite question de l'Épire, en exhortant son ami à occuper la ville. Cependant, Spiromilo, même s'il adhérerait à l'idée de l'occupation, n'était pas prêt à agir, faute de forces suffisantes¹⁶.

Il semble qu'il y avait deux raisons pour lesquelles le gouvernement grec faisait preuve de circonspection au sujet de l'occupation de Vlora, ne tenant compte ni de l'opinion du roi ni de la pression de l'opposition.

La première raison était liée à la crainte que le gouvernement grec avait d'une éventuelle intervention italienne. Pour des motifs militaires et sécuritaires, l'Italie, soutenue aussi par l'Autriche-Hongrie, s'opposait fortement à l'idée que la Grèce puisse dominer les côtes en face de Corfou, craignant que la zone en question ne se transforme en une base militaire grecque qui contrôlerait de cette manière l'entrée de l'Adriatique¹⁷.

Le 18 mars 1913, l'ambassadeur italien à Athènes a transmis au gouvernement une dépêche de son gouvernement qui, après lui avoir fait part de l'information que le gouvernement italien avait reçue à propos d'une possible occupation de Vlora, lui signalait que l'Italie ne tolérerait pas un tel acte¹⁸.

La même position a été transmise également à Théodokis, l'envoyé grec arrivé à Rome pour annoncer l'intronisation du roi Constantin. Dans un rapport adressé au premier ministre Venizélos, il soulignait que « San Giuliano a semblé comme absolument anti-grec et absolument intransigeant sur la question de la côte épirote. L'Italie et l'Autriche-Hongrie caractérisent la possession de la terre ferme et

¹⁶ Milto Spyromelios, *Ελλάς και Αλβανία*, Le Caire, 1942 (consulté aux AIH, A-IV-213, Milto Spiromilo, *Greçia dhe Shqipëria*, f. 45.

¹⁷ AIH, A-IV-76, Thomas Ippen, « Comment sont nées les frontières de l'Albanie », f. 37-40.

¹⁸ Basil Papadakis, *Histoire diplomatique de la question nord-épirote (1912-1957)*, Athènes, « Imprimerie J. Alevropoulos », 1958, p. 13.

du détroit de Corfou de la part de la Grèce comme dangereuse. San Giuliano reste intransigeant même sur les frontières intérieures de l'Épire »¹⁹.

Les relations entre l'Italie et la Grèce sont restées tendues tout au long du printemps 1913. Au début de mai 1913, Rome a une nouvelle fois fait savoir à Athènes qu'elle ne permettrait en aucune façon que la Grèce contrôle les deux rives du détroit de Corfou et qu'elle était d'ailleurs prête à l'empêcher même par la guerre.

Après cette correspondance italienne, l'inquiétude du gouvernement grec a monté d'un cran. Lors d'une rencontre avec ses homologues britannique et français, le ministre de la Grèce en Allemagne leur a fait part de l'esprit d'inquiétude qui régnait au sein de son gouvernement.

La Grande Bretagne et la France ont recommandé à la Grèce d'éviter toute action qui pouvait provoquer un conflit armé avec l'Italie²⁰. Dans une telle situation, le gouvernement grec non seulement ne pouvait pas discuter de l'occupation de Vlora, mais devait se préparer aussi à d'autres « concessions » dans la zone prétendue de la côte albanaise.

La deuxième raison est liée à l'évolution de la question de la frontière septentrionale de l'Albanie. La Serbie et le Monténégro avaient occupé une série de territoires albanais au cours de la Première Guerre Balkanique. Suite aux entretiens serbo-grecs de novembre 1912²¹, le gouvernement grec a aidé militairement non seulement la Serbie, mais aussi le Monténégro, pour occuper et tenir aussi longtemps que possible les villes côtières albanaises. Les navires grecs ont transporté des renforts en troupes et en munitions

¹⁹ George Ventiris, *Ελλάς τοῦ 1910-1920*, vol. 2, Athens, 1929 (consulté aux AIH, A-VI-36, Ventiris Jorgji, « Greçia nga viti 1910-1920 », f. 1-2).

²⁰ *British Documents on the Origin of the War, 1894-1914*, Vol. 10, Part I, London, "G. P. Gooch and H. Temperley", 1926-1930, Dépêche du ministre de la Grande Bretagne à Berlin pour Grey, Berlin, le 4 mai 1913.

²¹ Lors de ces entretiens, la Grèce a convenu de partager les territoires albanais avec la Serbie et de soutenir les prétentions serbes d'avoir un débouché maritime allant de Lezha à Durrës. Le soutien grec serait donné non seulement par la voie diplomatique, mais aussi par la force armée. Voir L. S. Stavrianos, *The Balkans since 1453*, Holt, Rinehart and Winston, 1958, p. 510; Zekeria Cana, *Politika e Serbisë kundër çështjes shqiptare*, Prishtina, Institut albanologique, 2006, p. 317.

pour les armées serbe et monténégrine, notamment en direction de Shkodra²². La Grèce prétendait se servir de la domination monténégrine de la ville septentrionale albanaise comme « un précédent positif en faveur des intérêts hellènes en Épire »²³.

Mais, bien que ces villes aient été occupées, la décision des Grandes Puissances à la Conférence de Londres a contraint la Serbie et le Monténégro à se retirer des territoires albanais. Ces développements ont amené Venizélos à réfléchir une deuxième fois quant à l'élargissement de l'occupation des territoires albanais. Du moment que l'Europe s'était mise d'accord de chasser la Serbie de Durrës et le Monténégro de Shkodra, il n'y avait aucune raison qu'elle ne le fasse pas pour la Grèce.

Lors de son entrevue avec le ministre britannique à Athènes, le premier ministre grec lui a souligné la position difficile dans laquelle il se trouvait. Les conséquences d'une aggravation de rapports avec les Grandes Puissances et d'une conflagration générale seraient encore plus graves pour les petites puissances balkaniques²⁴.

Dans ces circonstances, Venizélos a décidé de renoncer à l'occupation de Vlora, mais, avec la Megáli Idéa en tête, il a continué ses efforts pour obtenir les territoires albanais qu'il avait revendiqué à la Conférence des ambassadeurs à Londres.

²² *HHSI.A.P.A.A.*, aux *AIH*, Vj. 23-25-2531, Dépêche du ministre de l'Autriche-Hongrie à Cétigné envoyée au Ministère des Affaires étrangères, Cétigné, le 31 mars 1913 ; *ibid.*, Vj. 23-25-2533, Rapport du chef de l'État-major général de l'Autriche-Hongrie envoyé au ministre des Affaires étrangères Bertold, Vienne, le 31 mars 1913 ; *ibid.*, Vj. 23-25-2533, Dépêche du ministre de l'Autriche-Hongrie à Londres envoyée à Bertold, Londres, le 2 avril 1913, *British Documents...*, Vol. 10, Part I, Dépêche du ministre de la Grande Bretagne à Belgrade envoyée au ministre britannique des Affaires étrangères, Belgrade, le 8 avril 1913.

²³ *AQSh*, Fonds 1601/3 (Collection de documents en provenance des archives du Ministère des Affaires étrangères d'Italie), année 1913, dossier 71, f. 8-9, Rapport de l'Ambassade d'Italie à Athènes envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Athènes, le 24 avril 1913.

²⁴ *British Documents...*, Vol. 10, Partie I, Dépêche du ministre de la Grande Bretagne adressée au ministre des Affaires étrangères, Grey, Athènes, le 6 avril 1913.

La diplomatie grecque en action

Les rencontres des représentants officiels grecs avec les représentants des Grandes Puissances et des chancelleries diplomatiques internationales, au moment de la discussion de la frontière albano-grecque à la Conférence des ambassadeurs à Londres (du 19 mars au 11 août 1913), manifestent une opiniâtreté constante à se rendre maîtres des territoires occupés en Albanie du Sud.

On peut présumer que cet acharnement des Grecs était dû à deux raisons.

Tout d'abord, la Grèce prétendait être une partie en cause dans la question de la délimitation de la frontière avec l'Albanie, tant qu'elle était en guerre avec l'Empire ottoman. Or cette prétention a pu tenir jusqu'au 30 mai 1913, quand, après beaucoup d'hésitations, la Grèce et les autres puissances balkaniques ont signé le Traité de paix avec l'Empire ottoman. Sur la base de ce traité, les parties signataires acceptaient de confier aux Grandes Puissances le soin de régler les frontières et toute autre question qui concernait l'Albanie²⁵.

Par conséquent, à partir du 30 mai 1913, la Grèce et les autres États balkaniques n'avaient plus d'espoir d'être parties dans la question de la délimitation des frontières avec l'Albanie. Le Traité de paix entre l'Empire ottoman et les États des Balkans constitue le premier acte international où les États voisins balkaniques ont admis, quoique de façon indirecte, l'indépendance de l'Albanie.

La seconde raison est liée aux attitudes différentes que les Grandes Puissances adoptaient à l'égard de la frontière albano-grecque et au retrait de l'armée grecque des territoires occupés en Albanie du Sud. Les puissances de l'Entente, notamment la France et la Russie, soutenaient de manière constante et avec zèle les prétentions grecques. Leur objectif était garder la Grèce attachée à l'Entente.

Dès le 15 décembre 1912, le ministre français des Affaires étrangères, Poincaré, avait donné à l'ambassadeur Cambon comme instruction de défendre la ligne de frontière qui commençait à la rive

²⁵ AMAE, Fonds supplémentaire, dossier II, f. 1-3, le Traité de Paix entre l'Empire ottoman et les États balkaniques (Grèce, Bulgarie, Serbie et Monténégro), Londres, le 30 mai 1913.

ouest du lac d'Ohrid et qui descendait en ligne droite vers le Sud, au dessus de Delvina, et passait ensuite en direction de la mer²⁶.

Cette ligne, à l'exception de Himara, résultait identique avec la ligne du mémorandum que la Grèce a présenté à la Conférence des ambassadeurs.

Lors des négociations sur la frontière méridionale de l'État albanais, la France s'est efforcée de faire traîner infiniment la solution définitive de cette question. Elle a cherché à rétrécir dans toute la mesure du possible les frontières de l'Albanie et à assurer le plus de concessions possibles à la Grèce de la part de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie²⁷.

La Grande Bretagne, de son côté, a essayé de rester neutre et de garder l'équilibre entre les deux blocs²⁸. Son rôle, d'après le ministre des Affaires étrangères Grey, « consistait uniquement à trouver un chemin éventuel pour apaiser la situation générale et sauvegarder la paix »²⁹.

Dans une bonne intention, le ministre britannique a œuvré avec résolution pour trouver un compromis entre les intérêts des Grecs et des Italiens quant à la question de la frontière méridionale de l'Albanie. Il a visé à réaliser cela en attachant la question de la frontière méridionale albanaise à celle des îles d'Égée, les deux questions concernant directement l'Italie et la Grèce. Le maintien des îles égéennes de la part de l'Italie servait à renforcer cette dernière, ce qui était jugé intolérable à Londres³⁰.

Dans ces efforts, Grey a bénéficié du soutien du premier ministre français Pichon³¹. Considérant l'occupation de l'Albanie du Sud comme un fait accompli et voulant éviter que la Grèce répète l'entêtement des Monténégrins à ne pas se retirer de Shkodra, les

²⁶ *Ibid.*, année 1945, dossier 20, f. 16-41, La questione del « L'Epiro del Nord » dal punto di vista diplomatico.

²⁷ V. Duka, *op. cit.*, p. 36.

²⁸ Barbara Jelavich, *History of the Balkans, Twentieth Century*, Volume 2, "Cambridge University Press", 1994, p. 101.

²⁹ Edward Grey, *Mémoires de Edward Grey*, Paris, « Payot », 1927, p. 253.

³⁰ Arben Puto, *Pavarësia e Shqipërisë dhe diplomacia e Fuqive të Mëdha*, Tirana, "8 nëntori", 1978, p. 554.

³¹ Edith Stickney, *Shqipëria e Jugut ose Epiri i Veriut në çështjet evropiane ndërkombëtare, 1912-1923*, Tirana, "Koha", 1998, p. 55.

puissances de l'Entente laissaient entendre qu'elle n'avaient pas envie de recourir à la force pour éloigner l'armée grecque des territoires albanais qu'elle avait occupés³².

Tout en ne soutenant pas les revendications grecques, les Empires centraux ne manifestaient pas sur la question de la frontière méridionale albanaise la même unanimité qu'ils avaient eue lors de la définition des frontières septentrionales de l'Albanie. L'unité d'opinion était rompue par l'Allemagne³³, dont l'attitude était influencée par les liens de parenté entre les dynasties allemande et grecque³⁴, ainsi que par les plans de Berlin visant à tirer la Grèce de l'orbite de la Triple-Entente pour la joindre à sa propre alliance des Empires centraux. Le Kaiser allemand continuait à penser que tous ces projets pouvaient être réalisés seulement en sacrifiant les régions méridionales albanaïses³⁵.

À cause soit de la position géopolitique de la Grèce, soit du charme exercé par l'histoire et la culture antique grecque, les puissances européennes faisaient preuve d'une compréhension et d'une tolérance extraordinaire par rapport aux caprices de la politique d'Athènes³⁶.

En faveur de la Grèce était aussi l'ignorance de l'opinion publique européenne par rapport à la nationalité albanaise. En général, les Grandes Puissances étaient indifférentes quant à la prospérité de l'État albanais nouvellement créé. Pour elles, il avait été créé sans désir, mais juste par opportunité, et ses intérêts vitaux pouvaient être sacrifiés au nom de la préservation de la paix dans le monde³⁷.

³² *British Documents...*, Vol. 10, Partie I, Dépêche de Grey pour le ministre britannique à Paris, Londres, le 17 avril 1913 ; Dépêche de Grey pour le ministre britannique à Rome, Londres, le 7 mai 1913 ; Dépêche de Grey pour le ministre britannique en Russie, Londres, le 15 mai 1913.

³³ Prince Lichnowsky, *My mission to London, 1912-1914* (<http://www.gwpda.org/1914m/lichnowy.html>).

³⁴ Le roi de Grèce était le beau-frère du Kaiser d'Allemagne.

³⁵ A. Puto, *op. cit.*, p. 236.

³⁶ Pëllumb Xhufi, « Megali-Idea dhe pasqyrimet e saj në marrëdhëniet shqiptaro-greke », in *Studime historike*, nr. 1-2, Tiranë, 2006, p. 26.

³⁷ Joseph Swire, *Shqipëria : Ngritja e një Mbretërie*, Tiranë, « Dituria », 2005, p. 130.

La Grèce a jugé que ces attitudes jouaient en sa faveur. Elle n'a cessé de déclarer qu'elle ne céderait pas les territoires occupés en Albanie du Sud et qu'elle se soumettrait seulement au résultat d'un plébiscite dans les régions qu'elle revendiquait³⁸.

Le 8 avril 1913, le ministre britannique des Affaires étrangères, en accord avec son homologue français, voulant aplanir les contradictions entre les puissances des deux blocs concernant la frontière albanogrecque, a proposé d'envoyer sur le terrain une commission internationale qui serait chargée de déterminer la ligne de frontière « conformément au caractère ethnique de la population »³⁹.

Cette proposition allait dans le même sens de l'idée que les Grecs avaient exposée quelques jours auparavant sur l'organisation d'un plébiscite. Mais l'Italie s'y est opposée. Le 21 mai 1913, elle a remis à la Conférence un projet avec une description détaillée de la frontière entre l'Albanie et la Grèce.

Le projet italien, qui coïncidait dans les grandes lignes avec la frontière actuelle albanogrecque, laissait Korça et Gjirokastra à l'intérieur de l'Albanie, mais faisait une concession à la Grèce dans la zone côtière en déterminant comme frontière le cap de Stillo⁴⁰. Si la Grèce acceptait cette ligne de frontière, l'Italie promettait de réviser son attitude concernant la question des îles du Dodécanèse en Égée⁴¹.

Or la Grèce s'est obstinée. Le 24 mai 1913, Venizélos a notifié au ministre des Affaires étrangères de la Grande Bretagne, Grey, que la Grèce était résolue à ne pas retirer ses troupes des territoires occupés. Elle continuait à insister sur l'idée du plébiscite sous surveillance internationale, comme l'unique moyen qui donnait à la population de l'Albanie du Sud le droit de dire son mot⁴².

³⁸ Ministère des Affaires étrangères de la France, *Archives diplomatiques* (ci-après *AMAEF*), document consulté aux *AIH*, Fonds 182, f. 855, 862, Télégramme du gouvernement grec au Ministère des Affaires étrangères de la France, le 31 mars 1913 ; Rapport du ministre français en poste à Londres envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Londres, le 2 avril 1913.

³⁹ A. Puto, *op. cit.*, p. 241.

⁴⁰ *British Documents...*, Vol. 10, Partie I, Rapport de Grey au ministre britannique en Autriche-Hongrie, Londres, le 30 mai 1913.

⁴¹ Ph. Philon, *The question of Northern Epirus : its historical and diplomatic background*, Washington, 1945, p. 8.

⁴² B. Papadakis, *op. cit.*, p. 15.

L'importance que revêtaient les territoires occupés pour la Grèce a été déclarée même lors de la rencontre que le ministre grec à Londres a eue au début de juin 1913 avec le ministre britannique des Affaires étrangères, Grey. Dans la suite de l'obstination grecque à dominer les territoires albanais, le diplomate grec a déclaré que son gouvernement allait continuer à garder son occupation de ces territoires⁴³. Bien que soutenant l'idée de Grey de faire délimiter la frontière avec l'Albanie par une commission internationale, il a admis comme unique critère de son travail la conscience de la population. D'après lui, si la population grecque était « laissée sous la domination albanaise », son mécontentement serait constant, laissant présager une éventuelle réaction de sa part.

Jusqu'à la mi-juin 1913, la diplomatie grecque avait réussi à faire traîner la question de la frontière avec l'Albanie, sans pourtant renoncer à ses prétentions du début de l'année.

Dans cette situation, le ministre britannique des Affaires étrangères a estimé une nouvelle fois que l'unique issue de la crise était de combiner la question de la frontière albanogrecque avec celle des îles égéennes. Les îles d'Égée ont été considérées ainsi comme une possible compensation qui était offerte à la Grèce pour le refus de ses revendications sur les territoires méridionaux albanais de la part des puissances de la Triple-Entente⁴⁴. La condition sine qua non était que Korça, dans l'arrière-pays, et le cap de Stillo, sur la côte, soient inclus à l'intérieur des futures frontières de l'Albanie⁴⁵.

En même temps, Grey a remis en discussion son idée relative à une commission internationale pour délimiter sur le terrain la frontière albanogrecque avec deux extrémités : Korça et le cap de Stillo.

Suivant le conseil de la France, le 17 juin 1913, la Grèce a cédé en admettant le cap de Stillo comme extrémité côtière méridionale de l'Albanie. La séance tenue le lendemain, le 18 juin, a donné lieu à un accord à ce sujet. Le cap de Stillo a été accepté par

⁴³ *British Documents...*, Vol. 10, Partie II, Dépêche de Grey au ministre britannique à Athènes, Londres, le 4 juin 1913.

⁴⁴ E. Stickney, *op. cit.*, p. 57-58.

⁴⁵ *AIH*, A-VI-39, f. 96, Dépêche de Grey au ministre britannique à Vienne, Londres le 27 décembre 1913.

toutes les Puissances comme le point de la frontière albanogrecque dans la zone côtière.

Un premier pas a ainsi été franchi dans la délimitation de la frontière albanogrecque. Ce qui restait à déterminer c'était la frontière dans l'arrière-pays et le déclenchement de la Seconde Guerre balkanique, à la fin juin 1913, a fait traîner cette opération.

Dans les grandes lignes, cette partie de la frontière albanogrecque a trouvé une solution le 11 août 1913 grâce à une décision définitive de la Conférence des ambassadeurs. Sur la base de cette dernière, Korça et les rives ouest et sud du lac d'Ohrid étaient reconnues comme appartenant à l'Albanie. Le sort de Gjirokastra restait discutable. Le statut de cette ville n'était toujours pas déterminé.

La question de la frontière entre l'Albanie et la Grèce a ainsi été résolue par un compromis acceptable, bien que pas tout à fait satisfaisant pour les Puissances qui l'avaient conclu. L'union de Korça et du cap de Stillo à l'Albanie a pu obtenir l'aval de toutes les Grandes Puissances seulement grâce à un accord passé entre elles, selon lequel les îles égéennes, à l'exception d'Imbros et de Ténédos, devaient être données à la Grèce⁴⁶.

C'est à partir de cette période-là que la diplomatie grecque a inventé la notion d'« Épire du Nord », dont les frontières géographiques comprenaient toute la zone occupée par l'armée grecque au sud de la ligne Korça-Himara. La population albanaise qui y habitait et qui était de confession orthodoxe a été définie comme épirote du Nord.

Au soutien de ses revendications, le gouvernement grec a exercé une pression constante et a insisté sur ses ambitions de dominer l'ensemble des territoires qu'il avait occupés. Parallèlement à une activité diplomatique intense auprès des chancelleries des Grandes Puissances, notamment auprès de la Grande Bretagne⁴⁷, l'attention de la politique grecque s'est concentrée sur les territoires occupés en Albanie du Sud. Leur « bonne gestion » revêtait une

⁴⁶ *Ibid.*, f. 79-81, Propositions faites par le ministre des Affaires étrangères de la Grande Bretagne, Grey, aux Grandes Puissances, Londres, le 12 décembre 1913.

⁴⁷ Michael Llevellyn-Smith, « Venizelo's diplomacy, 1910-1913 », in *Eleftheros Venizelos: The Trials of Statesmanship*, edited by Paschalis M. Kitromilides, « Edinburgh University », 2006, p. 151.

grande importance compte tenu du fait qu'une réaction progrecque de sa population servait à raffermir le caractère grec de la région en question et l'existence de la « question de l'Épire du Nord ».

L'existence de cette question non seulement légitimait les prétentions grecques en servant de bouclier devant la pression de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie, mais aussi facilitait la défense de la cause grecque, spécialement de la part de la France. De cette façon, l'attention internationale était détournée de la question de la frontière albanogrecque en faveur de la dite question vorio-épirote.

De l'autre part, le gouvernement d'Athènes a visé à se servir de l'occupation des territoires albanais comme moyen de pression sur les Grandes Puissances même pour s'assurer des avantages dans la question des îles égéennes. Cette question était considérée comme difficile pour lui, surtout après le ferme refus de les céder de la part de l'Empire ottoman qui laissait entendre clairement qu'il pouvait aller jusqu'à la guerre⁴⁸.

La gestion des territoires occupés en Albanie du Sud

La première mesure que le gouvernement grec a prise dans les territoires occupés de l'Albanie du Sud était liée à leur réorganisation administrative et leur établissement dans un cadre législatif semblable à celui qui existait en Grèce. Les territoires occupés ont été gérés initialement par deux administrations distinctes. Les territoires du Sud-Est albanais sont devenues une partie de l'Administration générale de la Macédoine.

Le 10 février 1913, le gouvernement grec a nommé l'ancien consul grec de Gjirokastra, Petros Kapsambelis, au poste de gouverneur politique de Korça et le majeur arvanite Kondoulis à celui de commandant militaire. En mai de cette même année, après le départ de Kapsambelis, l'administration politique a été confiée à Kondoulis.

Les territoires méridionaux albanais ont été inclus dans l'Administration générale de l'Épire, organisée en neuf préfectures :

⁴⁸ N. Petsalis-Diomidis, *Greece at the Peace Conference of Paris, 1919*, Thessalonica, « Institute for Balkan Studies », 1978, p. 30.

Janina, Prévéza, la Thesprotie, Gjirokastra, Himara, Saranda, Leskovik, Permet et Delvina.

Le 29 mars 1913, le gouverneur civil de Janina, Georges Zographos, a été nommé comme Commandant général de cette administration. Il était le fils de Christakis Zographos, un banquier connu, originaire du village de Qesarat de Gjirokastra. Il avait étudié le droit aux universités de Paris et de Munich. En 1905, il avait été élu comme député au Parlement hellénique et, en 1909, il avait été désigné au poste du ministre des Affaires étrangères de la Grèce dans le gouvernement de Dimitrios Rallis. Connu comme un collaborateur intime de Venizélos⁴⁹, il était un homme très cultivé, mais « idéaliste et fanatique de la Megáli Idéa »⁵⁰. Il exprimait ouvertement sa phobie des Albanais et pensait que l'Autriche-Hongrie s'était engagée sur une voie erronée en créant une « Albanie indépendante qui allait inclure également l'Épire avec Gjirokastra »⁵¹.

La loi martiale a été établie sur tous les territoires de l'Albanie du Sud qui étaient occupés par l'armée grecque. La gestion des territoires occupés a été faite par des proclamations et des circulaires du roi de la Grèce, en même temps Commandant Suprême de l'armée grecque⁵². Les deux premières proclamations sont issues le 21 février 1913.

La première proclamation liquidait les autorités politiques et militaires centrales de jusqu'à ce temps-là, en détachant ainsi les liens des territoires occupés avec Istanbul. Les seules autorités à être reconnues, jusqu'à nouvel ordre, ont été les autorités politiques et religieuses locales. Les autorités politiques locales ont été soumises directement aux hautes autorités grecques d'occupation, dont elles recevraient les ordres dorénavant.

Ce que l'on a pu remarquer dans les deux administrations c'est le fait que le rapport entre les employés locaux existants et ceux nouvellement désignés a très vite changé en faveur de ces derniers. Dans les administrations locales ont été nommés des fonctionnaires

⁴⁹ *Ibid.*, p. 27.

⁵⁰ Karl Buchberger, « Vjetët e mija në Shqipëri », in *Studime historike*, nr. 4, Tirana, 1972, p. 148.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Ioannis Kyrochristos, *A Concise History of the Balkan Wars, 1912-1913* (by Army History Directorate, Greece), Hellenic Army Staff, 1998, p. 129-131.

venant de divers secteurs de l'État grec, ainsi que des « Épirotes » dotés d'une certaine expérience, mais qui étaient dignes de confiance et qui faisaient preuve de volonté de collaborer.

Vite, les Albanais se sont retrouvés en dehors des administrations locales et mis sous le diktat des nouveaux venus. De même, les grecophiles ont été vite écartés de l'administration de la Macédoine. Les employés locaux et les directeurs des écoles grecques à Korça étaient surtout des Grecs venus de Grèce⁵³.

La deuxième proclamation a annoncé l'établissement de la loi martiale sur les territoires occupés. Bien que cette loi ait donné à toute la population des garanties quant à la sécurité de la vie, de l'honneur et des biens, elle condamnait « de façon exemplaire » tous ceux qui s'opposaient aux ordres de l'administration militaire, aux lois de la Grèce ou qui tentaient de troubler l'ordre public⁵⁴.

Il en a été autrement des questions civiles, commerciales, administratives et économiques. La loi spéciale grecque du 14 mai 1913 a laissé en vigueur la législation existante ottomane⁵⁵. Sur la base de cette loi, l'autorité des communautés religieuses a continué à être forte.

Le fait d'avoir laissé en vigueur la législation ottomane était discriminatoire pour les Albanais. La nationalité albanaise n'était pas reconnue et, par conséquent, l'emploi de l'albanais et l'ouverture des écoles en cette langue étaient interdits et passibles de sanctions. Les seules langues dont l'emploi était autorisé étaient le grec et le turc. Les Albanais devaient continuer à fréquenter seulement les écoles grecques ou turques, qui fonctionnaient dans tous les territoires où il y avait une population albanaise de confession musulmane.

Il était fait exception uniquement des lois concernant la sécurité publique, qui étaient en contradiction avec les lois grecques. Dans ce cas-là, celle qui prévalait était la loi grecque. De cette façon, les autorités grecques d'occupation avaient légitimé l'attitude qu'elles devaient adopter à l'égard de leurs opposants. Ceux-ci étaient essentiellement des Albanais qui avaient commencé à donner du fil à retordre à l'administration d'occupation.

⁵³ Nikollaq Zoi, *Një faqe historie*, Korça, « Kotti », 2000, p. 63.

⁵⁴ *AIH*, A-IV-451, source cit.

⁵⁵ *Ibid.*, A-IV-330, Timo Dilo, « Invazionet greke në Shqipërinë e Jugut ».

L'élaboration et la mise en application de ces lois montraient clairement que la Grèce s'était fixé des objectifs à long terme à l'égard des territoires albanais. Ce qui comptait pour elle c'était « l'incorporation des territoires occupés à la souche nationale grecque »⁵⁶.

Les deux administrations, bien que fonctionnant comme deux entités autonomes, ont été placées sous l'influence directe des fonctionnaires officiels grecs qui opéraient sur la base des directives du gouvernement d'Athènes.

Les administrations sont restées séparées jusqu'au 8 novembre 1913, date après laquelle la responsabilité de la Macédoine a été passée à l'Administration générale de l'Épire. Georges Zographos est resté commandant et chef de l'Administration générale unifiée de l'Épire.

Le gouvernement grec a une nouvelle fois adapté la législation dans l'esprit du Traité d'Athènes, signé le 14 novembre 1913 entre la Grèce et l'Empire ottoman⁵⁷. Le 29 novembre 1913, un arrêté qui confirmait la loi du 14 mars 1913, autorisait les autorités militaires à mettre en application par des décrets royaux les lois grecques, en partie ou dans leur totalité⁵⁸. Les lois et les arrêtés grecs seraient valides dans toute la zone occupée, indépendamment de la décision des Grandes Puissances concernant la frontière albanais-grecque. De cette manière, la Grèce a continué à considérer l'ensemble des territoires de l'Albanie méridionale comme des parties qui devaient être incorporées à l'État grec.

Après avoir complété le cadre juridique, les autorités d'occupation ont attaché toute leur attention à « convaincre » la population des régions occupées à manifester leur volonté de s'unir à la Grèce. La propagande avait peu de chances de ne pas trouver un terrain propice. La population chrétienne albanaise avait toujours été sous l'influence de l'Église, de l'école et des marchés économiques grecs. Dans les circonstances où elle échappait à l'autorité de l'État

⁵⁶ *Ibid.*, A-IV-451, source citée.

⁵⁷ Renée Hirschon, *Crossing the Aegean: An Appraisal of the 1923 Compulsory Population Exchange Between Greece and Turkey*, "Berghahn Books", 2003, p. 112.

⁵⁸ *AIH*, A-IV-451, source citée.

albanais nouvellement créé et où la pression de l'administration hellénique était manifeste, il était plus probable de la séduire par la propagande grecque et d'en faire son soutien.

Indépendamment du fait que la population albanaise distinguait bien sa propre appartenance ethnique de celle des Grecs, « si l'indépendance de l'Albanie n'était pas assurée, une partie d'elle préférerait faire partie de la Grèce. Avec les Grecs on était uni par la langue, que presque tout le monde dans le Sud parlait couramment, par la culture commune spirituelle et par les intérêts économiques »⁵⁹. Cependant, de telles constatations étaient relatives et ne reflétaient pas toujours la situation réelle dans le Sud de l'Albanie.

Les autorités d'occupation ont été secondées dans leur activité par le clergé, les instituteurs des écoles grecques, la population hellène vivant en Albanie du Sud, les grécomanes et la presse hellénique. Ils ont déployé ensemble une vive propagande afin de persuader ou obliger les Albanais à envoyer leurs enfants dans les écoles grecques et à manifester en faveur de la Grèce⁶⁰. Une vague de meetings progressifs s'est emparée des zones occupées. Ces meetings ont été organisés en grande pompe et ont été présentés comme des manifestations spontanées de la population locale qui se sentait grecque et demandait l'union avec la Grèce⁶¹. À la défense de la cause grecque, le conditionnement psychologique de la population n'excluait pas le recours à la force en cas de besoin. Des pétitions ont été envoyées de Gjirokastra, Himara et Korça à la Conférence des ambassadeurs de Londres, portant aussi la signature des dignitaires de l'Église orthodoxe⁶². Leurs textes allaient au soutien de la politique grecque et de ses prises de position à la Conférence des ambassadeurs

⁵⁹ AMAEF aux AIH, Fonds 179, Rapport du vice-consul de la France à Janina envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Janina, mars 1913.

⁶⁰ N. Zoi, *op. cit.*, p. 59.

⁶¹ AMAEF aux AIH, Fonds 179, Rapport du vice-consul de la France à Janina envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Janina, mars 1913 ; HHSI.A.P.A.A. aux AIH, Vj. 23-12-1220 et Vj. 23-40-3993, Rapport du consul austro-hongrois à Janina adressé à Bertold, Janina, le 23 avril 1913 ; Lettre des Albanais d'Épire au Consulat austro-hongrois à Janina, Janina, le 7 juin 1913.

⁶² H. Γ. Μπαϊρακτάρης, *Το κατά τον αγώνα της ανεξαρτησίας της πόλης και επαρχίας Κοριτσάς*, Αθήνα, Π. Α. Πετράρκος, 1916 (consulté aux AIH, A-IV-206, Bajraktaris, H. G., *Rreth përprjekjeve për pavarësi të qytetit dhe rrethit të Korçës*, Athinë, « P. A. Petrarkos », 1916, f. 11).

concernant les zones occupées, qui étaient pour elle « grecques par la religion, par les sentiments et par la nationalité »⁶³. Au mépris des faits, on y déclarait « les purs sentiments grecs de tous les habitants des districts de Gjirokastra, Përmet, Tepelena, Delvina et Himara, indépendamment de la langue qu'ils parlent et de la religion qu'ils pratiquent », leur ferme détermination à « ne se séparer en aucune façon de leur mère Grèce, et à résister de toutes leurs forces à leur mise sous le joug exécration des Albanais »⁶⁴. Le « chef de Himara », Spiromilo, qui s'est engagé par de nombreux écrits sur le journal *Akropolis*, s'est montré particulièrement actif, en soutenant fermement l'idée de l'union de l'Albanie du Sud avec la Grèce⁶⁵. La même ligne a été adoptée également par les associations panépirotes en Égypte et au Soudan.

Afin de montrer l'attention que la politique d'Athènes attachait aux territoires occupés et de persuader l'opinion publique européenne de la volonté de la population ainsi que de ses sentiments progressifs, le prince héritier du trône de la Grèce y a commencé le 15 mai 1913 un voyage de dix jours. Sa première station a été Monastir, pour continuer ensuite par Korça, Leskovik, Konitsa, Përmet, Gjirokastra et Janina. L'héritier grec du trône était accompagné dans sa visite par neuf représentants de la presse hellénique, française et britannique qui ont largement fait écho à cet événement. L'arrivée du prince a été précédée de mesures sévères, particulièrement dans les zones qui avaient réagi à la politique grecque. À la fin avril 1913, les membres de la Mission Protestante, dont les agissements pro-albanais étaient devenus inquiétants pour les autorités grecques locales ont été éloignés de Korça sur un ordre de ces dernières⁶⁶. De même, les écoles gérées par la Mission ont été fermées. La même mesure a été

⁶³ J. Swire, *op. cit.*, p. 145.

⁶⁴ *HHSI.A.P.A.A.* aux *AIH*, Vj. 23-40-3939, Pétition des représentants du district de Korça adressé à Grey, Korça, le 6 juin 1913 ; *ibid.*, Vj. 23-40-3941, Pétition du peuple de Gjirokastra aux représentants des Grandes Puissances à Londres, Gjirokastra, le 30 juin 1913 ; Pétition de la population du district de Himara aux représentants des grandes Puissances à Londres, Himara, le 1^{er} juillet 1913.

⁶⁵ *AIH*, A-IV-213, f. 55.

⁶⁶ *AQSh*, (Komisioni i 25-vjetorit të vetë qeverimit), Fonds 170, année 1913, dossier 13, f. 36-37. Lettre de Parashqevi et Kristo Dako à leurs amis, Monastir, le 21 septembre 1913.

prise également à l'encontre des Albanais qui s'étaient mis à recueillir les signatures de la population pour soutenir l'union de Korça à l'Albanie⁶⁷. Des arrestations non motivées ont été faites aussi parmi les Albanais de Tchamerie, de Leskovik et de Gjirokastra⁶⁸. De telles actions visaient à éviter les manifestations de sentiments antigrecs, les contacts des Albanais avec les représentants de la presse étrangère, que ce voyage devait persuader « entièrement du désir unanime des Albanais de s'unir à la Grèce ». Les mesures prises ont donné des résultats. Le prince a été accueilli chaleureusement par la population et sa visite a été ponctuée de manifestations « spontanées » de remerciement et d'allégeance⁶⁹. L'enthousiasme du métropolite de Korça, Germanos, s'est fait particulièrement distinguer.

Si, d'une part, les autorités d'occupation encourageaient la consolidation de l'élément grec et poussaient la population locale à soutenir l'union avec la Grèce, de l'autre part, elles ont pris des mesures pour empêcher toute manifestation de la conscience nationale albanaise. Les autorités civiles et militaires grecques se sont comportées à l'égard de la population albanaise comme des libérateurs, mais parallèlement, elles ont eu recours à la politique de l'intimidation et de la persécution systématique à l'encontre des Albanais musulmans ou chrétiens qui manifestaient leurs propres sentiments nationaux. Afin d'éviter une réaction à main armée de la part des Albanais, une campagne visant leur désarmement a été lancée immédiatement après l'occupation⁷⁰. Les armes rassemblées étaient distribuées à la population grecque ou à celle philogrecque. Les cas d'arrestation et d'emprisonnement sont devenus nombreux⁷¹. Sur la base de la loi du 14 mars 1913, les Albanais étaient arrêtés

⁶⁷ *HSt.A.P.A.A. aux AIH*, Vj. 23-39-3841, Rapport du consul de Monastir à Bertold, Monastir, le 2 mai 1913.

⁶⁸ *Ibid.*, Vj. 23-12-1212, Dépêche du consul de Janina envoyée à Bertold, Janina, le 19 mai 1913.

⁶⁹ Pour plus de détails, voir *ibid.*, Rapports des consuls autrichiens de Monastir, Vlora et Janina, mai 1913.

⁷⁰ *Qeveria e Vlorës dhe veprimtaria...*, Lettre du peuple de Fterra envoyée au gouvernement de Vlora, datée du 24 mai 1913 ; *AMAE*, sans année, dossier 61, f. 50, Lettre de la population de la Tchamerie envoyée au gouvernement de Vlora et au consul de l'Autriche-Hongrie en poste à Vlora ; H. Isufi, *op. cit.*, p. 54-55.

⁷¹ *AMAE*, sans année, dossier 61, f. 50, Lettre de la population de la Tchamerie envoyée au gouvernement de Vlora et au consul de l'Autriche-Hongrie en poste à Vlora.

surtout pour avoir employé la langue albanaise et troublé l'ordre public. Entre temps, les propriétaires fonciers albanais n'étaient plus reconnus en tant que tels par la population grecque. Ils ne trouvaient plus de solution pour leurs problèmes auprès des autorités de l'administration d'occupation. Souvent, les fonctionnaires grecs mettaient à leur profit ces occasions et contraignaient les Albanais à prendre part à toutes les manifestations organisées pour exprimer la reconnaissance à l'occupation grecque et soutenir l'union avec la Grèce.

Là où ces mesures ne donnaient pas de résultat on passait immédiatement à des mesures plus restrictives. Beaucoup de villages de la zone de Tepelena et de Kolonja ont été incendiés et la population a été maltraitée, notamment en Tchamérie⁷². Cette politique a accru le mécontentement des Albanais. Leur réaction se présentait sous diverses formes. Une partie d'entre eux ont continué à se déplacer en direction des territoires administrés par le gouvernement de Vlora, choisissant domicile à Elbasan, à Berat et notamment à Vlora. Une partie a accepté à se soumettre, alors que d'autres ont poursuivi la résistance. À certains moments de tension, ils ont rendu aux autorités d'occupation la monnaie de leur pièce. Les guérillas albanaises ont continué à rester actives. Les sources austro-hongroises et françaises relatent qu'elles ont commis des incendies de villages, voire des assassinats de militaires grecs⁷³.

La fin de la Seconde Guerre balkanique et la victoire de la Grèce se sont manifestées même dans les zones occupées. Le nombre des soldats et des officiers grecs en Albanie du Sud s'est accru par des militaires venus du front de la Macédoine⁷⁴. Exaltés par la victoire, des officiers grecs ont déclaré leur détermination à quitter l'armée et à commencer à former des bandes avec des soldats qu'ils

⁷² *Ibid.*, année 1919, dossier 1, f. 126-130, Liste des villages incendiés par les Grecs dans les années 1913-1914.

⁷³ *HSt.A.P.A.A.* aux *AIH*, Vj. 22-9-947, Vj. 23-12-1218, Dépêche du consul de l'Autriche-Hongrie à Vlora envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Vlora, le 11 décembre 1912 ; *AMAEF* aux *AIH*, Fonds 179, Rapport du vice-consul de la France à Janina envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Janina, mars 1913.

⁷⁴ *AMAEF* aux *AIH*, Fonds 145, f. 822, Rapport de l'attaché militaire français à Athènes pour le ministre de la Guerre, Athènes, le 27 décembre 1913.

avaient préparés eux-mêmes⁷⁵. Ils jetaient ainsi les bases d'une résistance armée organisée en apparence par la population locale. Elle a pris forme au moment de la délimitation de la frontière albano-grecque sur le terrain par la Commission internationale pour la frontière de l'Albanie du Sud et s'est activée largement lors du processus de ratification du Protocole de Florence de la part des Grandes Puissances, dont l'analyse mérite un article à part.

⁷⁵ *HHSI.A.P.A.A. aux AIH*, Vj. 23-12-1223, Rapport du consul de l'Autriche-Hongrie à Janina envoyé au Ministère des Affaires étrangères, Janina, le 9 août 1913.

Rexhep ISMAJLI

**FROM ALBANIAN TO GENERAL LINGUISTICS
(THE DIFFICULT CASE OF SELMAN RIZA)**

What I intend to say in my report is somehow connected with the Dean of Albanian studies in America and one of the most important IE scholars – Professor Eric Pratt Hamp. He has carefully and in a fully comprehensive way followed the developments in the Albanian world since early '50s of the 20th century, especially in linguistics and philology. Those developments, including concrete relations of Albanian albanologists to Eric, have had some difficulties. In this context, I would like to mention his meeting in Prishtina with our great dissident linguist Selman Riza during the early '50s. According to both of them, they had planned a meeting for the following summer, probably 1956. After Eric's return from his field research in Greece, this was no longer possible, because Riza had already been deported to Tirana in December 1955. During the late '80s I had difficulties in arranging for the publication of Eric's PhD and also with the common project with him and the University of Chicago for a contrastive analysis of Albanian and English. Eric's PhD could still be published thanks to the engagement of our common friend professor Francesco Altimari in Calabria, where Eric could enjoy Albanian hospitality without surveillance.

For his great merits for Albanian studies, he has been proposed and elected external member of the Academy of Sciences and Arts of Kosova in 1996, but the solemn deliverance of the Diploma could be arranged at the Academy only in 2005 during his first visit to Kosova after the liberation.

After the liberation I had the opportunity to work on publishing Hamp's selected works on Albanian, which was done by the Academy of Sciences and Arts of Kosova in 2007. During that

work I had the occasion to see once again how large and how deep Eric's work and thought on Albanian and the Balkan languages have been, especially in the frame of Indo-European studies, although extremely dispersed all over the world. At the same time I could in very concrete cases observe how productive his attitude on abstractness has been and at the same time his full respect for concrete language details, i.e. his easy and normal moving from general linguistic issues to Albanian or any other language and vice versa. In order to really appreciate and fully evaluate his impact on the developments in our disciplines, I would like to come with my proposal to all the Albanian studies community and especially to the colleagues of the University of Chicago of thinking about a large project of publishing all the works of Eric Pratt Hamp in a unique series.

At the time he met Eric (1955) Selman Riza had already started of critical thinking on some fundamental concepts of language analysis in relation to the analysis of the thought. He probably needed to discuss those issues with E. P. Hamp next summer.

Selman Riza – the dissident?

Through the works published during his life, Selman Riza has been recognized as a philologist who specialized in old Albanian texts, in the history of written Albanian, and as one of the most significant scholars on the morphology of this language. His critical presentation of the developments in the field of Albanian studies and especially his proposals for the solution of the question of a unique literary language,¹ his historical and actual monographs on Demonstrative Pronouns,² Possessive pronouns,³

¹ Riza (1944: 228), reproduced only after a long silence in Riza (1996: 1-222) and Riza (2009a: 17-224).

² Riza (1953: 1-59) reproduced in Riza (1979: 419-475) and Riza (2002: 429-487); *Përmbajtja* of Riza (2009a) announces that at page 785 starts *Diftorët* (sic!) e shqipes, but the book contains only 761 pp. without *Diftorët*.

on Articles,⁴ on the Case system,⁵ on the Verbal system,⁶ including his *avant la lettre* with Albanian contrastive grammar of Serbo-Croatian (1952),⁷ and on five Early Albanian Authors,⁸ are now well known by scholars of the field, although the monographs on the Verb system, on Early authors and the diachronic one on Articles could be published only after his death.

A linguist of a true heterodox spirit, antifascist and freedom fighter for independence and reunification of Kosova with Albania during WWII, he had the fate to be condemned by Italian regime in Albania, and then by communist regimes in both Albania and Yugoslavia. He spent in jail 1.5 years in Italy (1941-2), 3 years in Albania (1945-1948) and 3 more years in Yugoslavia (1948-1951), and after all 2.5 years in interment in Albania (1967-1970). After being set free, he actually had no right to publish.⁹

For the Sofia South-East-European Congress (1966) Riza had prepared the report *Sur une concordance grammaticale spécifique de l'albanais avec le grec*, in 1-54 pages was saved in only few copies. In the paper the official position was criticized, according to which theory, the definite article in Albanian had to be initially created on a postponed position. The discussion is very large on

³ Riza (1959: 43-103) and Riza (1959 nr. 3: 3-35); Riza (1960: 3-47); Riza (1958a: 1-34); all of them reproduced in Riza (1979: 221-475); Riza (2002: 223-487); Riza (2009a: 669-761) reproduces only Riza (1959) and Riza (1959a).

⁴ Riza (1958: 3-72); reproduced in Riza (1979: 149-220) and Riza (2002: 161-232); Riza (1983: 21-53); Riza (1991: 87-115); reproduced in Riza (2009: 269-563). The last work has included parts of the unpublished manuscript on historical aspects of articles and relative earlier studies on them as well as a large treatment on the use of articles by ancient Albanian authors.

⁵ Riza (1965: 1-151); Riza (1979: 11-146); Riza (2002: 13-160); Riza (2009a: 225-370).

⁶ Manuscript finished in 1966, first published in Riza (1994: 7-316); reproduced in Riza (1997: 1-316) and Riza (2009a: 371-668).

⁷ Riza (1952: 1-278); Riza (1997: 317-596).

⁸ Riza (1952a) reproduced in Riza (1996: 223-352); Riza (1961), reproduced in Riza (1996: 353-434); Riza (1958b: 81-84); Riza (1961) manuscript first published in Riza (1996: 491-529); Riza (1962: 76-81) reproduced in Riza (1996: 543-552); Riza (1965b: 125-130); Riza (1965b: 278-286) reproduced in Riza (1996: 435-446); Riza (1978: 111-121) reproduced in Riza (1996: 553-566); Riza (2002: 399), unpublished manuscript from 1964 reproduced in Riza (2004: 233-658).

⁹ Cf. Ismajli (2009); Angoni (1999); Agani, Bokshi, Ismajli (1979); Ismajli (1994: 141-157).

different aspects of the two syntaxes of article (pre-posed and postponed) in Albanian starting from an early idea of Dhimitër Kamarda about the early relations between Albanian and Greek. At the end Riza poses even a much larger question:

“N'est-il pas déjà grand temps de réagir énergiquement contre l'opinion trop commode selon laquelle les aprioristiques exagérations grécisantes plus que centenaires de Kamarda auraient à jamais compromis toute reconsidération plus adéquate des corrélations structurelles précisément spécifiques des deux seules langues vivantes indoeuropéennes paléobalkaniques?”¹⁰

The paper was published only after his death, in Prishtina in 2004. His general conception on the article question in Albanian, functional-semantic conception of definiteness as well, as his opposing views were, probably, the ground of the refusal.

Chronia, synchrony, diachrony

There are other aspects of Riza's linguistic reflection, more theoretical, that have been rejected or suppressed and, as such, not recognized; they eventually include the larger frame of a theory of knowledge purely. Next to the purely political ones – his engagement for independent Kosova during WWII, they could be a ground for his problems with the establishment until his death in 1988.

At the times he met Eric (1955), Riza was reflecting on F. de Saussure's linguistic theory, especially on some fundamental segments of it: the concept of the relations synchrony/diachrony, sign and sign system, relations language/thought and in a more general consequence the status of the linguistic science among the other disciplines.

The need to distinguish synchronic from the diachronic aspect of studying language has been posed by Riza even in his

¹⁰ Published in French (Riza 2003) and Riza (2004: 37-55), and in Albanian in Riza (2009: 547-563).

published works, especially on the ground of the insistence to distinguish the elements from an older stage of language.

In his 1955 paper *Linguistics, philology, grammar, descriptive grammar* (Riza 1955) he just succeeds to suggest the critique of the conception of linguistics mainly as a comparative-historical discipline and endorse the synchronic aspect of the research, which could hardly meet any resonance in Prishtina of the times. He still tried to continue those discussions at his seminars in Tirana in 1956-58. There, instead, the seminars couldn't even be published after refusing discussions on the ground of a Marxist conception on language, which was no more than a sum of general declarations. Still, he managed to incorporate his rejected views on the relations synchrony/diachrony in a more implicit way in his following monographs on Albanian.

More negative reactions provoked his principal and theoretical discussion on the parts of speech in 1966.¹¹

Extending his discussion on the inherited elements of an older system of the language in a new one, he tried to find the reasons of survival of those relicts in the new system, arriving at the conclusion:

“if it is right that diachrony usually means also structural heterogeneity or pluristructure, on the contrary, the opinion that synchrony means always structural homogeneity or unistructure is wrong ... Synchrony doesn't exclude pluristructure”.

Aren't we here close to the dynamic conception of synchrony of functionalists?

Being that any scientific discipline requires maximal independence dealing with its matters, a descriptive grammarian should treat the data from the past in the actual use of language within his theory, that means he even has to do the job of the historian of the language; that could be achieved only through the distinction between “chronia” (in Albanian he extracts *kroni*, in relation to *sin-kroni* and *dia-kroni*) and structure.

¹¹ Cf. Agalliu (1983); Ismajli (2009: 200-217).

Riza's references to Saussure's distinction of synchrony and diachrony in 1956, later on the theory of the sign, speak on a non-superficial reading of structuralist theoreticians. Much later he managed to express the following reflection: "Sometimes the plurisystematic and sometimes asystematic character of the historic languages makes up the constant feature of their structure", indicate further other contestations to Saussure's theory.

According to Riza, Saussure's concepts of synchrony and diachrony are, in fact, not of a theoretical scientific nature, but more of an empirical and approximative one. His own conception could be much closer to the *synchronie dynamique* of Jakobson and others.

Selman Riza's theoretical discussions of the years 1955-57 and the application of their results in his works on Albanian during the years 1958-1966 and his theory on *relicts* used to reflect the spirit of the time and could lead the Albanian linguistic thought to other levels, if allowed. His suggestion of the possibility of binary representing of linguistic data, even not fully explicit, could lead to other developments. All of that had to confront the objections of ideological waiters. The seminars were never published during his life.

Parts of speech

In 1966, in the frame of the preparations for the writing of a new scientific grammar of Albanian, at a panel of the Institute of Linguistics, a paper of S. Riza on the parts of speech had to be discussed. He explicitly rejected the pretended Marxist conception on the parts of speech:

"Due to their to general philosophical, i.e. universal, and too much undefined character, even the (conceptual) categories of dialectical materialism: matter, consciousness, quality, quantity, contradiction, necessity and occasionality, form and content, etc. ..., can't be used

as a ground for the classification of words in parts of speech".¹²

It seems this rejection has been interpreted as provocation and produced the deed of the official leader of the Institute to defend Marxism and the obligation to apply it in linguistics.

Riza used to argue that language is not only material, as the Marxists say, but material and mental, going still deeper than expected from a linguist in those circumstances. He dared to express ideas, even different, for matters dealing with the fundamentals of the doctrine. He gradually went to the contradiction of Stalin's instrumental nature of language, as well, and further to issues to be considered taboo.¹³

Riza was convinced that the classification of words in parts of speech underwent criterial contradictions and empirical inconveniences. The word, conceived not through its morphological analysis, but through its total structure, makes it an object of lexicology. The methodological request of a mono- or more than one plane of classification of the units of this object in lexicology has not been made successfully, because the formal logic lacks an adequate classification of concepts in respective categories. Thus, Aristotle's classification *substances, quantities, relations, qualities, action, receipt of action, place, time, position, modality*, because that those 10 categories 'are more sorts of predicates, and as a consequence are concepts of only syntactic aspects of the language structure data, rather than concepts of all the data of objective reality' cannot resist critique (action and receipt of action, for example, are sorts of the process, quantity is a relation, like place, time, position). This logic base for the classification of the parts of speech, according to Riza, also cannot be done by the classification of the concepts according to the categories of E. Kant in transcendental ones of **quantity**: *unity, plurality, totality*; of **quality**, *reality, negation, limitation*; of **relations**: *substance and*

¹² "Për shkak të karakterit të tyre filozofik tepër të përgjithshëm përkth. universal tepër të pakufizuar, as kategoritë konceptuale të materializmit dialektik: 'lënda, ndërgjegjja, cilësia, sasia, kundërthënia, doemosdosia dhe rastësia, forma dhe përmbajtja etj.' nuk çfrytëzohen dot si bazë logjike për klasifikimin e fjalëve në pjesë të ligjëratës", Riza (2004: 183).

¹³ Cf. Riza (2004: 19-44, 115-124, 177-192).

manner, cause and effect, action and counteraction; of **modality**: possibility, existence, necessity.

According to Riza's analysis we should start from the following grounds: general concepts of the human mind reflect general deductions from objective reality (not separate data from it). Following Meillet's analysis (Meillet (1921) general deductions from objective reality, according to Riza, were classified into four categories: 1. *objects*, as class of objects, including beings, plants, animate beings and individuals; through the logical or conceptual category to this corresponds *the category of names*; 2. *phenomena*, to which correspond *verbs*; 3. *features*, to which correspond *adjectives and adverbs*, etc.; 4. *Relations* between objects, phenomena and features, to which, there where they appear (not by means of morphemes) by means of words, correspond *prepositions, i.e. conjunctions*. Then he adds to those categories four definitions. Because the mind can operate with an object as well as with a non-object, we have the *reification* of non-objects, to which corresponds *the nominalization of non-names*. The human mind can reify even the objective correlation of a whole thought, which corresponds to the nominalization i.e. pronominalization of a whole phrase. Non-objects have to be distinguished further into non-reified non-objects and reified non-objects, which means there has to be a parallel distinction between names from non-names, and non-names in non-nominalized non-names and nominalized non-names. *Reified non-objects* contain a separate category, '*the fifth category of general deductions from objective reality*'. Selman Riza thinks:

"since early times that his thesis on the existence of this fifth category on one hand of reified non-objects within the objective world and on the other hand of the nominalized non-names at the language level, and as consequence his thesis on the principle systematic distinction of non-nominalized non-names, a eg. "(korieri) *i ndërgjegjshëm ecën shpejt që* (t'arrijë me kohë)" [The scientific courier walks quickly in order to arrive on time] from the respective non-names on the contrary nominalized: "*ndërgjegjshmëri, ecje, shpejtësi, qëllim*" [consciousness, walking, quickness, goal] – are of a major

even definitive importance for the theory of “cognitive studies (intelektologji)” of conceptual categories, as well as for the grammatographic practice of the parts of speech”.

He foresaw a double classification of concepts into logic categories and of words into linguistic categories, mutually respective as follows:

Concepts according to logic categories	Words according to linguistic categories
1. objects (sende)	1. nouns
2. phenomena (fenomene)	2. verbs
3. features (veti) (of objects and phenomena)	3. adjectives - adverbs
4. relations	4. prepositions - conjunctions
5. reified non-objects (jo-sende të sendizuar)	5. nominalized non-nouns

S. Riza arrived at the conclusion that in the lexicon of a language, besides the following parallelism:

Words for concepts	Naming words
1. objects	1. nouns
2. phenomena (fenomene)	2. verbs
3. features	2. adjectives - adverbs
4. relations: non-numerals and numerals	3. prepositions – conjunctions - numerals
5. reified non-objects	5. nominalized non-nouns

we have

Words with which are demonstrated separate exemplars of different concepts, excluding phenomena and non-numeral relations	Demonstrative words with grammatical structures:
	1. nouns
	2. adjectives - adverbs
	3. numerals

Sign, signotechnology and cognitive studies

We can find more specific public information on the interest of Riza on general linguistic issues in his letter of 1974

*From logic and linguistics to 'cognitive studies (intelektologji)' and 'communicativistics',*¹⁴ where he explained that in personal terms he aimed to present his conception on the two complementary disciplines (sciences) on thinking and the communicating of it. That means he wanted to consider the whole process of thinking and its communicating as two aspects depending on thinking itself as a starting point. In the letter he explained further that he aimed a critical review of Aristotle's logic, emphasizing the report from that critique as 'reconstitution of the logic' posing, at the same time, to all of that his critique of de Saussure's linguistics.

Riza thought that through this critique of the bases of Aristotle's logic he was aiming to transform it from a normative-prescriptive discipline about only regular thinking, into a "descriptive-demonstrative science of thinking in general". His *cognitive studies (intelektologji)* would be the science of the intellect or mind, which leads far from pure linguistic efforts.

In the field of general linguistics he was treating the human speech issues conceived in its connections with "other possible means for the communication of thinking"; he immediately added that everything should be coordinated within a technical discipline of signs – semiotekhnology (*signotekni*). To eventual objections about the post-Saussurean developments in linguistics, focused on language *in se and per se*, he tried to reply with explanations starting with the ascertainment that in discussing thinking as such treatments of modern psychology were interfering, that

"instead of being seen as a science of only the simply spiritual life, i.e. of senses- feelings, on the contrary it involved within it's object many mainly or even purely cognitive elements, which means elements with a decisive specific importance for all cognitive studies, like for example (and not only for example) perception, representation and image".

¹⁴ Letter to R. Ismajli, published in Fjala, nr. 5, Prishtina, 1974; see also Ismajli (1994).

On such grounds he was continuing further with his critique of the Saussure's conception of signs and his linguistics. According to Riza the human speech (langage humain) represents only one of the cases of signification of human thinking, and this fact was in favor of Saussure's conception of the independence of speech from thought. He criticized Saussure for making from this an absolute independence. On the contrary, he emphasized that speech should be studied not in itself (*in se*), but "in full dependence, even in exclusive function of the last" (thought). In his posthumous note 3.000 left at the *Fletore* 3 he gives some synthetic description of the two main disciplines foreseen:

"In the present work, *mental activity or thinking* shall not be treated only in last phases of it's formation, it means only in the function of the double question *if* and *since* a thought is irregular or regular... thinking which, as it is known, makes practically the exclusive object of *Aristotle's Logic*".

"On the contrary, there will be treated whole thinking, it means thinking in its all formative phases and in all its functional types; thinking which the author has aimed to make the object of a science, according to him, still inexistent of the science on Mind or Intellect, which that fore he has named: *Intelektologji* (*Cognitive studies?*)".¹⁵

At the same place he gives the definition of the other discipline, supposed to reshape general linguistics:

"In the same work *speech or language activity*, object of the *General linguistics*, has to be treated not separately from the treatment of other types of possible means for communicating of

¹⁵ "Në punimin e pranishëm, veprimtaria e mendjes a të menduarit nuk do të trajtohet vetëm në fazat e mbrame të formimit të vet, e pra vetëm në funksion të pyetjes së dyfishtë nëse dhe prejse një mendim është i parregullt a i rregullt... të menduar këta, të cilët, siç dihet, përbën kundranën praktikisht ekskluzive të Logjikës së Aristotelit". "Përkundrazi, aty do të trajtohet mbarë të menduarit, e pra të menduarit në që të gjitha fazat formative dhe në që të gjitha tipet funksionale të tij; - të menduar këta, të cilët autori ka synuar ta bëjë kundranë të një shkence, sambas tij, ende së paqenë: shkencës mbi Mendjen a Intelektin, të cilën ai prandaj edhe e ka emërtuar: *Intelektologji*". (Riza 2009a: 245).

thinking, but on the contrary together with them, in the frame of an indeed *casually* discipline (not to say: *accidentally*) even scientific, but *genetically*, it means essentially, only technological (even simply technical) on *SIG. ES* (lat. *SIG. A*) or *SIG. OTECH. ICS*, named so from the same author".¹⁶

Explaining further that in this work Aristotle's Logic and General linguistics will be treated only as the two parts of Cognitive studies (Intelektologji) and Semiototechnology (Semiotekni), precisely the Normative Cognitive studies (Intelektologji normative) and Linguistic semiototechnology (Signotekni gjuhësore), and not as the most important parts of the treatment, he adds that "organic vices and even congenital impotencies" of Logic and Linguistics will be at least reduced at a minimum only when

"firstly, those two narrow disciplines will find their mutual theoretical framing and adequate methodological orientations in two incomparably larger ones, and precisely Logic in the science of whole thinking or Cognitive studies (Intelektologji), and linguistics in the 'technology' (tekni) of communicating, with all types of possible means of the same thinking or in the Semiototechnology (Semiotekni)"; "secondly, when for these two larger disciplines will be precisely foreseen and valuably detected mutual relations and complementary characters".¹⁷

¹⁶ "Në të njëjtin punim, të folurit a veprimtaria gjuhësore, kundranë e Gjuhësisë së përgjithshme, ka për t'u trajtuar jo shkëputurazi nga trajtimi i llojeve të tjerë të mjeteve të mundshëm për kumtimin e të menduarit, por përkundrazi bashkë me ata, brenda një discipline vërtë kazualisht (për të mos thënë: aksidentalisht edhe shkencore, por gjenetiksht e, pra themelisht, vetëm teknologjike (e madje thjesht teknike) mbi shenjat (lat. signa) ose signotekni, pagëzuar kështu nga i njëjti autor". (Riza 2009a: 245).

¹⁷ "së pari, këto dy disiplina më të ngushta të kenë gjetur inkuadrimet teorikë bashkëgjegjëse dhe orientimet metodologjike adekuate në dy disiplina pakrahasim më të shtrira, e pikërisht Logjika në shkencën mbi mbarë të menduarit ose në Intelektologjinë, dhe gjuhësia në 'tekninë' mbi të kumtuarit, me mbarë llojet e mjeteve të mundshëm, të të njëjtit të menduar ose në Signotekni"; "së dyti, kur vetë këtyre dy disiplinave më të shtrira t'u jenë synuar saktë dhe zbuluar vlefshëm raportet reciprokë dhe karakteret komplementarë", (Riza 2009a: 246).

The explanation why Saussure could not perceive speech within the function of or even in dependency from the whole process of thinking, according to Riza, relied on the fact that the science of thinking, or cognitive studies did not exist and continued to be non-existent, whereas the normative logics of Aristotle was not sufficient and was superficially applied. The other important reason according to Riza was the fact that Saussure in his analysis of sign "*sign*" = *signifier* "*significans*" + *signified* "*significatum*", where the signifier "*signifiant*" stands for the "sound image" (*image acoustique*), was incorrect whereas the signified (*signifié*) stands for the concept. This implies the necessity for linguistics to be also a science of thinking. The further analysis of the sign, or more precisely of the signifying, according to Riza's theory unlike the analysis of Saussure, implies important issues of psychology studies, such as transfers of consciousness, with the perfection of the analysis towards signifying (*for-sign-ing*), aiming first of all to break it down into 'for-figuring' and into 'for-presenting'. The subsequent phases of the analysis of signifying are explained differently from Saussure with the purpose of creating the basis of criticism of the theory of Saussure and the foundation of a distinct personal theory.

In the summary of his work Riza changed his terminology (he replaced *for-signifying* with merely *signifying*). In his summary of the critique of Saussure he did not take into consideration the necessary distinction between the signifying and the sign, which might be prior in its physicality, however always secondary within its respective function, hence this effected the assessment of the phases of signifying. In addition to his criticism, expressed with an extremely detailed terminology, Riza left unanswered the question:

"Methodologically, in which aspects the system which is other-supporting (*per-aliquid-stante*) or signifier (the speech system) entirely depends from the system which is self-supportive (*per-se-stante*) or signified (e.g. from the system of thinking); and in which other aspects the signifying system, as a consequence of

the irreducible material residual character, is on the contrary utterly independent from the signified?"¹⁸

Unfortunately, this is the end of Riza's attempt and we do not know how far his reflection on implied relations with logical theories would have evolved, seen from the perspective of revisiting Chomsky's ideas towards Cartesian rationalism from one side, as well as an approach of cognitive linguistics on the other side. It is also possible to discuss the congruence with another theory of equal complexity, that of Ch. S. Pearce.

There is no doubt however that the discussion of Riza about the parts of speech and his general conception about verbs and a bit less about articles, to use his own wording

"the prolonged study (1936-44, 1948-55, 1956-67 = 28) with albanistics has been a parenthesis of my continuous efforts as a methodologist and gnoseologist, or in other words, as a scholar in the philosophy of sciences"

and:

"After all, every single one of my works in albanistics is characterized by my aspiration to treat the subject from the perspective of my own methodology and gnoseology." (Riza 2009a: 420).

The correlation of the research in albanistics with the function of another type of research, similar to the association of the language study with the function of thinking, is obviously indicated in the concrete results of the study and in the overall method of interpretation. His theoretical concepts and notions were directly reliant on cognitive studies, which we have to learn more

¹⁸ "Metodologjikisht, një system për-jetër-qëndruës a shenjues (p.sh. sistemi i të folurit) në cilët aspekte mvaret kryekëput nga sistemi për-vehte-qëndruës a i shenjuar (p.sh. nga sistemi i të menduarit); dhe në cilët aspekte tjerë sistemi shenjues, për efekt të kategorialitetit material rezidual të pareduktueshëm është përkundrazi barabar kryekëput i pamvarur nga i shenjuari?" (Riza 2009: 25).

about, compared to the present circumstances. A science of language "in itself and for itself", as Saussure considered it, was according to Riza impossible, and even absurd. On the other hand, there was room for an inter-projected conditionality of this science with the science of thinking, either as a belief or as an idea which had not eluded the supremacy of normative logics. Normativeness and the dependence of language studies on the utilitarian attitude in Riza seem to have a twofold origin, both on the Aristotelian logic and on the practice of grammar, without considering his background education in law.

But how are we to consider his methodological-gnoseological efforts? In fact there is not a complete evidence or treatise to sustain this, but there is data available all over his work. In the "Course of an heterodox philosophy" which he intended to draw to a close by '80s, he had put the sub-title: *From logics and linguistics towards 'cognitive studies and communicativistics'*, where he conceived *Cognitive studies* (intelektologji) as the science of intellect (with an introduction into psychology), and he included broad discussions on the terminological lacunosity of Saussure as semiologist-linguist, as well as critical annexes on *semiotics* and *semantics*, and the chapters on *communicativistics* as techniques of between-consciousness communication, to be followed by three general writings on aberrations of idealisms and on imperfections of materialisms, one ontological hypothesis and prosopological ethics within the community moral integration, which altogether covers more than we can imagine at this condition of knowledge and information about linguistics, semiotics and other related subjects to these disciplines.

His starting standpoint was: to reduce the vices of Aristotelian logic and of general linguistics, so that the two narrow disciplines are able to integrate based on a general theory and on scientific methodology: the logic in the science of thinking – cognitive studies (intelektologji); the general linguistics in the technique of communication – semio-technology (*signo-teknji*). According to S. Riza, the new disciplines and sciences can be created from nothing in two ways: through the differentiation of

one science with a wide object of study into two or more; through the integration of one or more specific sciences into a wider and more theoretical science. He personally was in favor of the second approach, meaning that Aristotelian logic should be transformed from a normative-prescriptive science into a descriptive explanative general science about thinking. Therefore he highlighted the fact that he was the first one to *outline a science on the entire signification and thinking*. S. Riza aimed to implement his project of re-establishing disciplines within the scope of which the study of language should be included, enabling the reassignment of the status from 'post-biological half-sciences' into 'pre-gnoseological sciences' which can be interpreted in the following manner:

Psychology	→ Psychology
Logic	→ Cognitive studies (Intelektologji)
Linguistics	→ Communication (komunikativistikë)
Post-biological half-sciences	→ Pre-gnoseological sciences (Riza 2009: 482).

I consider that within the field of the theory of ideas it is possible to discuss the concept of Riza to build a new vision about linguistics as part of a wider knowledge of cognitive studies (intelektologji) and communication (discipline on – komunikativistikë). However, up to now we have not been able to see something more than the criticized concept about the parts of speech and a critical viewpoint of the conceptual-theoretical entirety of the traditional grammar observed from his logistic and even psychological perspective. In his notes on the sign, his criticism of the theory of Pavlov, in the discussion on the relation between language and thinking and in the discussions which have been disseminated as theses, we can see the effort to create a wider capacity for the observation of the whole matter, of thinking and the expression of this thinking through language. Is it possible that Riza's concept would be able to produce a new theory of discourse production, such as was the case with the criticism of structuralism in '70s, or further with the cognitive linguistics? It is challenging to perceive this idea even as an intuition, if we take into consideration the fact that by the end of his life Riza expressed grand ambitions:

"The establishment from an Austrian "Psychoanalysis" not overly indisputable to be followed by the founding of a less counter-attestable "Intellect-analysis" by an Albanian, here is what the project (not the dream) of the last phase of my life should be".¹⁹

We should conclude as a final point, that the reflections of the theoretical nature of Riza have remained dispersed and fragmented in the structure of theses and opinions, which have not been completely comprehended. He still remains a tentatively theoretical linguist within the Albanian linguistics. His work will unquestionably awaken discussion in the future.

Bibliography

Agalliu F. (1966). *Reçension rreth punimit të prof. S. Rizës "Sistemi foljor i letrarishtes shqiptare bashkëkohore*. Tiranë: manuscript.

Agalliu F. (1983). Sinkroni apo diakroni? In *Studime filologjike*, 1. Tiranë: Akademia e Shkencave e RPSSH.

Agalliu F. (1995). Mbi disa ndihmesa të prof. Selman Rizës në përpunimin e teorisë gjuhësore të re. In *Rilindja*, 1.9. Tiranë, p. 9.

Agani H., Bokshi B., Ismajli R. (1979). Parathënie. In Riza S., *Studime albanistike I*. Rilindja: Prishtinë.

Ajeti I. (1954). S. Riza, Gramatika e serbokroatishtes, *Jeta e ré*, 5-6. Prishtinë, 409-410.

Angoni E. (1999). *Selman Riza – gjuhëtar dhe atdhetar i shquar*. Toena: Tiranë. Arkivi i Ministrisë së Punëve të Brendshme, Drejtoria e Punëve të Brendshme, Tiranë D. NR-

¹⁹ "Themelimin nga një austriak, të "Psikanalizës" jo gjithandej së padiskutueshme ta pasojë themelvënia, prej një shqiptari, e një "Intelektanalize" më pak së kundërdëshmueshme, ja (jo ëndrra, por) projekti i fazës fundore së jetës sime" (Riza 2009a: 319).

5391-A. *Dosje përpunimi, Kategoria 2-B - r. 2282*. Cf. Ismajli (2009: 395-487). Beci B. (1994). Prof. Selman Riza, personalitet i shquar i gjuhësisë shqiptare. In *Dardania*, qershor. Tiranë, 22.

Bokshi B. (1980). *Rruga e formimit të fleksionit të sotëm nominal të shqipes*. Prishtinë: ASHAK.

Bokshi B. (1986). *Prapavendosja e nyjës në gjuhët e Ballkanit*. Prishtinë: Rilindja. Camaj M. (1989). Vdiq gjuhëtari Selman Riza. In *Dielli*, 28.4.1989. Boston.

De Mauro T. (1972). In F. De Saussure, *Cours de linguistique générale*, éd. Critique préparé par T. De Mauro. Paris: Payot.

De Saussure F. (1977). *Kurs i gjuhësisë së përgjithshme*. Prishtinë: Rilindja. Tiranë, Dituria, 2002 (përkth. R. Ismajli).

Demiraj Sh. (1994). Për veprimtarinë shkencore të prof. Selman Rizës. In *Gjuha jonë*, 1-4. Tiranë, 81-87.

Demiraj Sh. (2004). *Gjuha shqipe – probleme dhe disa figura të shquara të saj*, Tiranë: Globus R., 258-266.

Desnickaja A. V. (1959). *Recensionit i disertacionit të shokut Selman Riza "Pronorët e shqipes"* 6/XI/59, manuscript.

Dhrimo A. (1994). Heretiku i gjuhësisë shqiptare. In *Rilindja*, 6.2.Tiranë, 9.

Dhrimo A. (1999). Gjuha e Selman Rizës – pasqyrë e punës së tij për klasifikimin e normës letrare të shqipes, *Gjuha jonë*, 3-4.Tiranë, 25-30.

Dodi A. (1991). Nderim për prof. Selman Rizën. In *Mësuesi*, 27.7.1991. Tiranë, 2. Domi M. (1989). Prof. Selman Riza – studiues i shquar i gjuhës shqipe. In *Gjuha jonë*, 2. Tiranë, 99-102.

Holenstein E. (1974): *Jakobson*, Paris: Seghers, Philosophie.

Hysa E. (1999). Ndihmesa e prof. Selman Rizës në studimin e sistemit foljor të shqipes. In *Gjuha jonë*, 3-4. Tiranë, 21-24.

Hysa E. (2000). Selman Riza: Sistemi foljor i letrarishtes shqiptare bashkëkohore, *Studime filologjike*, 3-4. Tiranë, 181-187.

Ismajli R. (1991). Sur les contributions de Selman Riza. In *Studia albanica*, 1-2. Tiranë, 61-71.

Ismajli R. (1994). Rithemelimet e Selman Rizës. In *Etni e modernitet*. Pejë: Dukagjini, 141-157.

Ismajli R. (1998). Pikëpamjet e Selman Rizës. In "Në gjuhë" dhe "për gjuhë", *Rrjedhat e planifikimit të shqipes në Kosovë, 1945-1968*. Pejë: Dukagjini, 45-62. Ismajli R. (2000). *Tekste të vjetra shqip*. Pejë: Dukagjini.

Ismajli R. (2005). *Gjuhë standarde dhe histori identitetesh*. Tiranë: Akademia e Shkencave e Shqipërisë.

Ismajli R. (2009). *Pasionet dhe pësimet e selman Rizës*. Prishtinë: ASHAK.

Ismajli R. (2009a). Amaneti i Selman Rizës. In *Koha ditore*, 21 shkurt, 28-29. Prishtinë.

Meillet A. (1921). *Linguistique historique et linguistique générale*. Paris: Champion.

Përnaska R. (1965). Një atdhetar i flaktë dhe shkencëtar i madh jokonformist. In *Illyria*, 411, 29.6.-1.7. New-York, 14.

Përnaska R. (1995a). Selman Riza – patriot dhe shkencëtar i madh. In *Illyria*, 412, 3-8.7. New-York, 21.

Raka F. (1994). Rreth veprimtarisë së prof. Selman Rizës në fushën e shqipes letrare. In *Gjurmime albanologjike, Seria shkencat filologjike*, 23-1993. Prishtinë, 43-63.

Raka F. (1996). Kritika gjuhësore në veprat e Selman Rizës. In *Seminari ndërkombëtar për Gjuhën, Letërsinë dhe Kulturën Shqiptare*, 18-31 gusht, Tiranë: Toena, 207-214.

Replika të S. Rizës nga diskutimet në Sektor lidhur me Referatin Mbi pjesët e ligjëratës, dorëshkrim, por jo i daktilografuar, si thoshte Angon, po vështirë i lexueshëm. Ruhet në arkivin personal.

Riza S. (1944). *Tri monografina albanologjike*, Tiranë: Mesagjeritë shqiptare. Sipas Riza (1996).

Riza S. (1952). *Fillimet e gjuhësisë shqiptare*. Prishtinë: Mustafa Bakija.

Riza S. (1952a). *Gramatikë e sërbo-kroatishtes, 1. Fonetikë, 2. Morfologji*. Prishtinë: Mustafa Bakija.

Riza S. (1953). *Diftorët e shqipes dhe historiati i tyre*. Prishtinë: Mustafa Bakija. Riza S. (1955). *Linguistika, filologjia dhe gramatika deskriptive*. In *Përparimi*, 1-2. Prishtinë, 47-53.

Riza S. (1956). Një cikël seminaresh mbi problematikën metodike në gramatikën deskriptive, dorëshkrim nga vitit 1956, i

botuar te *Vepra IV*, Prishtinë: ASHAK. Riza S. (1958). Nyjat e shqipes (Punim përshkrues normativ). In *Buletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Seria shkencat shoqërore*, 2. Tiranë, 3-72.

Riza S. (1958a). *Pronorët e shqipes* (Punim historik e kritik, kërkues e dokumentues), Autoreferat i disertacionit për marrjen e gradës shkencore "kandidat i shkencave filologjike", botim i shaptilografuar i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Fakulteti Histori-Filologji, Instituti i Gjuhësisë dhe i Letërsisë, Tiranë.

Riza S. (1958b). Mbi vlerën fonetike të grafive buzukjane (sllave) dhe V (latine). In *Buletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Seria shkencat shoqërore*, 1. Tiranë, 81-84.

Riza S. (1959). Pronorët e shqipes (Punim historiko-kritik). In *Buletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Seria shkencat shoqërore*, 2. Tiranë, 43-103, and Nr. 3, 3-35. Riza, S. (1959a). *Relacion i zgjeruar mbi ribotimin kritik të Gjon Buzukut nga Eqrem Çabej*, dorëshkrim. cf. Riza (1996: 491-529).

Riza S. (1960). Pronorët e shqipes (Punim përshkrues normativ), *Buletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Seria shkencat shoqërore*, 3. Tiranë, 3-47. Riza S. (1961). *Pesë autorët më të vjetër të gjuhës shqipe, Krestomaci, thjeshtë gjuhësore*. Tiranë: Universiteti Shtetëror i Tiranës, Fakulteti i Historisë dhe i Filologjisë, Katedra e gjuhës shqipe. Dispensë e shaptilografuar.

Riza S. (1962). Disa teza mbi tre dorëshkrimet e Katekizmit të Matrëngës. In *Buletin i Universitetit Shtetëror të Tiranës, Seria shkencat shoqërore*, 1. Tiranë, 76-81.

Riza S. (1963). *Letër Drejtorisë lidhur me organizimin e diskutimit për Shtojcat*, 24. 6., ms.

Riza S. (1965). *Emrat në shqipe, Sistemi i rasave dhe tipet e lakimit* (Punim historik me dy shtojca kritike). Tiranë: Universiteti Shtetëror i Tiranës, Instituti i Historisë dhe i Gjuhësisë.

Riza S. (1965a). *Kundërtezat e S. Rizës ndaj vërejtjevet të Komisionit të kumtesavet për Kongresin e Sofjes*. Tiranë, më 7/ XII, f. 10. Dorëshkrim i pabotuar.

Riza S. (1965b). Thèses sur les trois manuscrits du Catéchisme de Lekë Matrënga. In *Studia albanica*, 1. Tiranë, 125-130.

Riza S. (1965c). *Dy versionet e veprës së Pjetër Bogdanit*. In *Konferenca e Parë e Studimeve Albanologjike* (15-21 nëntor 1962). Tiranë, 278-286.

Riza S. (1978). Vehtësia dhe veprat e Pjetër Budit (1566-1622). In *Gjurmime albanologjike, Seria e shkencave filologjike, VIII*. Prishtinë: Instituti Albanologjik i Prishtinës, 111-121.

Riza S. (1979). *Studime albanistike*, 1. Prishtinë: Rilindja.

Riza S. (1983). Nyjat e shqipes në tekstet e pesë autorëve tanë më të vjetër, *Studime filologjike*, 2. Tiranë: Akademia e Shkencave e RPSSH, 21-53.

Riza S. (1985). Probleme të nyjave të shqipes. In *Gjurmime albanologjike, Seria e Shkencave filologjike*, 19. Prishtinë: Instituti Albanologjik i Prishtinës, Prishtinë, 33-54.

Riza S. (1991). Historiku e kritka e trajtimeve të nyjave të shqipes nga gramatikanët përshkrues. In *Studime filologjike*, 3-4. Tiranë: Akademia e Shkencave e RPSSH, 87-115.

Riza S. (1994). *Sistemi foljor i letrarishtes shqiptare bashkëkohore*. Tiranë: Akademia e Shkencave e Republikës së Shqipërisë, Instituti i Gjuhësisë dhe i Letërsisë.

Riza S. (1996). *Vepra 1*. Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës. Riza S. (1997). *Vepra 2*. Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës. Riza S. (2002). *Vepra 3*. Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës. Riza S. (2002a). *Pesë autorët më të vjetër në gjuhën shqipe*. Tiranë: Toena.

Riza S. (2003). Réfutation de la "théorie", largement internationale sur les cofonctions non-déterminatives de l'article déterminatif; et rectification de la thèse de Dhimitër Kamarda sur la concordance de l'albanais i e të avec le grec ho, hē, to. In *Studime*, 10. Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës, 37-56.

Riza S. (2004). *Vepra 4*. Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës.

Riza S. (2004a). Mbi një bashpërkim gramatikor të posaçëm të gjuhës shqipe me greqishten. In *Vepra 4*, Prishtinë: Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës, 91-114.

Riza S. (2009). *Vepra 5*. Prishtinë: Akademia e Shkencave

dhe e Arteve e Kosovës.

Riza S. (2009a). *Mendime të shkëputur të një vazhde së vetme*. Pejë: Dukagjini.

Riza S. (dorëshkrim). *Qëndrimi i S. Rizës ndaj diskutimevet në Sektor mbi punimin "Nyjat e shqipes" paraqitur në cilësinë e disertacionit për doktorat*. Dorëshkrim.

Sawicka I. (1983). S. Riza. Studime albanistike. In *Studia linguistica Wratislawiensia VIII*, Acta Universitatis Wratislawiensis, No 645. Wrocław: Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, Wrocławska Drukarina Naukowa, 104-108.

Leonard DEMI

THE WESTERN BALKANS LOOKING FORWARD TO THE FUTURE

History is more than the path left by the past, it influences the present and can shape the future.¹

The Western Balkans² conflict dragged on for ten years and involved Albanians, Bosnians, Croats, Serbs, and Slovenes. The United States³, NATO⁴, and the EU⁵ helped the Western Balkans⁶ move from war to

¹ Bercow, John. *Welcome speech on the occasion of the visit of President Obama in Westminster, Westminster Hall, London, 25 May 2011.*

² The Balkans is the easternmost of Europe's three great southern peninsulas and, collectively, the countries located there. The name "Balkan" is derived from the Turkish word for mountain and usually refers to countries south of the Sava and lower Danube rivers. In the 19th century, when the term was first used, it usually designated the territory under the direct or indirect control of the Ottoman Empire after the Treaty of Karlowitz (1699). It did not include the lands held by the Habsburg Empire before 1918 that are now integral parts of Balkan states. The Western Balkans is a group of multicultural nations of Southeastern Europe, including Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Kosova, Macedonia, Serbia and Montenegro.

³ Lundestad, Geir. *The Atlantic Alliance under Stress: US-European Relations after Iraq: Toward Transatlantic Drift?* p. 17, Edited by David M. Andrews, Cambridge University Press, 2005.

⁴ Wesley K. Clark. *Waging Modern War*. P 405, Public Affairs, New York, 2001; Hendrickson, C. Ryan. *Diplomacy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War*. p. 98, University of Missouri Press, Columbia, 2006.

⁵ Howorth, Jolyon. *Security and Defence Policy in the European Union*. Palgrave Macmillan, 2007, p6, 7, 53.

peace, from disintegration to sustainable development, and to a Euro-Atlantic future.

The Balkan events saw the region racked by ethnic rivalry, hyper-nationalism, and bloody wars⁷. Thousands of people in the region lost their lives by terror and genocide. Their homes were destroyed. Women and children were killed, violated and displaced. It was not easy amidst this suspicion, hatred, discontent and extremism to iron things out, and some questions emerge⁸. Why did all that happen? What went wrong?

These conflicts demonstrate the risks of politics in the region. The fundamental problem that lay behind this history was the difference between geopolitical and ethnic boundaries and the absence of adequate political mechanisms to deal with this difference.

A brief review of the history might help us better understand the Euro-Atlantic policy and look forward to the future.

The past

The Western Balkan nations share certain traditions and general characteristics as a result of their similar histories, nevertheless, relations between the major political groups have almost

⁶ The Balkans is the easternmost of Europe's three great southern peninsulas and, collectively, the countries located there. The name "Balkan" is derived from the Turkish word for mountain and usually refers to countries south of the Sava and lower Danube rivers. In the 19th century, when the term was first used, it usually designated the territory under the direct or indirect control of the Ottoman Empire after the Treaty of Karlowitz (1699). It did not include the lands held by the Habsburg Empire before 1918 that are now integral parts of Balkan states. The Western Balkans is a group of multicultural nations of Southeastern Europe, including Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Kosova, Macedonia, Serbia and Montenegro.

⁷ Glenny, Misha. *The Balkans, Nationalism, War, and the Great Powers, 1804-1999*. p. xxiii, Penguin Books, New York, 1999.

⁸ Abenheim, D., *United Germany, Nationalism and Militarism, Potsdam and the Maintenance of Tradition*, p.18, Naval Postgraduate School, Springfield, VA, 1992.

continually been strained and competitive, even in the face of outside menace.

In the 14th century the Christian Balkan states, whose relations were characterized by intense and bitter rivalry, fell to the Ottoman Empire. For roughly 500 years Ottoman influence remained predominant in the Balkans because the Christian peoples failed to unite against a common foe.

Although a revived spirit of nationalism spread through the Balkans at the end of the 18th century, independence from Turkish rule was achieved only by slow stages throughout the 19th century. Thus, national pressures, together with the conflicting interests of the great powers, who were intervening in Balkan politics, placed the peninsula in a state of almost continual turmoil. Between 1804 and 1878, the national movements of the region reached a great success; they could succeed to create four independent states: Serbia, Greece, Monte Negro and Romania. While the Bulgarians got the autonomy, the Albanians organized when their territory was threatened by other national groups⁹. So, the Balkan Peninsula was the scene of warfare, mainly, in 1821-1829, 1853-1856, 1875-1878, 1885, 1897, and 1912-1913¹⁰. The unsettling effect of these contests was accentuated by frequent civil wars. Because of the strategic significance of the peninsula, the "Eastern Question", the problem of determining the political fate of the increasingly feeble Ottoman Empire, became the chief issue in European international relations from 1815 to 1914. The main antagonists in the diplomatic conflict were Britain and Russia. Concerned with the preservation of its communications with the East and with India in particular, Britain feared that the collapse of the Ottoman Empire would be followed by Russian domination of the area¹¹. Britain, therefore, tried to maintain Ottoman power while simultaneously securing reforms in the administration of the subject nationalities. Russia, on the other hand, was more willing to give

⁹ Jelavich, Charles et Jelavich Barbara, *Themelimi i shteteve kombëtare të Ballkanit*, Tiranë, Dituria, 2004, f. Kreu I.

¹⁰ Jelavich, B, pp 46-50, pp 95-100.

¹¹ Zickel, p. 17

direct help to the Slavic people of the Balkans¹². Austria, apprehensive of a growth of Russian power, tended to take the British position¹³. France, at odds with Britain over other Mediterranean issues, took a pragmatic approach, changing its position in every crisis to meet the demands of its own interests¹⁴.

Despite the contradictory aims and policies of the great powers, the Albanians were able to establish their independence after the Balkan Wars¹⁵. Although the pattern of borders drawn in 1913¹⁶

¹² Jelavich, Ch., *Tsarist Russia and Balkan Nationalism, Russian Influence in the Internal Affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886*, p. 28, University of California Press, 1958.

¹³ One of the events of Balkan history that had so critical an effect on subsequent Balkan problems that it needs be spotlighted first is the Congress of Berlin in 1878, where the great powers of Europe drastically revised the Treaty of San Stefano that had partitioned Ottoman lands earlier in the same year. The Treaty of San Stefano had been signed in March 1878 between a defeated Turkey and a victorious Russia. Under the treaty, the sultan recognized the independence of Serbia, Montenegro, and Rumania; but Albania, although given autonomy, was to remain a nominal part of Ottoman Empire.

¹⁴Waltz, K. N., *Theory of international Politics, Structural Causes and Military Effects*, pp 160-193, Assidon-Wesley Publishing Company, 1979.

¹⁵ Pollo, p. 146 and Jelavich, B, pp 100-103.

¹⁶ In 1913 the Conference of Ambassadors in London left out half of the Albanians and the Albanian lands and gave Serbia, Montenegro and Greece sovereignty over Kosova, Plava, Gutsia and Thiameria (Çamëria). From that date on, Serb nationalists have constantly massacred the Albanian Population of Kosova. Between 1913 and 1941 about 300,000 Albanians were forced to leave [Malcolm, N., *Kosovo: A Short History*, p. 286, London and Basingstoke, Macmillan, 1998].

Tito period (1945-1980): renewed Serbian suppression and persecution. Due to the Prague Spring of 1968, Tito upgraded the status of Kosova in 1974, but he didn't make of it a republic. The people were disappointed and demonstrated [Lee, M., "Kosovo between Yugoslavia and Albania," *New Left Review*, 140 July-August, pp 62-91, 1983]. However, after Tito the economic situation deteriorated and unemployment was very high (three times the national average). Calls were made for Kosova to be granted republic status in order to help it overcome these difficulties, but this did not happen [Lampe, J.R., *Yugoslavia as History: Twice there was a Country*, 2nd edition, p. 337, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 and Lee, p. 67].

Milosevic's rise to power marked a return to a tougher policy [Ramet, S, *Whose Democracy? Nationalism, Religion and the Doctrine of Collective Rights in Post-1989 Eastern Europe*, p.148, Lanham and Oxford, Rowman and Littlefield, 1997] and the autonomy of the province was revoked in 1989. Milosevic and the

laid the basis for the modern map of the Balkans, instability continued in the region, largely due to conflicting Austro-Hungarian and Serbian ambitions over the control of Bosnia and Herzegovina. The assassination of the Austrian archduke Francis Ferdinand in Bosnia by a young Serbian revolutionary on June 28, 1914, resulted in an Austrian declaration of war on Serbia that, because of a network of interlocking military alliances throughout Europe, precipitated World War I¹⁷.

The Great War brought about major changes in the political map of the Western Balkans. In 1918, Yugoslavia was formed from Serbia, Montenegro, and the Habsburg south Slav lands. The Kingdom of Serbs, Croats, and Slovenes became "Yugoslavia" after a royal coup d'état in 1929¹⁸.

Serbs exerted significant pressure to ensure that Albanian leaders resign; that the Academy of Sciences in Kosova be abolished; that Albanian street names be changed to Serbian; and that Serbs receive preferential treatment. The Albanians were fired from their posts (130,000 between 1990 and 1995) and lost their homes to Serbs, 20,000 people were violated, illegally detained, or raped, and 200 were killed [Ramet, S., p. 148; Ramet, S., *Balkan Babel*, 3rd ed, p. 308, New York, Westview Press, 1999; Leuridijk, D and Zandee, D., *Kosovo: From Crisis to Crisis*, pp 17-23, Ashgate Publishing Limited, 2001]. Between November 1994 and January 1995 alone, 25,000 were forced to leave [Rama, S.A., "The Serb-Albanian War and the International Community's Miscalculations," *International Journal of Albanian Studies*, cited at www.albanian.com/IJAS/vol2/is1.html, 2000 and Ramet 1999 p. 308]. Their homes and businesses were looted and burned.

In the summer of 1998, a quarter of a million Kosovars were forced from their homes as their houses, villages and crops were destroyed. As more Kosovars fled, the Serbs implemented a resettlement policy and Albanian property was simply confiscated [Ramet 1997, pp 151-152].

By late September 1998 Western anxieties about Serb actions in Kosova had reached their peak. As diplomatic negotiations collapsed, ethnic violence threatened to spill over. The West no longer accepted Serb claims of an internal matter and felt that it had no choice but to start Operation Allied Force on 24 March 1999 (concluded on 10 June 1999).

¹⁷ Thompson, K. W., Morgenthau, S. and Morgenthau, M., *Politics among Nations, The struggle for Power and Peace*, p.3-17, McGraw-Hill, Inc 1993, and Jelavich, B, p. 112.

¹⁸ The idea of Yugoslavia was first suggested in Croatia in the 1830s by a movement who wanted all south Slavs to unify culturally and politically to defend themselves against aggressive Ottoman, German, Italian, and Hungarian nationalisms. It was then assumed that the culturally advanced Croatian city Zagreb

In general, the years between World War I and World War II were difficult for all the Western Balkan states. Until 1924, when the future king of Albania took over, Albanian governments appeared and disappeared in rapid succession and prepared the road to Italian penetration¹⁹, Yugoslavia suffered from the inability of the Serbs and Croats to adjust their traditional rivalries within the new state. All the nations had internal economic difficulties and severe minority problems. The rise of fascist Italy and Nazi Germany in the 1930s brought the states face to face with an immediate threat in the

would be the centre of this proposed state. The idea remained only a dream for almost a century, for there was no opportunity to form a new Yugoslav state until the end of World War I, when the Ottoman and Austro-Hungarian Empires were both defeated and dismembered by the allied victors. In 1912 Serbia "joined" a coalition with Bulgaria, Greece, and Montenegro to attack Ottoman Turkey. Thus, the First Balkan War ended by Turkey's ceding almost all its European possessions. The next year, in the Second Balkan War Serbia doubled its size and territory, incorporating more non-Serbs than it could either assimilate or eliminate. The Muslim populations particularly suffered from the brutality of these wars [Bennet, Ch., *Yugoslavia's Bloody Collapse: Causes, Course and Consequences*, pp. 22-23, New York University Press, 1995].

It was the Western allies who created Yugoslavia from the fragments of the two empires they had vanquished. At its founding in 1918 Yugoslavia was known as the 'Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes'. The Serbian Prince Alexander, who had sided with the war's victors, agreed to unite his territory with the former Habsburg lands with Belgrade as its capital [Bennett, p. 29]. It had a territory of about 248,000 square km and a population of about 12 million [Crnobrnja, M., *The Yugoslavia's Drama* (2nd ed.), p. 51, McGill-Queen's University Press, 1996].

The Croats were immediately disappointed, for the new state gained control of their funds and replaced their old Habsburg institutions with Serbian ones [Bennett, p. 35]. No efforts to integrate the old states through compromise were successful. No parliamentary coalitions could be created that transcended the concerns of nationality groups. The former Habsburg subjects resisted the dominant Serbs, sometimes violently, [Necak, D., *Historical Elements for Understanding the Yugoslav Question*, p. 23, Payam Akhavan and Robert Howse, eds., The Brookings Institute, 1995]. In 1928 King Alexander became dictator of the country, giving it the new name 'Yugoslavia'.

Some Croats wanted full independence and were prepared to use violent means of breaking up the country. In particular, the fascist Ustasha-Croat Revolutionary Organization, led by Ante Pavelic, which received support from Mussolini (Spencer, p.5).

¹⁹ Zickel, pp 28-32.

international field. In 1939 Albania was annexed by Italy. In 1940 Italy's dictator, Benito Mussolini, launched an invasion of Greece. The Italians inability to carry through this campaign led to a German invasion of both Greece and Yugoslavia in 1941. The conditions of this conflict and the occupation that followed led to the creation of large anti fascist forces in all countries of the Western Balkans. These forces were of great political significance²⁰ later. The frequency and intensity of these conflicts have left a deep imprint on the outlook of the peoples, and they help to account for the low economic level of the area throughout most of its history. The end of the war in 1945 introduced a period of revolutionary change. Communist regimes came to power, as they did throughout Eastern Europe, until 1989.

The frequent invasions of the Balkan Peninsula are largely responsible for the political divisions of the area and the variety of national characteristics among the people.

The tendency of the Balkan nations to follow separate paths of national development continued into the years after World War II. Subsequently, however, alterations were made in the relationships that had been established in the immediate postwar years. In 1948, in a sharp controversy with Soviet premier Joseph Stalin, Yugoslav premier Tito claimed his country's right to develop its own brand of socialism. When the Cominform²¹ expelled Yugoslavia on June 28, 1948, Albania made a rapid change in its policy toward Yugoslavia. Three days later, Tirana gave Yugoslav advisers in Albania forty-eight hours to leave the country, canceled all bilateral economic agreements, and entered an orbit around the Soviet Union.

In 1960, Albania broke with the Soviet Union, and thereafter sought closer relations with the People's Republic of China²².

For 40 years after World War II, Balkan politics were dictated by the Cold War between the superpowers. It was only with the collapse of the Soviet Union after 1989 that the Balkan states rediscovered possibilities for real political change. However, throughout the Western Balkans the construction of democratic

²⁰ Pollo, p. 227.

²¹ Communist Information Bureau

²² Zickel, pp 42-43.

politics was seriously hampered by the lack of a tradition of political participation, by vestiges of dictatorial order, by severe economic problems, by ethnic divisions²³, and by a bloody and bitter ten-year war.

The progress we have seen during the last ten years is evidence to the power of sustained outside engagement, internal political reform, and the process of Euro-Atlantic integration. Only the Euro-Atlantic integration, NATO²⁴ and the EU²⁵, is the road to a democratic, peaceful, and prosperous Balkans and for that goal, the Alliance should remain committed in the region²⁶.

The present

The Euro-Atlantic integration process in the Western Balkans is becoming an historic Regional success in advancing stability and cooperation, bringing the countries closer to the common goal to be free, united in peace, democracy and common values. All government of the region stand fully committed to further strengthening sustainable development, and accelerate the integration progress²⁷.

The process of Euro-Atlantic integration and nationalization transformed the security policy in the Western Balkans.

The countries of the region are at different stages fulfilling the requirement of the EU integration due to the question of statehood

²³ Ethnicity came to be especially important in the Balkans during the 19th century, when the division of the Habsburg and Ottoman empires began to result in modern states without respect for patterns of language or religious adherence.

²⁴ Cascone, Gabriele. *NATO in Search of a Vision, NATO Enlargement and the Western Balkans*, p. 175, Georgetown University Press, Washington, D.C., 2010.

²⁵ Jacques Rupnik. *The Western Balkans and the EU: 'the hour of Europe'*. European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers 126, Paris, June 2011, p. 7.

²⁶ Blair, Tony. *A Journey: My Political Life*. P. 400, Alfred A. Knopf, New York-Toronto, 2010.

²⁷ Declaration on Alliance Security, Issued by the Heads of State and Government, Strasbourg/ Kehl, 4 April 2009 (paragraph 23).

and state capacity²⁸, i.e. independent and newly independent states. The independent states had to adopt the rule of law, convert to the market economy, and follow a national foreign and security policy, in other terms, endeavoring with the democratic consolidation of the country. The newly independent states are still involved in the formation of nation-state aspiring to become members of the Union. While in the first case the dominant influence is the Euro-Atlantic integration process, the key issue for the second case states is the strengthening of the nation-state, where nationalism plays a negative role.

Albania and Croatia joined the Alliance in 2009. NATO will extend an invitation to Macedonia as soon as a mutually acceptable solution to the name issue has been reached within the framework of the UN, and urge intensified efforts towards that end.²⁹ Montenegro³⁰ was invited to enter the Membership Action Plan at December 2009. Late April 2010, the Alliance decided to grant the Membership Action Plan even to Bosnia-Herzegovina³¹. The door to NATO remains open for Serbia, and the Alliance is looking forward to Serbia taking a more active role in the Partnership for Peace Program, which Serbia joined in 2006³².

On the other hand, the EU membership picture is complementary: Croatia is expected to join the EU in 2013; the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) and Montenegro have EU candidate status; Albania applied for the candidate status in summer 2009, but has not received it yet (because of domestic

²⁸ Jacques Rupnik. *The Western Balkans and the EU: 'the hour of Europe'*. European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers 126, Paris, June 2011, p. 24.

²⁹ Lisbon Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government, North Atlantic Council, Lisbon, 20 November 2010 (paragraph 14).

³⁰ Meeting of the North Atlantic Council at the level of Foreign Ministers, Final Statement paragraph 7, NATO Headquarters, Brussels, 4 December 2009.

³¹ Informal Meeting of the North Atlantic Council at the level of Foreign Ministers, Tallinn, 22 April 2010.

³² Lisbon Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government, North Atlantic Council, Lisbon, 20 November 2010 (paragraph 18-19).

political situation); Serbia hopes to get it at the end of 2011; Bosnia-Herzegovina and Kosovo are still facing consolidation problems.

The Euro-Atlantic integration process in the Western Balkans has not only made the Alliance stronger, it has also stabilized Europe and the region, and contributed to a safe and peaceful development of the area³³.

So, consolidation is regarded as relative to two factors: Euro-Atlantic integration, which is an external factor, and strengthening the nation-state, which is a domestic structural problem and could take some time to overcome³⁴.

Though the progress is encouraging and demonstrates how far the Western Balkans have come, there still remains substantial distance to travel before the region is fully integrated into the Euro-Atlantic institutions. Three principal issues still raise concern and whose resolution can make the greatest difference to the region's prospects for joining the Euro-Atlantic community. They are: the political situation in Bosnia and Herzegovina, Kosovo's stabilization, and the ongoing dispute between Greece and Macedonia over the latter's name.

Serbia respects the Dayton Peace Agreement³⁵, and would not support a referendum that would lead to the splitting of BiH. Nevertheless, Bosnian authorities should work together across ethnic and party lines so that Bosnia could function as a single, sovereign state.

Kosovo's independence is irreversible, and the stabilization is genuine, but still fragile³⁶. The government still has much work to do: the decentralization process, protection of Serb religious and cultural sites; strengthening the rule of law; different reforms, etc. Parallel

³³ Bush, W. George. *Decision Points*. p 430, Crown Publishers, New York, 2010.

³⁴ Almost all countries in the region are contributing forces to help advance stability in other regions of the world, including to the International Security Assistance Force (ISAF) in Afghanistan. For those countries still aspiring to join NATO, their ISAF involvement is a tangible expression of their willingness to take up the burden of international security.

³⁵ On 18 Jan, Serbian President Boris Tadic stated publicly that Belgrade would never support a referendum that would lead to the splitting of BiH, since Serbia respects the Dayton Peace Agreement.

³⁶ Blair, Tony (1999). *Doctrine of the International Community*. Chicago, April, Accessed at: <http://www.Number-10.gov.uk/output/Page 1297.asp>

Kosovo-Serbian governing structures will continue to pose the most critical challenge to the institutions in Kosovo, setting the stage and conditions for interethnic conflict with the resulting negative impact to a safe and secure environment. KFOR downsize should comply with progress in key areas. Serbia is not likely to solve Kosovo's final status by military means, but will continue to pursue diplomatic annulment of Kosovo's independence and actively obstruct its entrance into international organizations. However, the present Serbian government is more Western oriented, and EU membership is its top foreign policy goal. After the International Court of Justice ruling of 22 July 2010, a pragmatic change is noticed in dealings with Kosovo, and the agreement of 2 July 2011 is promising. The Serbs know that their advancement toward European integration depends on Kosovo, and if the EU provides the appropriate backing, one of the most difficult issues of the region will move on the right direction.

NATO membership is desirable, but, as they say, the current political climate precludes its active pursuit.

Macedonian government should improve inter-ethnic relations by continuing to implement both the letter and spirit of the Ohrid Framework Agreement.

As matter of fact, the danger of new wars threatening the stability of the entire region, similar to those that occurred between 1991 and 1995³⁷, is assessed as practically non-existent. Nevertheless, this fact does not totally exclude the risk of internal local armed conflicts (*there still are some border and territorial unresolved issues*). It is also a fact that within the framework provided by the international community³⁸, cooperation has been launched among the former enemies, but its extent and intensity should be strengthened.

³⁷ The Slovenian war: 1991; the Croatian war: 1991-95; the Bosnian wars: 1992-1995; the Albanian crisis: 1997; the Kosovo war: 1999, and the Macedonian ethnic conflict: 2001.

³⁸ Blair, Tony. *A Journey: My Political Life*. p. 198, Alfred A. Knopf, New York-Toronto, 2010.

The present potential threats and risks in the Western Balkans are: weakness of institutions, corruption, organized crime and terrorism³⁹.

Looking forward to the future

The past has been a bloody record of what people call 'the cost of non-Europe', but the seeds of conflict came from the diverse pattern of historical development of the Balkan states. During that long struggle for independence and recognition, strong animosities were engendered over territories occupied and then lost to each other as the fortunes of war and empire changed. Thus was born the thorny web of "problem areas" that enmeshes the Balkans and prejudices Balkan actions in peace and in war. In addition, the conflict in the influences and aspirations of foreign powers, has led to actions inside and outside the Balkans, which strongly and directly affected Balkan affairs.

The problem areas were a result of the interaction of these basic factors. They remained constant sources of concern among Balkan nations. During periods of amity between countries, territorial problems lied dormant and were temporarily amicably resolved or tolerated. But in times of crisis, both local and international, territorial aspirations were revived and another phase was added to the struggle over territories. It was precisely this feature of changeability of attitude that makes it so necessary to understand individual areas in their relation to Balkan national issues, especially in the present international situation⁴⁰.

So, the fundamental problem that lay behind our history of conflicts was the difference between geopolitical and ethnic boundaries and the absence of adequate political mechanisms to deal

³⁹ Tenet, George et Harlow, Bill. *At the Center of the Storm, My Years at the CIA*. P -. 157, Harper Collins Publishers, New York, 2007.

⁴⁰ Kostanick, H. L., *The Geopolitics of the Balkans*, Roberts, H. L.: *Politics in a Small State: the Balkan Example, The Balkans in Transition, Essays on the Development of Balkan Life and Politics since the Eighteenth Century*, p. 10, University of California Press, 1963.

with this difference. History taught us that attempts to resolve this contradiction through force are doomed to foster only further conflict and violence.

The disintegration in Western Balkans has aggravated poverty and inter-ethnic hatred while the Euro-Atlantic Integration process has brought significant political stability and an impressive increase in economic well-being and regional cooperation. In this perspective the Western Balkans have no other choice but the Euro-Atlantic Integration path.

The Western Balkans can complete the Euro-Atlantic integration process only with the continuing support of the NATO, US and EU. The EU's decision to grant visa-free travel throughout the entire Schengen area to Macedonia, Montenegro, Serbia, Albania and Bosnia was an important signal of the tangible benefits of progress toward integration (*EU is also committed to provide Kosovo with technical advice to help the government complete reforms that will qualify it for EU visa liberalization*). However, the burden of achieving Euro-Atlantic integration, and through it security and prosperity, lies with the leadership and the people of the Western Balkans. One of the most promising developments of the last decade is the increasing realization among countries in the region that their prospects rise and fall together⁴¹. This understanding has spurred the steps toward regional cooperation and ethnic reconciliation that we have seen, though there is still more to do.

Bibliography

Abenheim, D., *United Germany, Nationalism and Militarism: Potsdam and the Maintenance of Tradition*, Naval Postgraduate School, Springfield, VA, 1992.

⁴¹ Jeffery, Keith. *MI6: The history of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, p. 415-417, 559-60, 715-720, Bloomsbury, London, 2010.

Bennet, Ch.: *Yugoslavia's Bloody Collapse: Causes, Course and Consequences*, New York University Press, 1995.

Bercow, John. *Welcome speech on the occasion of the visit of President Obama in Westminster, Westminster Hall, London, 25 May 2011*.

Blair, Tony. *A Journey: My Political Life*. Alfred A. Knope, New York-Toronto, 2010.

Blair, Tony (1999). *Doctrine of the International Community*. Chicago, April, Accessed at: [http://www.Number-10.gov.uk/output/Page 1297.asp](http://www.Number-10.gov.uk/output/Page%201297.asp)

Bush, W. George. *Decision Points*. Crown Publishers, New York, 2010.

Cascone, Gabriele. *NATO in Search of a Vision, NATO Enlargement and the Western Balkans*. Georgetown University Press, Washington, D.C., 2010.

Crnobrnja, M.: *The Yugoslavia's Drama* (2nd ed.). McGill-Queen's University Press, 1996.

Declaration on Alliance Security, Issued by the Heads of State and Government, Strasbourg/ Kehl, 4 April 2009.

Glenny, Misha. *The Balkans, Nationalism, War, and the Great Powers, 1804-1999*. Penguin Books, New York, 1999.

Hendrickson, C. Ryan. *Diplomacy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War*. University of Missouri Press, Columbia, 2006.

Howorth, Jolyon. *Security and Defence Policy in the European Union*. Palgrave Macmillian, 2007.

Informal Meeting of the North Atlantic Council at the level of Foreign Ministers, Tallinn, 22 April 2010.

Jacques Rupnik. *The Western Balkans and the EU: 'the hour of Europe'*. European Union Institute for Security Studies, Chaillot Papers 126, Paris, June 2011.

Jeffery, Keith. *MI6: The history of the Secret Intelligence Service 1909-1949*. Bloomsbury, London, 2010.

Jelavich, Charles e Jelavich, Barbara, *Themelimi i shteteve kombëtare të Ballkanit*, Tiranë, Dituria, 2004.

Jelavich, Ch., *Tsarist Russia and Balkan Nationalism, Russian Influence in the Internal Affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886*, University of California Press, 1958.

Kostanick, H. L., *The Geopolitics of the Balkans*, Roberts, H. L., *Politics in a Small State, the Balkan Example, The Balkans in Transition, Essays on the Development of Balkan Life and Politics since the Eighteenth Century*, University of California Press, 1963.

Lampe, J.R., *Yugoslavia as History, Twice There Was a Country*, 2nd edition, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Leurdijk, D and Zandee, D., *Kosovo, From Crisis to Crisis*, Ashgate Publishing Limited, 2001.

Licht, S., *The Lessons of Yugoslavia, Civil Society, Democracy, and the Yugoslav Wars*, New York, JAI Imprint, 2000.

Lisbon Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government, North Atlantic Council, Lisbon, 20 November 2010.

Lundestad, Geir. *The Atlantic Alliance under Stress: US-European Relations after Iraq; Toward Transatlantic Drift?* p. 17, Edited by David M. Andrews, Cambridge University Press, 2005.

Malcolm, N., *Kosovo, A Short History*, London and Basingstoke, Macmillan, 1998.

Meeting of the North Atlantic Council at the level of Foreign Ministers, Final Statement paragraph 7, NATO Headquarters, Brussels, 4 December 2009.

Spencer, M., *The Lessons of Yugoslavia, What Happened in Yugoslavia?* New York, JAI Imprint, 2000.

Necak, D., *Historical Elements for Understanding the Yugoslav Question, Yugoslavia, The Former and Future*, The Brookings Institute, 1995.

Pollo, S. and Puto, A., *The History of Albania from its Origins to the Present Day*, Routledge and Kegan Paul, 1981.

Rama, S.A., "The Serb-Albanian War and the International Community's Miscalculations," *International Journal of Albanian Studies*, cited at www.albanian.com/IJAS/vol2/is1.html, 2000.

Ramet, S, *Whose Democracy? Nationalism, Religion and the Doctrine of Collective Rights in Post-1989 Eastern Europe*, Lanham and Oxford, Rowman and Littlefield, 1997.

Ramet, S. *Balkan Babel*, 3rd edn. New York, Westview Press, 1999.

Tenet, George et Harlow, Bill. *At the Center of the Storm, My Years at the CIA*. P -. 157, Harper Collins Publishers, New York, 2007.

Thompson, K. W., Morgenthau, S. and Morgenthau, M., *Politics among Nations, the Struggle for Power and Peace*, McGraw-Hill, Inc 1993.

Waltz, K. N., *Theory of International Politics. Structural Causes and Military Effects*, Assidon-Wesley Publishing Company, 1979.

Wesley K. Clark. *Waging Modern War*. P 405, Public Affairs, New York, 2001.

Zickel, R. E. and Iwaskiw W. R., *Albania, A Country Study*, Federal Research Division, Library of Congress, [Washington, D.C.], 1994.

Aljula JUBANI-BENGU

**LE DELAI D'ÉTABLISSEMENT DU VOISEMENT (DEV),
UN PARAMETRE INDISPENSABLE POUR CARACTERISER
LES CONSONNES OCCLUSIVES**

Si l'on procède à l'analyse acoustique d'une occlusive, on remarquera que, du point de vue spectro-acoustique, la phase de l'occlusion ne produit aucun effet, du moment que, lors de cet intervalle, l'air est bloqué derrière l'obstacle. La phase de l'explosion produit par contre un bruit très intense, mais bref (appelé en anglais *burst* ou *spike*). Cette phase est généralement suivie d'une brève intervalle de silence, appelée DEV, Délai d'Établissement du Voisement, que l'on appelle en anglais *Voice Onset Time* et qui correspond à la période nécessaire aux organes de l'articulation pour recommencer à produire la voix de la voyelle subséquente.

Chez les occlusives non-voisées, les traces de l'explosion et du DEV semblent être plus évidentes. La durée du DEV y est plus grande que chez les voisées. Voici comment Lisker et Abramson définissent le Délai d'Établissement du Voisement: « *the time interval between the burst that marks the release of the stop closure and the onset of quasi-periodicity that reflects laryngeal vibration* »¹.

L'intervalle de temps entre l'explosion de l'occlusive et le début des vibrations glottales de la voyelle subséquente s'appelle donc Délai d'Établissement du Voisement. Le DEV est mesuré à partir du moment où le diaphragme de l'occlusive s'ouvre, en valeurs positives s'il y a un délai pour le commencement des vibrations ou négatives si les vibrations précèdent².

¹ Leigh Lisker & Arthur S. Abramson, « A cross-language study of voicing in initial stops: Acoustical measurements », in *Word*, 20, 1964, p. 422.

² Antonella Giannini, Massimo Pettorino, *La fonetica sperimentale*, Ed. Scientifiche Italiane, Napoli, 1992, p. 182.

Concernant le DEV dans la langue albanaise, nous avons trouvé une seule étude de Belluscio, où l'auteur procède à une première analyse pour distinguer les occlusives albanaises sur la base de ce paramètre³. En suivant dans nos mesures la même méthode de Belluscio, nous avons considéré le DEV comme une partie de la consonne et non pas de la voyelle. Ce paramètre se présente particulièrement important pour distinguer les occlusives non-voisées et voisées, ainsi que pour distinguer de manière visible les aspirées des non-aspirées. De cette analyse, nous nous attendons à trouver chez les occlusives voisées un DEV plus bref (à valeurs négatives) que chez les non-voisées et, de l'autre part, un DEV bien plus long chez les aspirées qui, en principe, n'existent pas en albanais standard.

Les mesures ont été effectuées sur un corpus de 240 unités significatives (mots) où la consonne se trouve en position initiale, médiane et finale – bien entendu, en position initiale, il est impossible de mesurer toute la longueur d'une consonne non-voisée – et sur un second corpus de 112 unités dépourvues de signification, où chaque occlusive est insérée entre deux voyelles identiques, telles que /apa/, /epe/, etc.

Le DEV présente trois différents cas de figure : dans le premier, le voisement commence avant le relâchement de l'occlusion – l'occlusive est voisée et non-aspirée ; dans le second, le voisement est établi immédiatement après le relâchement – l'occlusive est non-voisée et non-aspirée ; dans le troisième, le voisement est établi au bout d'un temps plus long après le relâchement – l'occlusive est voisée et aspirée. Nous avons décidé, par convention, de donner la valeur zéro à notre point de référence. Les valeurs du DEV avant le relâchement se traduisent ainsi par des valeurs négatives et s'appellent par conséquent « anticipation de la vibration des cordes vocales » (*voicing lead*), alors que les valeurs du

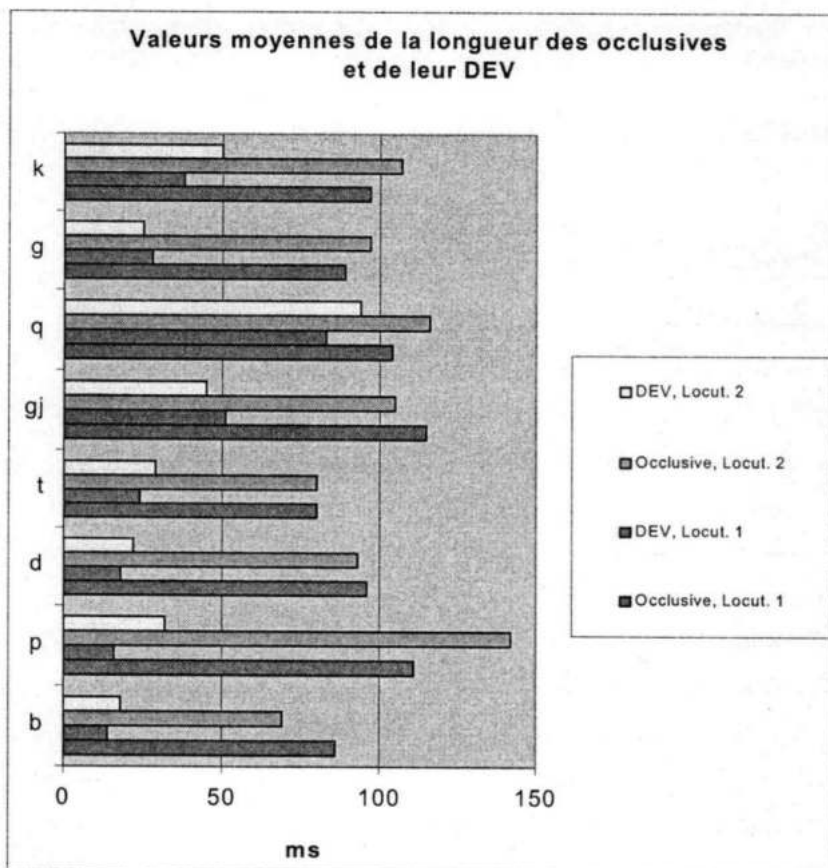
³ Giovanni Maria G. Belluscio, « Mbylltoret e shqipes. Cilësia e tyre fonetike, gjatësia dhe VOT-i », in *Studia Albanica II: In Memoriam Waclaw Cimochoński*, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, Toruń (Pologne), 2005, pp. 129-146.

DEV après le relâchement se traduisent par des valeurs positives et s'appellent « retard de la vibration des cordes vocales » (*voicing lag*)⁴.

Occlusive	Paramètre	Locuteur 1		Locuteur 2	
		Longueur de la consonne (ms)	Longueur du DEV (ms)	Longueur de la consonne (ms)	Longueur du DEV (ms)
b	$\bar{x}$	86	-14	69	-18
	σ	30	8	26	10
p	$\bar{x}$	111	16	142	32
	σ	8	9	17	9
d	$\bar{x}$	96	-18	93	-22
	σ	36	5	26	5
t	$\bar{x}$	80	24	80	29
	σ	13	5	10	8
ʃ	$\bar{x}$	115	-51	105	-45
	σ	33	11	20	12
c	$\bar{x}$	104	83	116	94
	σ	7	24	7	25
g	$\bar{x}$	89	-28	97	-25
	σ	23	11	49	5
k	$\bar{x}$	97	38	107	50
	σ	21	11	13	8

Valeurs moyennes de la longueur des occlusives et du DEV

⁴ Leigh Lisker & Arthur S. Abramson, *ibid.*, p. 389.



Ces résultats permettent de constater tout d'abord que les occlusives non-voisées présentent des valeurs plus élevées de ce paramètre par rapport à leurs correspondantes voisées. Plus loin, nos données ont plus ou moins confirmé les conclusions de Laura Mori et Melissa Barkat-Defradas⁵, selon lesquelles « le lieu d'articulation de la consonne occlusive influe sur le DEV indépendamment de la langue : les consonnes dont le lieu d'articulation est plus postérieur

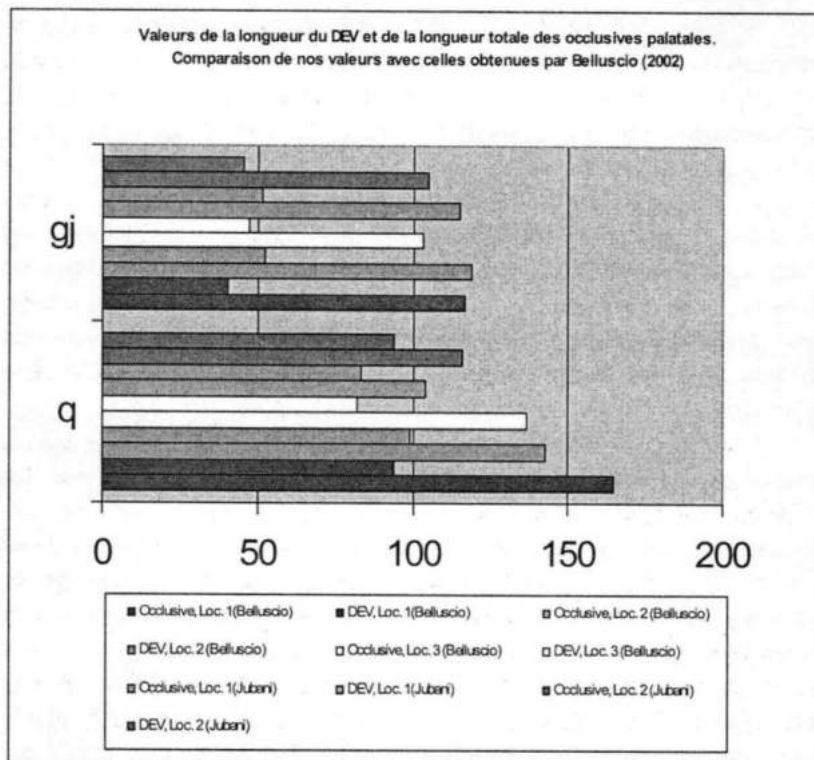
⁵ L. Mori, M. Barkat-Defradas, « VOT e variazione interlinguistica: il caso della velare sorda aspirata in italiano L2 », in *Misure dei parametri. Aspetti tecnologici ed implicazioni nei modelli linguistici*, Padova, 2-4 dicembre 2004, Padova E.D.K., 2005, p. 511-525.

ont des valeurs plus élevées du DEV : /k/>/t/>/p/ », à l'exception de la question de la nature des palatales. Nous sommes intrigués par la valeur exagérée de leur DEV, vu qu'elle dépasse aussi les valeurs d'une consonne aspirée, étant donné qu'elle est plus des trois quarts de la longueur de toute l'occlusive.

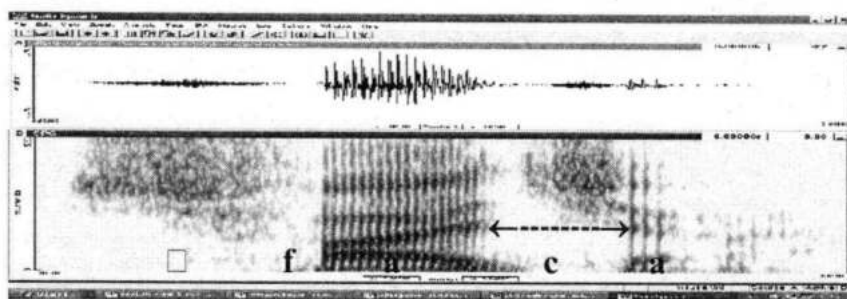
Si l'on se réfère aux données offertes par des études antérieures, comme celles effectuées par Landi sur l'italien, on trouvera que « cet indice est autour de 10 ms pour tous les types de consonnes, sauf pour [k], où sa durée moyenne est de 24 ms (presque autant qu'une aspirée), et pour [b], où sa durée moyenne est seulement de 4 ms. Il faut noter une plus grande durée du DEV chez les non-voisées (16 ms) par rapport aux voisées (8ms)⁶.

Afin de considérer ce problème plus en ampleur, nous allons comparer nos résultats avec ceux obtenus par Belluscio sur les occlusives palatales. Dans le tableau suivant, les locuteurs de Belluscio sont deux professeurs de langue albanaise, le premier étant originaire du Sud alors que le second originaire du Nord, ainsi qu'un Arberèche, un Albanais d'Italie. Nous constatons que nos valeurs sont proches avec celles de ce graphique comparatif. Aussi bien pour la non-voisée que pour la voisée, le phénomène de ce DEV un peu curieux s'approfondit davantage et sa durée couvre presque la durée de toute la consonne. Dans ce cas-là, parler d'aspiration ne serait pas d'une grande utilité pour résoudre le problème. Il nous semble que cette explication ne suffit pas pour l'articulation de ces dites occlusives, alors que la phase qui suit l'occlusion se présente au sonagramme sous forme de bruit.

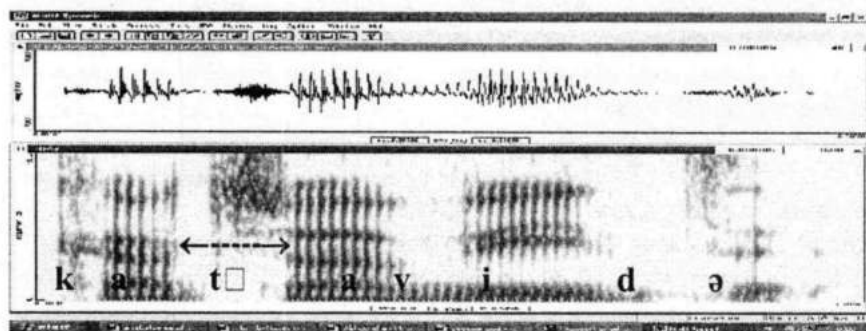
⁶ R. Landi, « Le consonanti occlusive in stili differenti di parlato », in *Atti delle 7 Giornate di Studio del G.F.S.*, Napoli, 14-15 novembre 1996, p. 151: « questo indice è intorno ai 10 ms per tutti i tipi di consonanti, tranne che per [k], in cui ha una durata media di 24 ms (quasi come un'aspirata), e per [b], in cui ha una durata media di soli 4 ms. C'è da notare una maggiore durata del VOT delle sorde (16 ms) rispetto alle sonore (8ms) ».



Voici ci-après quelques exemples de sonagrammes d'occlusives palatales et d'affriquées.



La forme de l'onde et le spectrogramme du mot *shfaqa*.



La forme de l'onde et le spectrogramme du mot *kaçavidë*.

Comparons ces sonagrammes en nous concentrant sur la partie placée à l'intérieur de la flèche qui, dans le premier cas, se réfère à une [c], alors que dans le second cas à une [tɕ]. Leur présentation est très similaire, d'ailleurs il est aisé de voir chez [tɕ] le *burst* de l'occlusive, ce que l'on ne saurait pas affirmer de l'autre occlusive, où l'on voit une brève phase de fermeture suivie d'une phase plus longue de frottement.

Dans ce cas, comme l'explique Ladefoged, il s'agit d'une « *non modal place of articulation* ». D'après cette notion, pour établir un contraste entre deux articulations semblables, les locuteurs tendent à recourir aux formes les plus extrêmes de leurs actions⁷. Concernant la réalisation des palatales, cet auteur se rapporte à leur réalisation au Ghana : « Il y a une variation dans l'articulation des occlusives postalvéolaires antérolinguales. À ce sujet, on peut prendre comme exemple les langues ghanéennes, dont nous avons des données par un certain nombre de locuteurs. Dans les sons que l'orthographe locale écrit comme *ky* et *gy*, certains locuteurs réalisent la fermeture de l'occlusive par le corps de la langue, tandis que d'autres par la partie antérieure de la langue. Dans tous les cas, la pointe de la langue s'est abaissée derrière les incisives inférieures et la partie centrale de la langue s'est levée vers le palais. L'affrication qui se présente d'habitude est considérable. Par conséquent, ces sons sont des

⁷ Peter Ladefoged, Ian Maddieson, *The Sounds of the World's Languages*, Blackwell Publishers, Oxford, 1996, p. 45.

affriquées antérolinguales postalvéolaires $t\check{\square}$ $t\check{\square}$ ou bien des occlusives palatales c , $\square$ ou encore des affriquées palatales $c\check{\square}$ $d\check{\square}$ ⁸. La réalisation des palatales est ainsi accompagnée d'un frottement après le relâchement de l'occlusion et plus l'occlusive est longue, plus ce frottement devient accentué.

Cette idée est raffermie par l'affirmation de Beci, selon lequel « en albanais standard, q et gj aussi sont affriquées ; autrement dit, chez ces consonnes non plus il n'y a pas d'explosion, l'articulation se détend lentement, laissant échapper le courant d'air avec un bref frottement »⁹.

Dans ce cadre, il faut rappeler que les études consacrées au palatales sont très rares, étant donné que ces occlusives sont peu présentes dans les diverses langues. Abordant cette question, Tagliavini cite divers chercheurs, comme Lenz, Rousselot, Panconcelli-Calzia et d'autres encore, dont certains traitent les palatales comme de pures occlusives, alors que d'autres soutiennent leur nature affriquée. Il se réfère à ce sujet à l'affirmation de Panconcelli-Calzia (1911) qui classe $\check{c}$, $\check{g}$ comme des mi-occlusives : « Les étrangers, soit consciemment, en se fondant sur les théories qu'ils ont apprises, soit non consciemment, en suivant à l'oreille les opérations phonétiques, substituent à ces sons $t\check{\square}$ $\square$, atteignant ainsi un résultat très différent de celui de $\check{c}$, $\check{g}$ »¹⁰. Nous pouvons rappeler à ce propos les parlers guègues de l'albanais, où les occlusives palatales c , j sont réalisées comme des affriquées $t\check{\square}$ $\square$. C'est précisément la nature du DEV qui expliquerait aussi la tendance de ces consonnes à se réaliser comme des affriquées dans certains parlers de l'albanais.

Bibliographie

Giovanni Maria G. Belluscio, « Mbylltoret e shqipes. Cilësia e tyre fonetike, gjatësia dhe VOT-i », in *Studia Albanica II: In Memoriam*

⁸ *Ibid.*, p. 30.

⁹ Bahri Beci, *Fonetika*, 2004, Prishtinë, p. 41.

¹⁰ Carlo Tagliavini, 1969, p. 76.

Wacław Cimochoński, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, Toruń (Pologne), 2005, pp. 129-146.

L. Cerrato, M. Falcone, « Il burst nelle occlusive in sequenze VCV e VC:V dell'italiano: un'analisi acustica », in *Atti delle VIII Giornate del Gruppo di Fonetica Sperimentale, Unità fonetiche e fonologiche: produzione e percezione*, vol. XXV, Pisa, dicembre 1997, pp. 29-40.

Anastas Dodi, *Fonetika dhe fonologia e gjuhës shqipe*, Tiranë, 2004.

B. Beci, *Fonetika*, EDFA, Prishtinë, 2004.

Antonella Giannini, Massimo Pettorino, *La fonetica sperimentale*, Ed. Scientifiche Italiane, Napoli, 1992.

Peter Ladefoged, Ian Maddieson, *The Sounds of the World's Languages*, Blackwell Publishers, Oxford, 1996.

R. Landi, « Le consonanti occlusive in stili differenti di parlato », in *Atti delle 7 Giornate di Studio del G.F.S.*, Napoli, 14-15 novembre 1996.

E. Magno Caldognetto, A. Abati, L. Dossi, *Consonanti occlusive sorde e sonore della lingua italiana: studio spettrografico, locus consonantico, test di percezione*, Quaderni del Centro di studio per le ricerche di fonetica del C.N.R. presso l'Università di Padova, 1, Pàtron, 1971, Bologna.

L. Mori, M. Barkat-Defradas, « VOT e variazione interlinguistica: il caso della velare sorda aspirata in italiano L2 », in *Misure dei parametri. Aspetti tecnologici ed implicazioni nei modelli linguistici*, Padova, 2-4 dicembre 2004, Padova E.D.K., 2005, p. 511-525.

Irena PATA-KAPO

SOME CHALLENGES IN IDENTIFYING ANGLICISMS IN THE ALBANIAN LANGUAGE

The boundaries of different countries all around the world are diminishing in significance, bringing peoples and cultures closer, thus raising communication to the highest development levels. The globalization phenomenon, the desire and will to be integrated in the global development processes, and the invention of the internet, have all led to the need for a common language to best maximize communication. And it does not come as a surprise that English is the language to enable such a global communication, sometimes described as a 'lingua franca'. "English is the third most natively spoken language in the world after Mandarin Chinese and Spanish; it is the most widely spoken language across the world and over a billion people speak English to at least a basic level; The growing economic and cultural influence of the US and its status as a global superpower since World War II have significantly accelerated the language's spread across the planet."¹

No language can be 'impenetrable' and far from the other languages' impact. Under specific and varying circumstances a language can be affected by another one. In this regard, English language, having the above described status of 'superpower' country origin has affected and penetrated in the linguistic, especially in the lexical structures of many other languages in the world. As a consequence, in some countries many linguists have adopted a 'self-defense' position towards 'English language invasion'. For instance, France and Germany are two of the countries to have undertaken many linguistic and legislative initiatives in this context. Even Albania could not but face itself with this flux of English words after the 1990s.

¹ Aniruddha Kumar, *en.wikipedia.org/wiki/English_language*.

The history of Albania has also determined in many respects the presence of many foreign words in the Albanian language. The antiquity was greatly affected by the Greek-Latin culture. Furthermore, being a part of the Mediterranean culture, the Albanian language has developed relations with other Mediterranean languages. Many researches have been conducted for the Slavic impact on the Albanian language as well as the Turkish one, due to the long Ottoman invasion. Professor Çabej also mentions the impact of French, Rumanian and Italian which has deeply marked our language.² The uncontrollable flux of Anglicisms into Albanian occurred after the collapse of the communist regime in 1990; the opening of the country borders, accompanied by the continuing attempts "to go west" and the need to be identified with the "modern" and "contemporary", witnessed the use of foreign words, especially English ones by many TV and radio speakers, researchers, journalists, politicians, etc. Most of the texts published after the 1990s, the studies and researches in the cultural, scientific and social field but also the major part of the lectures in universities and textbooks were no more than mere translations, mainly from English sources. Until late no attempts were made to adapt these translations, 'liberate' them from English words, and make them sound Albanian: "anything to distance ourselves from the old regime and mentality".

Thus, in the new situation of the post-1990s, globalization was the next challenge Albania had to be faced with. Xhevat Lloshi emphasizes several factors the globalization process in Albania started with³: the emigration of many Albanians living as bilinguals in other foreign countries, the increase in the international element in public communication, the efforts of Albania to participate in the integration processes, English being taught as a second language since kindergarten stage, English being the first and dominant language in international activities and other events, several laws adopted in Parliament being first drawn up in English and then translated into Albanian, nomenclature for many commercial activities, TV programs, shops, restaurants, bars, songs, etc.,

² Eqrem Çabej, *Hyrje në historinë e gjuhës shqipe*, 2008

³ Xhevat Lloshi, *Facing the Globalization – the Case of the Albanian Language*, "Studia Albanica", No. 2, 2005, p. 47

information technology and electronics language used in Albania being full of English terms, etc. Thus, it appears that English borrowings are the newest layer in the Albanian language of today.

Some of the semantic fields where Anglicisms seem to have penetrated Albanian language are: **economy/finance** (kesh – eng. *cash*, input – eng. *input*, remitanca – eng. *remittances*, aset – eng. *asset*, cek – eng. *cheque*, barkod – eng. *barcode*, biznes – eng. *business*, etc.); **politics** (exit poll, bojkot – eng. *boycott*, samit – eng. *summit*, lidrship – eng. *leadership*, miting – eng. *meeting*, etc.); **sports** (division – eng. *division*, korner – eng. *corner*, pole position, doping, play off, bookmaker etc.); **art & advertisements** (show business, modeling, mass media, slogan, western, thriller, musical, fun club, big brother, happy end, etc.); **food** (cheeseburger, catering – eng. *catering*, hamburger, whiskey, ketch up, fast-food, etc.); **cosmetics** (lifting, piercing, push-up, lip gloss, make up, peeling, etc.); **information science & electronics** (cip – eng. *chip*, internet, inbox, modem, laptop, haker – eng. *hacker*, mouse, blog, etc.); **music** (hip-hop, single, toplist, live, playback, R&B, etc.), etc.

The focus of this analysis shall be on the English borrowings in Albanian, otherwise known as Anglicisms, and more specifically the lexical borrowings. The word Anglicisms includes both British and American words due to the few differences that exist between the two.

The examples selected to illustrate the use of Anglicisms in Albanian are taken from some of the most popular Albanian newspapers and magazines.

Criteria for identifying Anglicisms

One of the main criteria to be used for identifying Anglicisms is the *historical – cultural* criterion, i.e. searching the date and the source, where the word appears, in order to determine whether the English meaning of the Anglicism was introduced first and the Albanian one second, or vice-versa; whether the cultural factors have supported the meaning transfer from English into Albanian.

The *phonetic* criterion is one of the most important pillars in determining whether a borrowing is an Anglicism or not. Thus, the similarity in pronunciation between an Anglicism in Albanian and the original word in English is a strong basis for this analysis.

The *semantic* criterion determines whether the borrowed word/phrase in Albanian has preserved the meaning it has in the source language, or whether it has acquired other meanings while being used in the target language.

Internationalisms (international words in use deriving from Latin, or even the Anglo-Latin words such as *symposium*, *ultimatum*, *urban*, *global*, etc. and the loan words of English origin which have penetrated Albanian language through other languages in contact, such as Italian or French language, shall not be considered Anglicisms in Albanian.

The relationship between Albanian and Italian and French dates back decades ago and it has witnessed some very intensive periods regarding their impact on Albanian as well as the considerable number of 'Italianisms', 'Frenchisms' and 'Latinisms' in the Albanian language. The economic and cultural relations with Italy and the invasion of Albania by Italy at the beginning of the 20th century could not but bring about many Italian borrowings in Albanian. Even before, but especially after the 1990s the Italian media (TV, radio, etc) had an enormous number of viewers in Albania. Thus, it is inevitable that some Anglicisms might have entered Albanian language following a different itinerary, through the Italian borrowings flux.

As regards the relationship between French and the Albanian language, it is due to the high impact the French civilization had on Eastern Europe during the last century, making it the language of culture, fashion and literature, the language of instruction, as well as the language of the social and political spheres.⁴

Referring to the "Dizionario Degli Anglicizmi Nell'Italiano Post-Unitario" of Gaetano Rando, English and French languages are recognized as the most important sources for the renovation of the modern Italian language. As a consequence, a 'give and take' process

⁴ Eqrem Çabej, *Huazimet frënge, Hyrje në historinë e gjuhës shqipe*, p.127.

has taken place, regarding their relationship with the Albanian language, although no clear-cut boundary or itinerary of Anglicisms can be set.

The dictionary of European Anglicisms of Manfred Gorchach of 2001 defines the most commonly used Anglicisms in 16 European languages, including Albanian, though no complete picture of the English borrowings in Albanian is given. The origin of many Anglicisms can be found in this dictionary as well. Below are some examples of Anglicisms in the Albanian language whose itinerary is not clear and thus it is difficult to be defined precisely:

Bar – (Gorchach, Dictionary of European Anglicisms, p. 15: in Albanian language entry: via Italian language)

Boycott – (Gorchach, Dictionary of European Anglicisms, p. 34: in Albanian language entry: via French?)

Surprise – (Gorchach, Dictionary of European Anglicisms, p. 312: in Albanian language entry: via Fr/It)

Style – (Gorchach, Dictionary of European Anglicisms, p. 311: in Albanian language entry: via Fr/It)

Picnic – (Gorchach, Dictionary of European Anglicisms, p. 232: in Albanian language entry: via Fr/It), etc.

Two more Anglicism used by Albanians and whose source of borrowing is uncertain are found in the following press examples, where the word is used in both its English and Italian pronunciation:

Dance [dens]⁵, but also [Danc] (it. *danza*)⁶;

Musical appearing both in its English [.....] and Italian form [mjusicol]⁷.

As mentioned above, the Italian shows, music, sport activities etc., are very popular in Albania. The following example probably lays

⁵ *Video më e mirë dhe artisti më i mirë dance* (Koha jonë, 29.11.1997, 21); *Pak a shumë muzikën që pëlqejë vite më parë: dance & pop* (Koha jonë, 12.7.2000, 29)

⁶ “Akademia e *Dancit*” konkurs jashtë kufijve. (Shekulli, 12.11.2002, 18) Nga datat 4 deri më 9 prill, qyteti bregdetar do të pushtohet nga *danci* modern. (Albania, 15.3.2006, 21)

⁷ *Leon Çino, tani prek mjuzikolin*. (Korrieri, 26.10.2004, 21) *Mjuzikoli* hap sezonin teatror në TOB. (Panorama, 14.2.2004, 19)

another foundation for the above 'itinerary doubts': It's curious that the very popular Formula 1 game is referred to in Albanian using terms which are mostly English ones (*boxes, pole position*, etc.). The terms preserve their English orthography, pronunciation and meaning, while the pronunciation of the game itself is borrowed from Italian i.e. 'Formula Uno' and not 'Formula One', as one would logically expect.

Classification of Anglicisms

The principal reason why borrowings exist is to fill the gaps in the lexicon of a language; the borrowings might come together with the introduction of new concepts or phenomena, not known to the target language (as is the case with many names/words of sports field, cosmetics, information science etc., recently introduced into our country: *push-up, lifting, piercing, home-page, laptop, pole position, pit stop*, etc.); or borrowings might be used as duplicates, while equivalents already exist in the target language, for different subjective reasons (some of which introduced in the above paragraphs). The latter are also called 'luxury' borrowings: *division – ndarje/kategori, handicap – pengesë, hard – e ashpër, oficer – nëpunës, party – festë, puzzle – gjeagjëzë, performancë – ecuri, set – komplet, speaker – folës, western – perëndimor, bookmaker – bastexhi, derbi – ndeshje, distrikt – zonë, event – ngjarje, hacker – pirat..., impakt – ndikim/influencë, indikator – tregues, komfort – rehati, kondom – prezervativ, risk – rrezik* etj.

In the category of the so-called 'necessary' borrowings, due to the lexicon-gap filling or the introduction of new phenomena, the following are included a) the fully adapted Anglicisms; b) the partially adapted Anglicisms (graphic borrowings, etc.); and c) the unadapted Anglicisms.

The first sub-category includes borrowings that have taken on the target language features like morphological, semantic, phonological or even graphical features: *çatoj* (English verb to chat + the Albanian suffix for verbs -oj, preserving the English meaning: to have an informal conversation in the net), *klikoj* (click + -oj), *draftoj*

(draft + -oi), *implementim* (implement + Albanian suffix for nouns = im), *lobim* (lobby + -im), *menaxhim* (manage + -im), etc.

Some of the Anglicisms used in Albanian tend to keep some of their linguistic features while dropping others, such as the case of words that preserve their meaning, but change their pronunciation and graphical form, to adapt to the target language: *biznes* (*business*⁸), *komfort* (*comfort*)⁹, *lizing* (*leasing*)¹⁰, *performancë* (*performance*)¹¹, etc.

A number of borrowings, take the status of Anglicisms due to a new meaning they attach to an existing Albanian word, (referring in this way to the well-known phenomenon related to the borrowing process: 'semantic extension'¹²) for example: **ekspertizë** (**Engl.: expertise**) – in Albanian: (medicine) "investigation or observation by an expert", the new acquired meaning from English: "specialized knowledge in a specific area"; or **ekstrakt** (**extract**) – in Albanian (chemistry) "substance/material extracted by plants, animals, etc. through chemical and physical processes", the new acquired meaning from English: "an abstract/a part etc., selected from a poem, etc."; or **komik** (**comic**) – in Albanian: "that makes you laugh", the new acquired meaning from English: "comic actor"; or **officer** (**officer**) – in Albanian: (milit.) officer, the new acquired meaning from English: "functionary/public or civil servant etc.", etc. Another modern example is the Anglicism **action** which in Albanian is used either in its English form and pronunciation or in its Albanian equivalent **aksion** referring to *action movies*¹³.

'Partial adaptation' of borrowings includes also 'the clippings', i.e. the English composites which exist in the target

⁸ ...ato e bëjnë muzikën për *biznes*... (Jeta, 11.2007, 54)

⁹ Tani jeni më të privilegjuar se kurrë me Turkish Airlines. Eksperiencë e flotës së re, *komforti* dhe kualiteti (Shqip, 3.6.2009, 7)

¹⁰ *Lizingu*, forma e re e blerjes edhe kur nuk i ke paratë. (Albania, 3.5.2008, 2)

¹¹ A është normale formatimi i një Ministrie të Brendshme me këto përmasa? Duhet të presim dhe të shohim *performancën*. (Klan, 25.9.2005, 19)

¹² Lyons J., *Semantics I*, Cambridge University Press, 2001, p. 236

¹³ Alexieva N. (Fischer R. & Pulaczewska H. 2008: 44): A modern example of semantic widening... typical of the popular genre of 'action movies', illustrated in the Dictionary of European Anglicisms' of Gortlach, and existing as such in 5 out of 16 European languages listed there: Italian, Bulgarian, Finnish, Albanian and Greek)

language as 'clipped' word/phrases: *body*¹⁴ – instead of *body stocking*, *parking*¹⁵ – *parking lot*, *fitness*¹⁶ – *fitness centre*, *duty-free*¹⁷ – *duty free shop*, etc.

The graphical borrowings¹⁸ include Anglicisms that are pronounced in Albanian as they are written in English, preserving in this way the source language graphics: *flirt*, *fans*, *marketing*, etc. A classical example in this context, originating from the totalitarian regime period is related to the brand naming of different imported and exported products in Albania: *Made in ...* At that time, but sometimes even nowadays, *made in* was pronounced as it is written [made in], not as in English [meid in]. The cause of this mispronunciation was primarily the lack of familiarity with the English language which led to this pronunciation which later on turned out to be too tenacious to be corrected.

The third category includes Anglicisms, whose linguistic features have undergone no modification at all: *by-pass*¹⁹, *check-up*²⁰, *best-seller*²¹, *cool*²², *t-shirt*²³, *exit-poll*²⁴, *airbag*²⁵, *R&B*²⁶, and many other etc. We can also mention here many sporadic examples of Anglicisms which are mostly used for stylistic purposes, in order to

¹⁴ *Fanellat (e futbollistëve) do të jenë "body", pra, të ngjitura pas trupit, është shprehur dje zëdhënësi i shtypit (Shekulli, 3.5.2006, 23)*

¹⁵ *Autobotët mbasin në parking (Koha jonë, 11.1.96, 7)*

¹⁶ *Qyteti studenti, kinema, internet, fitness, sa 1/3 e çmimeve në Tiranë (Koha jonë, 20.9.2001, 23)*

¹⁷ *Qeveria kushte lehtësuse për dyqanet "Duty Free" (Panorama, 26.3.2009, 6)*

¹⁸ Kristina Jorgaqi, *Sporteli i Hapur i Shqipërisë: Huazimet grafike, ç'janë?*, p.23

¹⁹ *Deri tani këta mjekë arrijnë të bëjnë tre by-pass (operacione) në ditë, që do të thotë se kardiokirurgjia ka arritur një nivel cilësor (Albania, 21.6.2005, 14)*

²⁰ *Një check-up duhet bërë me një lëkurë jo të trukur dhe që nuk është larë për të paktën 12 orë. (Spektër, 4.2007, 47)*

²¹ *"Zemra në Atlantikë" është romani best seller, që trajton pikërisht këtë temë... (Gazeta Shqiptare, 16.1.2000, 42)*

²² *Për të kompletuar sa më mirë atë look aq cool, ç'mund të ishte më mirë se një palë geta gjithë shkëlqim... (Jeta, 2. 2007, 100);*

²³ *Tony Blair kishte kryer vizita në Shqipëri i veshur me T-shirt, si një student normal që shkon me pushime... (Klan, 26.9.1999, 21)*

²⁴ *Përmbysen "exit poll"-et, PS fiton terren (Shqip, 30.6.2009, 2)*

²⁵ *Benzi i blinduar me dopjo "airbag" ka bërë mrekullinë (Korrieri, 12.8.2001, 1)*

²⁶ *Ne do ta shohim edhe një herë atë në studiot tona, do t'i shtojmë R&B, ndoshta pak rock (Albania, 10.10.2003, 19)*

connote extra meanings for different words and phrases, adapting to the journalists'/speakers' style and topic of writing: *shortcut*²⁷, *e-blog*²⁸, *the best*²⁹, *feeling*³⁰, *blockbuster*³¹, *countdown*³², etc.

There exists a group of borrowings in Albanian, which look like English, in their form and pronunciation, but do not exist in English and might be creations of the Albanian language under the influence of the English language. This is the case with: *biznesmene*, *barmene*, *kaubojse*, *kongresmene*, *supermene*, *xhentëllmene* which are the (Albanian) feminine gender nouns of English masculine gender nouns *businessman*, *barman*, *cowboy*, *congressman*, *superman*, *gentleman*, the feminine equivalent of which in English would normally be *businesswoman*, *barwoman*, *cowgirl*, *congresswoman*, *superwoman*, *gentle/woman*. This might sound ridiculous to the English speakers but normal to others.

Similarly, the case of words like *streçe*, *rekordmen* and *bllokmen* whose English equivalents do not exist, although the words involved (*stretch*, *record*, *bllok+men*) and the pronunciation is English. They are creations of the Albanian language based on English language elements (*streçe* – referring to elastic tights, *rekordmen* – a sports record holder, *bllokmen* – referring to the people of the 'block', the area in Tirana where the communist regime leaders used to live). This last category falls under the name of 'Pseudo-Anglicisms', thus "words in a language other than English that appear to be English, but in fact are not".

²⁷ Por megjithë këtë "*shortcut*", rrugë të shkurtër drejt pushtetit, këta dy zyrtarë të lartë nuk mund të kontrollojnë dhe "vilnin" gjithë tenderat e rrugëve, të vetëm. (Klan, 11.1.2008, 28)

²⁸ "Projekti *e-blog* (www.student-seblog.wordpress.com) i prezantuar nga shkolla jonë kishte si synim të ndihmojë nxënësit për të forcuar e thelluar njohuritë për lëndën. (Mapo, 6.4.20112, 14)

²⁹ Laçi, "*the best*", statistikat e 10 sezoneve. (Albania, 25.4.2010, 23)

³⁰ Sa peshë ka një *feeling* erotik. (Klan, 11.7.1999, 47)

³¹ Disketat për të instaluar *softwarin e networkut* mbërrinin në shtëpitë e amerikanëve me videot e *Blockbuster*-it dhe servreshin me ushqimin... (Klan, 23.1.2000, 39)

³² Sekondat e fundit të një *countdown* të tmerrshëm... (Koha jonë, 12.11.1997, 21)

As a conclusion, it can be affirmed that the increasing international influence of English has been welcomed by many, but criticized by many others. While some appreciate its political, economic and cultural advantages, others are sensitive to a possible threat to other languages and cultures. France is an example to be taken when discussing about the complaints about a take-over while trying to ban the English element.

Another psychological aspect may be the degree of self-esteem. Warnings about future language death due to English influence may also be motivated by strong nationalist feelings in certain contexts.

Albania and Albanian language, regarding the country's population and political, economic and cultural situation, seem to be at the 'welcoming' stage. We are still in need of exchanging contacts and increasing communication with the outside world and what language better than English can facilitate this process?

In an illuminating article about Anglo-Finnish contacts Kate Moore and Krista Varantola put it like this: "As long as a language can assimilate the linguistic loan, play with it and mould it to fit its own patterns, there is no danger. On the contrary, the changes are normal developments in language contact. What would be worrying, however, is if Finnish speakers began to underestimate the status of the language spoken in their own country and instead began to overestimate their skills in English".³³

Once in a while we encounter such danger in Albania: when we professors and teachers see our students, who for the sake of time or simply for 'showing-off', not translate things in Albanian but using in their tasks or speech many English words; or when the translators or interpreters have to interpret politicians or high members of government who do not prefer to speak in Albanian, as the protocol rules state, but 'publicize' their knowledge in English and try, through this, to show closeness to the foreign guests and other/native English speakers; or when we see many names of shops in English for names whose Albanian equivalent already exists, names of different TV or radio programs, etc. But still a lot remains to be done in respect to our

³³ Moore/Varantola,

<http://www.helsinki.fi/varieng/journal/volumes/05/chapter5.html>, 2005.

beloved language and country. Because in the long process of borrowings' assimilation or adaptation (in our case Anglicisms) come out the values of a language and its ability to resist change.

BIBLIOGRAPHY

A. S. Hornby, *Oxford Advanced Learners Dictionary*, Oxford University Press, 1999.

Carstensen. B, *Anglizismen – Wörterbuch: Der Einfluss des Englischen auf den deutschen Wortschatz nach 1945*, Berlin.

Eqrem Çabej, *Hyrje në Historinë e Gjuhës Shqipe*, Botime Çabej, 2008.

Christian Erckenbrecher, *Anglicisms in German – How many prominent anglicisms are actually Pseudo-Anglicisms? A survey among 100 people*, 2006:

<http://www1.ku-eichstaett.de/SLF/EngluVglSW/schule32.pdf>

Rudolph Filipovic, *English As a Word Donor to Other Languages of Europe*, 2006.

Manfred Görlach, *A Dictionary of European Anglicisms, A Usage Dictionary of Anglicisms in Sixteen European Languages*, Oxford University Press, 2001.

Kristina Jorgaqi, *Huazimet leksikore italiane në shqipen e sotme letrare (Kriteret të identifikimit të huazimeve italiane në shqipen e sotme letrare)*, Disertacion për gradën “Doktor i Shkencave Filologjike”, Tirana, 1995.

Kristina Jorgaqi, *Sporteli i hapur i shqipes*, Ombra GVG, Studime 2008.

Ivan Klajn, *Influssi inglesi nella lingua italiana*, Firenze, Leo S. Olschki Editore, 1972.

Xhevat Lloshi, “Facing the Globalization: the Case of the Albanian Language”, *Studia Albanica*, No. 2, 2005.

John Lyons, *Semantics I*, Cambridge University Press, 2001.

Moore, Kate & Krista Varantola, *Anglo-Finnish Contacts: Collisions and Collusions*, 2005.

R. Pogarell & M. Schroder, *Worterbuch uberflussiger Anglizismen*, 1999.

Hëna Pasho, "Fjalët e huaja në gjuhën letrare shqipe", *Studime Filologjike*, 2, 1999.

Gaetano Rando, *Dizionario degli anglicismi nell'italiano postunitario*, Firenze, Leo S. Olschki Editore.

Christopher Rollason, *Language Borrowings in a Context of Unequal Systems: Anglicisms in French and Spanish*, in rollason.wordpress.com/2005/09/30/anglicisms-in-french-and-spanish, 2005.

Miço Samara, "Fjalë të huaja që duhen zëvendësuar", *Norma letrare kombëtare dhe kultura e gjuhës*, Tirana, 1973.

Hajri Shehu, "Rreth anglicizmave në mjetet e sotme të informimit masiv", *Studime Filologjike*, 3-4, 2002.

Kolec Topalli, "Për ndikimet e huaja në strukturën gramatikore të shqipes së sotme", *Gjuha Shqipe*, 1/2005.

Thomai, Samara, etc., *Fjalori i gjuhës shqipe*, Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Tirana, 2006.

Many Albanian newspapers: *Gazeta Shqiptare*, *Shekulli*, *Panorama*, *Klan*, *Revista Jeta*, etc.

CRITIQUE ET BIBLIOGRAPHIE

LAMBERTZ ET SA COLLECTION DE FOLKLORE ALBANAIS :
MIDIS DRINIT DHE VJOSËS, TIRANA, 2011

Midis Drinit dhe Vjosës (*Zwischen Drin und Vojusa: Märchen aus Albanien*, Leipzig, 1922) est un ouvrage qui, si l'on se réfère *ad litteram* au seul titre, semble contenir les notes d'un voyageur. D'autant plus que son auteur, un Allemand, est un représentant de l'intérêt austro-hongrois focalisé surtout en Albanie du Nord ou, plus précisément, dans la partie catholique de l'Albanie, où il continuait à s'acquitter de ses tâches conformément aux anciennes capitulations interimpériales qui lui avaient reconnu le droit de *cultus protectorati*. En tout cas, cet intérêt n'allait pas plus bas que le cours de la Vjosa, une limite *ulter quam non* même pour les intérêts scientifiques de M. Šufflay, de K. Jireček et de L. Thälöczy.

Il est vrai, en effet, que l'auteur de l'ouvrage, Maximilian Lambertz, a traversé l'Albanie voici près d'un siècle, alors que la Première Guerre mondiale sévissait dans les Balkans et en Europe. Il ne l'a pas fait cependant comme en romantique tardif qui, troublé par la rupture avec les traditions dans son propre pays, s'était mis en quête d'autres mondes plus vierges.

Avant de mettre le pied au « Pays des aigles » - Lambertz est un des albanologues qui ont le plus insisté à expliquer l'ethnonyme *shqiptar* (Albanais) par le totem *shqype* ou *shqipe* (aigle) -, il avait mené des recherches auprès des Arvanites de Grèce et des Arberèches d'Italie.

Lors de son séjour en Albanie du Nord, il a voyagé à Shkodra, dans la Gruda, à Lezha, à Kruja, à Tirana, à Durrës, dans les montagnes du Shosh et de la Shala, entre les cours du Drin et de la Valbona, ainsi qu'à travers la Mirdita.

Maximilian Lambertz est sans doute le seul albanologue étranger qui s'est intéressé à l'anthropologie culturelle, au folklore, plutôt qu'à l'archéologie, à l'histoire, à l'ethnologie et à la langue albanaise. Il a abordé presque toutes les formes de la manifestation de la tradition orale, la poésie et la prose, le conte, le chant rituel, le cycle épique et légendaire auquel il a consacré l'étude *Die Volksepik der Albaner* (« La littérature épique populaire des Albanais » – Halle, 1958), une des monographies les plus importantes de la tradition des études sur le cycle des preux, traduite à l'intention des chercheurs dans les années 1970 par le linguiste albanais E. Çabej et oubliée dans les archives des instituts de recherche sur le patrimoine jusqu'à la fin du siècle dernier.

Albanische Märchen und andere Texte zur albanischen Volkskunde (Vienne, 1922), *Gjergj Fishta und das albanische Heldenepos "Lahuta e Malcís" Laute des Hochlandes: eine Einführung in die albanische Sagenwelt* (Leipzig, 1949) comptent parmi les ouvrages les plus importants de Lambertz dans le domaine de l'albanologie. Il a également consacré une étude aux chants populaires albanais (*Die geflügelte Schwester und die Dunklen der Erde: albanische Volksmärchen* – Eisenach, 1952) et une autre à la littérature albanaise (*Albanien erzählt: ein Einblick in die albanische Literatur* – Berlin, 1956). Il a aussi traduit des extraits du poème épique *Lahuta e Malcís* de Gjergj Fishta et l'a étudié de manière comparative avec le cycle de la geste (*Gjergj Fishta: « Die Laute des Hochlandes »* – Munich, 1958).

Le volume *Midis Drinit dhe Vjosës* contient une collection de morceaux que Lambertz a choisis des publications albanaises parues à partir du siècle du romantisme, qu'il semble connaître parfaitement ou bien recueillis de la presse littéraire et politique des débuts de l'État albanais, ainsi qu'auprès de nombreuses personnes qu'il a rencontrées lors de son séjour en Albanie.

Il s'agit de poésies et de contes qu'il a publiés en allemand et a comparés à des motifs semblables des autres peuples d'Europe ou des autres cultures ou civilisations.

Le critère sur la base duquel Lambertz a procédé à la sélection de la matière est avant tout le primitivisme, l'irrationalité et l'archaïsme, en tant que marques certaines de l'ancienneté. Le même choix est constaté aussi bien pour la poésie que pour la prose. Il n'y a pas de créations épiques historiques ni légendaires, tout comme il n'y a pas de créations lyriques liées aux rites essentiels de la vie de l'homme : naissance, enfance, mariage, mort. Lambertz est avant tout intéressé par cette partie de la tradition orale que l'on pourrait appeler *parapoésie* et qui est souvent dépourvu de signification manifeste, de fluidité, de personnages ou de fable.

Ce sont surtout des comptines qui accompagnent et rythment les activités ludiques des enfants, dans la plupart des cas, des syllabations asémantiques et agrammaticales, des mélanges de mots sans rapport entre eux, de l'albanais ou de langues diverses, lesquels exercent la mémoire et éduquent chez eux le goût formel de la poésie (« *ini mini donomini* » ; « *eshtem beshtem kompanjeshtem* »).

Il y a ensuite un autre type de poésies que l'on pourrait appeler aussi « exercices de logique », comme le modèle des vers sur les nombres, que les adultes chantent aux petits, pour que ceux-ci puissent les mémoriser.

Un troisième type de poésie choisi par Lambertz c'est celui qui sert à mettre à l'épreuve la logique du participant au jeu, en créant, vers après vers, un par participant, le cycle complet d'une action en chaîne, sans rapport poétique ni cause liée au contenu, pourvu que le vers puisse avoir un lien avec un des mots du vers précédent.

Toutes ces chansons populaires, considérées généralement comme des banalités, sont restées dans la plupart des cas non répertoriées, sauf chez quelques anciens collectionneurs de folklore. Elles sont antérieures par rapport à une série de chansons traditionnelles d'enfants, telles que les chansons rituelles de cycles comme l'avant-veille de Noël, Pâques, l'Annonciation, la Pentecôte, la Mi-Pentecôte, les veilles de diverses fêtes, notamment de la Saint-Lazare, ou bien les chansons célébrant la nature ou chantées pour

l'apprivoiser, dont le contenu est bien articulé, le récit régulier, la signification claire et la fonction évidente.

Si l'on procède à un classement de la poésie populaire traditionnelle en commençant par le plus haut degré d'objectivité, alors on débutera par les chants épiques politiques pour continuer par les chants épiques historiques, les chants épiques légendaires, les chants lyriques de noces, les chants lyriques d'amour, les chants lyriques rituels de la naissance, les berceuses, les lamentations, les chants funèbres, les chants lyriques religieux, les chants lyriques sacrés et mythologiques, et ce n'est qu'à la fin qu'on arriverait aux poésies ludiques, aux poésies avec des exercices de logique et de fantaisie recueillies et publiées par Lambertz dans son livre.

Ces chants folkloriques semblent comme les plus chiffrés, or, en réalité, ils ne se présentent pas ainsi en raison d'une certaine dissimulation ésotérique du message, mais surtout à cause de l'archaïsme du modèle de création. Cela arrive parce qu'ils ne sont pas créés dans un but éthique ou didactique, ils ne transmettent aucune recommandation morale, mais servent simplement à participer à une forme active de divertissement en faisant preuve de bonne mémoire (concernant une profusion de mots et de phrases agrammaticales), d'un minimum de raisonnement (en suivant l'ordre selon le principe d'association d'idées), ou encore de quelques connaissances simples, comme dans le cas des poésies qui illustrent concrètement les nombres, notamment les nombres sympathiques – *Dymbëdhjetë numrat* (« Les douze nombres ») et *Histori me numërim nga Shqipëria e Veriut* (« Histoire à numérotage en provenance de l'Albanie du Nord ») : un – Dieu le Père ; deux – le dieu qui règne sur la terre et le ciel ; trois – la Sainte Trinité ou les trois patriarches, Abraham, Isaac et Jacob ; quatre – les quatre Évangélistes ; cinq – les cinq commandements de l'Église ; six – signification inconnue, peut-être un nombre antipathique ; sept – les sept sacrements ou *shukërmende*, selon l'expression de Buzuku ; huit – les huit péchés ; neuf – neuf icônes de saints ; dix – les dix commandements ; etc. Il faut dire que, dans leur version albanaise, ces significations ont été laïcisées et correspondent à d'autres équations.

En effet, la collection de Lambertz, revenue en albanais grâce à la traduction de l'allemand, dans un effort de se rapprocher de la

langue source, sans aller cependant à la source elle-même, sert à enrichir rétroactivement la tradition de la versification populaire albanaise, qui, comme toutes les traditions populaires orales, a souvent été libre de toute finalité liée au contenu ou à la fonction sociale.

Cette façon de jouer avec le langage sert aussi à faire goûter aux enfants une des composantes de base de la poésie, la rime, ne fût-ce que de façon strictement formelle, sans tenter aucune recherche ou talent.

La collection de contes est plus complète. En réalité, plus que de contes au sens terminologique du mot dans les études folkloriques albanaises, il s'agit de récits allégoriques que l'on ne raconte pas dans le milieu familial qui est la base de la communication du conte, mais dans des milieux plus larges : lors des noces ou d'autres événements publics, lors des assemblées ou des rencontres diverses. Ce ne sont pas nécessairement des contes que le grand-père raconte à ses petits-enfants.

Ces allégories ont pour but de permettre à l'auteur du récit de montrer ses savoirs et son expérience, de procurer un plaisir intellectuel et esthétique à ses interlocuteurs, d'éveiller des émotions et de provoquer un débat, mais aussi de mettre à l'épreuve la sagesse des autres.

Une bonne partie de ces récits sont construits sur la base de deux figures de rhétorique tout à fait contraires, l'hyperbole et la litote. L'exagération au delà de la fantaisie du surnaturel est accompagnée par la diminution tout aussi extrême, ce qui est source d'humour.

Ces récits sont connus comme des « contes-fiction » et semblent marquer la période ultime du conte merveilleux, le temps où la fantaisie humaine se sépare de l'imagination féerique en l'utilisant avec humour. Ces exemples, sous forme de petits contes, mais loin de la magie du conte authentique, semblent souvent comme des paratextes qui conduisent l'esprit humain vers une synthèse de pensée exprimée sous forme d'adage ou de déduction.

La conclusion par un adage est formellement exprimée par deux vers, *Prralla n'Lesh, shndetja mes nesh*, qui est en même temps une salutation et un rappel à tirer la conclusion, mais n'a aucun

rapport avec le lieu où le conte a été recueilli, car le toponyme *Lesh* est tout à fait conventionnel dans ces contes. Cette formule clichée, qui ressemble à celle des chants épiques légendaires, marque en même temps la rupture avec la fiction et le retour à la réalité.

Le caractère parabolique ou allégorique est accentué par la présence de figures mythiques païennes (les oréades, les fées, etc.), de saints et d'ecclésiastiques (saint Nicolas, saint Michel, saint Jean ; le prêtre, le derviche, le mollah), du roi, du sultan ou de Nasreddin Efendi. Le fait de sortir de l'indéfinissable historique et spatial qui est caractéristique pour le conte merveilleux et de toucher des réalités primordiales accentue leur nature allégorique. Le cas le plus typique de cette mutation, du « désenchantement » et du retour de l'hyperbole de l'héroïsme en parodie, du mythe en conte-fiction, c'est le récit en prose *À la grotte des preux* qui décrit la visite d'un mortel des temps présents à la grotte des héros mythologiques.

Le récit allégorique provenant du discours évangélique était assez répandu dans l'ancienne Albanie. C'est justement le caractère allégorique qui permettait aux contes choisis par Lambertz d'être ouverts à des événements et des personnages historiques ayant réellement vécu ou marqué des époques, bien que le conte proprement dit, comme on le sait, soit loin des réalités récentes ou lointaines et inaccessible à l'homme.

Comme l'argumente à juste titre Lambertz, bon nombre de ces « contes albanais », sont des variantes de quelque matrice bien connue à l'échelle mondiale et ils peuvent s'identifier par les motifs essentiels aux contes des frères Grimm, aux contes des peuples d'Orient ou des peuples d'Occident.

La comparaison avec les motifs que l'on retrouve chez les autres peuples a eu pour objectif de prouver que la prose populaire albanaise ne manque de rien par rapport aux autres et que la forme sous laquelle elle a été conservée est souvent authentique. Indépendamment de la forme manifestée, dans la collection de Lambertz on retrouve le motif de la prédestination, le complexe d'Œdipe de la mythologie grecque, des motifs semblables aux récits de Boccace, le motif de l'interdiction du mariage endogamique, y compris le tabou du parrain, l'explication mythologique de la Voie lactée.

L'édition en albanais de la collection de contes recueillis par Lambertz restitue à la prose populaire albanaise cette partie restée longtemps exclue des publications, qui est liée à la foi, à la conscience religieuse ou mythologique et aux cultes anciens.

Shaban Sinani

TABLE DES MATIÈRES

Neritan Ceka	
<i>Les Atintanes, un nouvel aperçu de leur territoire et de leur histoire</i>	3
Beqir Meta	
<i>L'attitude de l'État albanais à l'égard des minorités ethno-culturelles valaque et monténégrine dans les années 1920-1924</i>	25
Hamit Kaba	
<i>La position américaine à l'égard de l'Albanie aux années de la Résistance (1943-1944)</i>	55
Ledia Dushku	
<i>La zone occupée par la Grèce et la délimitation de la frontière albano-grecque à la Conférence des ambassadeurs à Londres (mars-août 1913)</i>	77
Rexhep Ismajli	
<i>From Albanian to General Linguistics (The Difficult Case of Selman Riza)</i>	101
Leonard Demi	
<i>The Western Balkans Looking Forward to the Future</i>	123
Aljula Jubani-Bengu	
<i>Le Délai d'Établissement du Voisement (DEV), un paramètre indispensable pour caractériser les consonnes occlusives</i>	139
Irena Pata-Kapo	
<i>Some Challenges in Identifying Anglicisms in the Albanian Language</i>	149

CRITIQUE ET BIBLIOGRAPHIE

Shaban Sinani	
<i>Lambertz et sa collection de folklore albanais : "Midis Drinit dhe Vjosës", Tirana, 2011</i>	161